

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DU
FAUX TÉMOIGNAGE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 17 Décembre 1900, à 1 heure

PAR

GEORGES GAGNEBÉ

Avocat à la Cour d'Appel de Paris.



PÉRIGUEUX

IMPRIMERIE CASSARD JEUNE

3, rue Denfert-Rochereau, 3

1900

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

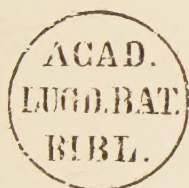
UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DU
FAUX TÉMOIGNAGE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le 17 décembre 1900, à 4 heure



PAR

GEORGES GAGNEBÉ

Avocat à la Cour d'Appel de Paris.

Président : M. LE POITTEVIN, professeur.

*Suffragants : { MM. LAINÉ,
GARÇON, } professeurs.*

PÉRIGUEUX

IMPRIMERIE CASSARD JEUNE

3, rue Denfert-Rochereau, 3

1900



Digitized by the Internet Archive
in 2026

A LA MÉMOIRE DE MON FRÈRE.

A MON PÈRE.

A MA MÈRE.

A MA FAMILLE.

A MES AMIS.

DU FAUX TÉMOIGNAGE

INTRODUCTION HISTORIQUE

« Il est peu de crimes, disent MM. Chauveau, F. Hélie et Villey, qui aient été flétris plus énergiquement par les anciens auteurs que le faux témoignage (1). »

Quelles sont les raisons de cette sévérité que nous voyons se manifester dans les lois de toutes les sociétés primitives ?

Nous devons les rechercher dans le caractère sacré du témoignage ; dans le rôle élevé qui est attribué par toutes les législations au témoin aux côtés du magistrat.

L'administration de la justice est un des premiers besoins des sociétés.

L'Etat a le devoir de choisir des magistrats honnêtes, impartiaux, et offrant aux citoyens qui se présentent devant eux, tant en matière civile qu'en matière pénale,

(1) Chauveau, F. Hélie et Villey, *Théorie du Code pénal*, t. IV, p. 532.

toutes les garanties désirables d'une bonne et saine justice.

Cependant les juges, aussi parfaits soient-ils, ne peuvent suffire à remplir la haute mission qui leur est confiée.

Sans doute, le domaine du droit leur appartient. Mais dans le domaine des faits qui sont portés devant eux, leurs connaissances sont nécessairement bornées. Ils ont besoin alors, pour éclairer leur religion, que la preuve soit faite des déclarations des parties.

Cette preuve peut être faite de deux façons : verbalement ou par écrit.

A l'origine des sociétés, la preuve testimoniale était seule connue. Avant l'usage de l'écriture, les faits publics ou privés, les conventions ou traités, les coutumes, les lois, tout se prouvait par témoins.

Plus tard, lorsque apparut la preuve écrite, on reconnut encore la supériorité à la preuve testimoniale. Au milieu des nombreux moyens de preuves qui étaient en usage dans le désordre des institutions du moyen âge, cette suprématie de la preuve par témoins nous est attestée par l'adage : « *Témoins passent lettres* ».

Peu à peu cependant les inconvénients de la preuve par témoins la firent reléguer au second plan. Les notaires furent institués et les actes passés devant eux prévalurent sur les témoignages. Cette révolution, accomplie lentement, se consolida avec l'organisation de plus en plus régulière de la société ; et la maxime « *Lettres*

passent témoins », consacrée pour la première fois dans l'article 54 de l'ordonnance de Moulins de 1566, puis dans l'ordonnance de 1667, devint une partie essentielle de la législation civile. Elle est aujourd'hui dominante dans nos Codes.

Malgré cela, et quoiqu'on la tienne en une légitime suspicion, ainsi qu'en fait foi l'ancien adage « *Qui mieux abreuve mieux preuve* », la preuve testimoniale est toujours en vigueur. Et il est un grand nombre de faits, surtout en matière répressive, qui ne peuvent être établis que par l'affirmation des personnes qui en ont une connaissance plus ou moins complète. Le témoignage des hommes est souvent le seul mode de recherche et de constatation qui puisse conduire à la découverte de la vérité, et si, dans les matières civiles, ce témoignage n'a été admis qu'avec une extrême réserve, toutes les législations pénales l'ont, par la force même des choses, mis au premier rang des preuves judiciaires.

Le juge, dans le plus grand nombre des cas, n'a, en effet, d'autre moyen de vérifier les faits qui se sont passés loin de lui que la déclaration de ceux qui, ayant été présents au moment où ces faits se sont accomplis, lui en attestent la vérité. C'est par eux que le juge voit et entend les faits qu'il apprécie ; et c'est en ce sens que Bentham (1) a pu dire avec raison que « *les témoins sont les oreilles et les yeux de la justice* ».

(1) *Traité des preuves*, t. II, p. 93.

Voici donc les témoins érigés en auxiliaires de la justice.

Les juges ne prononçant pas sur des faits qu'ils ont vus ou sur des paroles qu'ils ont entendues, mais sur des faits ou des paroles qui leur sont médiatement rapportés, il est bien évident que leur conviction sera basée sur les dépositions qu'ils auront recueillies. Les témoins sont les acteurs principaux du procès : ce sont eux qui apportent les éléments de la décision. Et le juge n'est là, peut-on dire, que pour enregistrer les faits et en tirer les conséquences juridiques.

On conçoit donc combien il importe à l'intérêt social que les témoins disent la vérité ; et combien sont graves les conséquences qui peuvent résulter d'un faux témoignage.

Aussi tous les criminalistes s'accordent à considérer le faux témoignage comme un crime des plus graves et des plus dangereux, en ce qu'il trompe la justice et peut faire une victime.

Chez les anciens, Julius Clarus affirme qu'aucune action n'est plus pernicieuse à la chose publique : « *Arbitror nullum esse crimen perniciosius reipublicæ* (1). »

Farinacius y voit trois crimes distincts : contre Dieu, dont le témoin parjure le nom ; contre le juge, qu'il trompe ; contre les hommes, qu'il rend victimes d'une injustice : « *Detestabile falsi testis crimen est : Deo, judici*

(1) *Practica crimin. quæst.* 52, num. 7.

et hominibus obnoxius est ; triplicemque facit deformitatem, perjurii nempe, injustitiæ et mondacii (1). » Et il ajoute : « *Falsi testes peiores sunt furibus, latronibus et abigeis.* »

Chez les auteurs modernes, le faux témoignage est traité avec la même sévérité.

Le conseiller d'Etat Faure le flétrit en ces termes dans son exposé des motifs : « C'est un crime extrêmement grave, quel qu'en ait été le motif, que de faire perdre à un innocent l'honneur et la liberté, quelquefois même la vie, ou de faire rentrer dans la société un coupable qui, enhardi par l'impunité même, commettra bientôt de nouveaux forfaits (2). »

De leur côté, MM. Chauveau, F. Hélie et Villey font ressortir, en termes saisissants, la gravité du faux témoignage : « La fausse déposition est une arme cachée à l'aide de laquelle l'agent dépouille ses victimes, les déshonore ou les assassine : ce crime participe donc, tantôt du vol, tantôt de la calomnie, tantôt de l'assassinat ; quelquefois il n'a pour but que de voiler le crime, pour dérober le coupable à la peine ; et c'est la société entière qui se trouve lésée par cette déplorable faiblesse. Ainsi, le faux témoignage parcourt, pour ainsi dire, tout le cercle de la criminalité, suivant le but qu'il se propose, suivant la nature du crime qu'il veut accomplir (3). »

(1) Quæst. 67, num. 1.

(2) *Exposé des motifs au Conseil d'Etat*, Loqué, t. XXX, p. 489.

(3) Chauveau, F. Hélie et Villey, loc. cit., t. IV, n. 1775.

La gravité de ce crime étant ainsi dégagée, il n'est pas étonnant qu'il ait été de tout temps sévèrement puni. Nous sommes ainsi amené à étudier sommairement les divers systèmes de répression du faux témoignage depuis l'antiquité jusqu'aux temps modernes.

§ 1. — LOI DE MOÏSE.

La loi de Moïse appliquait au faux témoignage formulé *contre* quelqu'un la peine du talion, c'est-à-dire le mal que ce faux témoignage avait causé à la victime : « *Animam pro animâ, oculum pro oculo, dentem pro dente, manum pro manu, pedem pro pede exiges* (1). »

§ 2. — DROIT ROMAIN.

La loi des XII Tables voulait que les faux témoins indistinctement fussent précipités de la Roche Tarpéienne (2).

Bientôt on admit des distinctions et des différences : l'exil ou la relégation dans une île furent la peine de ceux qui avaient fait un faux témoignage dans une instance liée, contre l'une ou l'autre des deux par-

(1) Deutéronome. XIX. V. 16. 21.

(2) Aulu-Gelle. I. 20. Chap. I ; Modestinus, I. 25. §. 1. ff. de *pœnis*.

ties (1) ; la déportation avec confiscation de biens, si le coupable était de condition libre, le dernier supplice, s'il était esclave, furent infligés à celui *qui falsas testationes faciendas, testimoniave falsa inspicienda, dolo malo cōierit*, ainsi qu'à celui *qui ob renuntiandum remittendumve testimonium dicendum vel non dicendum, pecuniam acceperit*. Mais la peine de mort demeura toujours applicable à quiconque porterait contre un accusé un faux témoignage pouvant le faire condamner à mort : *lege Cornelia de sicariis tenetur... qui falsum testimonium dolo malo dixerit quo quis publico judicio rei capitalis damnaretur* (2).

Cependant la rigueur du châtiment diminua peu à peu à mesure que les mœurs s'adoucirent. Comme l'opinion publique répugnait alors à la peine de mort, la répression fut laissée dans certains cas à l'arbitraire du juge ; et l'on accorda à la partie lésée une action en dommages-intérêts, en même temps que le juge poursuivait la répression du crime (3).

(1) Sent. Paul. lib. 5. tit. 15. §. 5.

(2) L. 1. Dig. ad. leg. Corn. de sicariis. Cf. Morin. Rép. dr. crim. V^o Faux Témoignage, n. 1. Chauveau, F. Hélie et Villey, loc. cit. t. 4. n. 1775. p. 533 ; et n. 1809. p. 572.

(3) Loi 13. Code de testibus.

§ 3. — ANCIEN DROIT FRANÇAIS.

Les peines appliquées au faux témoignage ont beaucoup varié en France.

La loi Salique (1), la loi Gombette (2) et les Capitulaires de Charlemagne (3) punissaient de la perte de la main le faux témoin qui ne pouvait payer la composition au moyen de laquelle se rachetaient tous les crimes : « *Si quis convictus fuit perjurii, perdat manum aut redimat.* »

Les « Établissements de saint Louis » ne prononçaient qu'une amende arbitraire : « Si quelqu'un est convaincu de faux témoignage, la justice lui imposera telle amende qu'il lui plaira (4). »

François I^{er} reconnut les dangers de cette faiblesse dans les peines ; et pour arrêter les progrès de ce crime qui n'avait fait que se multiplier sous son règne, il se crut obligé d'augmenter la rigueur de ces premières lois, en prononçant, par son ordonnance de 1531, la peine de mort contre les faux témoins, et cela, dit Muyart de Vouglans, « sans distinguer sur ce point les matières criminelles des matières civiles, et sans laisser

(1) Tit. 60.

(2) Art. 80.

(3) Chap. 5, art. 12.

(4) Établissements de saint Louis, livr. 1. tit. 7.

aux juges la liberté de modérer cette peine, mais seulement de déterminer le genre de mort (1). »

Mais, suivant Jousse, cette ordonnance ne s'exécutait pas à la rigueur ; et l'on doit faire une distinction entre ceux qui déposent faux en matière civile et ceux qui déposent faux en matière criminelle.

En matière civile ils sont punis à l'arbitrage des juges selon les cas.

Mais en matière criminelle il faut distinguer suivant qu'ils déposent faux en crime capital ou en crime non capital. Dans le premier cas ils doivent toujours, sans distinction, être condamnés à mort. Dans le second, la peine doit être moindre et dépend des circonstances, de la qualité du fait et des personnes ; la peine la plus ordinaire était alors les galères ou le bannissement, avec amende honorable.

La jurisprudence, d'ailleurs, adoucit la rigueur des édits : « Suivant notre jurisprudence, nous dit Muyart de Vouglans, on a cru devoir moins s'arrêter à la lettre qu'à l'esprit de ces lois ; et les cours ne sont plus dans l'usage de prononcer la peine de mort que dans le seul cas où le crime imputé par le faux témoin serait lui-même de nature à faire condamner l'accusé à

(1) Ordonnance de mars 1531 ; *L. crim.* p. 264 : « Ordonnons que tous ceux qui seront atteints et convaincus par justice avoir fait et passé faux contrats, et porté faux témoignage en justice, seront punis et exécutés à la peine de mort, telle que les juges l'arbitreront suivant l'exigence des cas. »

cette peine s'il en était convaincu, c'est-à-dire que nous avons retenu sur ce point la peine du talion établie par le droit romain (1). »

Ce n'était là encore qu'une jurisprudence. Mais l'ordonnance sur le fait de justice du mois d'août 1539 tint compte de cette jurisprudence, et ne permit de prononcer, en matière civile, que des amendes plus ou moins élevées suivant les circonstances du fait et le rang du Tribunal.

Les effets de ces lois parurent tellement salutaires que les édits de mars 1680, novembre 1709 et la déclaration de 1720 confirmèrent l'ordonnance de François I^{er}.

L'ordonnance de 1670 nous présente quelques dispositions intéressantes au sujet de la rétractation.

Elle prévoyait, en outre de l'information, une deuxième opération, appelée le récolement. Le récolement était la lecture faite au témoin de sa déposition pour qu'il déclare, sous la foi du serment, s'il y persiste ou s'il a des changements à y apporter.

Cette opération avait pour but de permettre aux témoins qui, par erreur ou malveillance, avaient fait de fausses dépositions, de se rétracter devant le juge, ou d'expliquer leurs dépositions. Ils pouvaient alors revenir sur leurs déclarations sans encourir aucune peine. Mais une fois le récolement terminé, leur dépo-

(1) Muyart de Vouglans. *L. crim.* p. 264.

sition devenait définitive ; et s'ils la modifiaient, ils pouvaient être condamnés comme faux témoins.

On admettait cependant que le témoin pouvait être poursuivi dès sa première déposition s'il y avait eu corréption. Et, bien que l'article déclare que, après le récolement, le témoin ne peut pas varier, il est certain que cet article laissait de côté les variations légères, et qui ne pouvaient pas modifier le sens de la déposition.

C'est en ce sens que Monseignat analyse l'ordonnance de 1670 lorsqu'il dit, dans son rapport au Corps législatif : « En matière criminelle, le témoin, d'après l'ordonnance de 1670, pouvait varier et corriger sa déposition au récolement ; ce n'était qu'à sa confrontation avec l'accusé que sa persévérance dans le mensonge pouvait motiver contre lui une accusation (1). »

§ 4. — DROIT DE L'ÉPOQUE INTERMÉDIAIRE.

Le Code pénal de 1791 maintint la distinction dont l'origine se trouvait dans l'ancien droit entre les matières civiles et les matières criminelles. D'après l'article 47 (tit. 2, sect. 2) : « Quiconque sera convaincu du crime de faux témoignage en matière civile, sera puni de la peine de six ans de gêne. » Et d'après l'article 48, « Quiconque sera convaincu du même

(1) Séance du 17 fév. 1810, Loaré, t. XXX.

crime dans un procès criminel, sera puni de la peine de vingt ans de fers, et de la peine de mort, s'il est intervenu condamnation à mort contre l'accusé dans le procès auquel aura été entendu un témoin. »

L'interprétation de ces deux articles donna lieu à de nombreuses discussions.

On n'était pas d'accord sur le sens du mot faux témoignage et sur l'étendue qu'il lui fallait donner. D'après un arrêt de la Cour de cassation du 22 pluviôse an XI, la peine de l'article 47 ne pouvait s'appliquer à une déclaration mensongère faite par un individu dans sa propre cause. Mais d'après un second arrêt du 6 novembre 1806, cette peine s'appliquait à l'attestation fausse qu'aurait faite un individu devant un juge de paix appelé à dresser un acte de notoriété.

Une difficulté plus grave s'était élevée au sujet de la juridiction de jugement.

D'après la loi du 16 septembre 1791 (2^e partie, tit. 12, art. 13), les plaintes en faux devaient être portées devant des jurys spéciaux d'accusation. On se demanda alors si le faux témoignage ne devait pas être assimilé au crime de faux ; et si, en conséquence, il ne devait pas être de la compétence du jury ? La difficulté fut tranchée dans le sens de la négative par un décret du 7 frimaire an II, aux termes duquel le faux qui s'exerce par des actes manuels est le seul dont la connaissance soit réservée aux jurés spéciaux.

Le Code pénal de 1791, dont nous venons de citer les articles 47 et 48, présentait des lacunes.

Elles furent comblées par la loi du 5 pluviôse de l'an II. Cette loi prévoit le cas où les accusés d'un crimē entraînant une peine capitale, contre lesquels aurait été fait un faux témoignage, auraient été acquittés; et elle étend à ce cas les dispositions de l'article 48. De plus, elle abaisse la peine à vingt années de fers, que les accusés de crimes même capitaux aient été acquittés ou condamnés, dans le cas où la fausse déposition aurait été faite à la décharge de l'accusé.

On pourrait critiquer cette seconde disposition de la loi : car l'action du faux témoin n'est pas moins blâmable dans un cas que dans l'autre.

Mais il est évidemment moins coupable moralement, lorsque sa déposition fausse a pour but de faire acquitter un coupable, que lorsqu'elle a pour résultat la condamnation d'un innocent. Dans ce dernier cas, l'administration de la justice sera seule à souffrir un préjudice. Et ce préjudice sera assurément bien minime si l'on met en parallèle celui qui pourrait résulter de la condamnation d'un innocent. Aussi la peine devait être ici diminuée pour être en rapport avec le délit.

En même temps que la loi de l'an II faisait ici œuvre de clémence, elle apportait une exception, qui révèle bien le despotisme de cette terrible époque. En effet, l'article 2 de la loi nous dit : « Si, néanmoins, les accusations capitales sur lesquelles il aura été déposé à

décharge ont pour objet des crimes contre-révolutionnaires, les faux témoins seront punis de mort, comme s'ils avaient déposé à charge. »

Depuis le début de nos explications, il n'a été question que du faux témoignage en matière criminelle et en matière civile.

Par un oubli étrange, le législateur, dans toutes ces lois, gardait le silence sur le faux témoignage en matière correctionnelle et en matière de simple police. Cette omission fit naître un doute; et l'on se demanda quelle peine devrait être appliquée en l'absence de textes.

Devait-on laisser dans ces cas le faux témoignage impuni ?

Ou bien devait-on le comprendre dans l'une des dispositions de l'article 47 ou de l'article 48, et le frapper de l'une des peines prononcées par ces articles ?

Cette question importante se présenta plusieurs fois devant les Tribunaux, et fut l'objet des solutions les plus diverses.

Il fut jugé que le faux témoignage en matière correctionnelle et de police, n'ayant pas été prévu par la loi, ne pouvait être passible d'aucune peine, puisque, aux termes de l'article 3 du Code 3 brumaire an IV, nul délit ne pouvait être puni de peines qui n'étaient pas prononcées par la loi avant qu'il fût commis.

Il fut jugé, en sens contraire, que ce crime se trouvait implicitement compris dans les termes de l'article 48,

et devait être puni de vingt ans de fers; car on a, de tout temps, distingué les matières civiles et les matières criminelles; et les matières criminelles ont toujours embrassé les matières correctionnelles et de police.

En présence de ces décisions contradictoires, il fallait, pour fixer la jurisprudence, l'avis de la Cour de cassation. Cet avis fut donné; et la Cour suprême décida d'une façon constante que ce crime devrait être poursuivi et puni en vertu de l'article 47, relatif aux affaires civiles (1).

§ 5. — CODE PÉNAL DE 1810.

Le Code de 1810 organise un système complet de répression du faux témoignage. Il présente une échelle graduée de peines, plus en rapport avec la gravité des circonstances dans lesquelles le faux témoignage a pu s'effectuer.

Enfin, il lève les doutes qui s'étaient élevés sous l'empire du Code de 1791 au sujet du faux témoignage en matière correctionnelle. Il fait une distinction entre le faux témoignage en matière criminelle et le faux témoignage en matière correctionnelle, civile et de police.

(1) *Crim. rej.* 19 nov. 1807. *J. G. n.* 37; *Crim. cass.* 7 janvier 1808; *Crim. cass.* 22 juin 1816; *Crim. rej.* 14 niv. an XIII.

Aux termes de l'article 361 : « Quiconque sera coupable de faux témoignage en matière criminelle, soit contre l'accusé, soit en sa faveur, sera puni de la peine des travaux forcés à temps. Si, néanmoins, l'accusé a été condamné à une peine plus forte que celle des travaux à temps, le faux témoin qui a déposé contre lui subira la même peine. »

A la lecture de ce texte, une remarque s'impose. Ce texte punit le faux témoignage de la même peine, qu'il ait été porté contre le prévenu ou en sa faveur. C'est une dérogation au système du Code de 1791, aux termes duquel la peine était abaissée dans ce second cas.

Comment expliquer ce changement ?

M. Monseignat, dans son rapport au Corps législatif, justifiait ainsi cette disposition : « Il semblerait, au premier aperçu, que celui qui tromperait les magistrats pour arracher un criminel au supplice, serait moins coupable que celui qui mentirait aux Tribunaux pour charger un innocent des apparences du crime, et livrer le juste à la mort ou à l'infamie. Le projet de loi défère en partie à ce sentiment généreux et prononce la peine de mort ou celle des travaux forcés à perpétuité dans le cas seulement où la déposition fausse aurait été dirigée contre un accusé condamné à l'une de ces deux peines, mais, si l'accusé est acquitté, le faux témoin, quoique ayant déposé contre lui, ne sera puni que de la peine ordinaire du faux témoignage ou des travaux

forcés à temps. A cette seule exception près, la peine ne varie pas, que le faux témoin ait déposé en faveur de l'accusé ou contre lui. »

Et Berlier, de son côté, nous dit : « En convenant que les deux crimes ne présentent pas la même atrocité dans leurs résultats, il faut reconnaître aussi qu'ils tendent au même but, qu'ils induisent également la justice en erreur, et qu'ils renferment le même parjure. A l'exemple de l'Assemblée constituante, les auteurs du projet ont dû se montrer également sévères dans les deux cas, pour tenir une juste balance entre l'intérêt de la société et celui des individus. »

Dans l'article 362, le législateur prévoyait les faits de faux témoignage en matière correctionnelle ou de police, dont ne s'était pas occupée la législation révolutionnaire : « Quiconque sera coupable de faux témoignage en matière correctionnelle ou de police, soit contre le prévenu, soit en sa faveur, sera puni de la réclusion. »

Ici une observation est nécessaire. En voulant combler la lacune que présentait le Code de 1791, le Code de 1810 nous semble être allé trop loin. Il a eu tort d'assimiler, au point de vue de la répression, le faux témoignage en matière correctionnelle et le faux témoignage en matière de police. Condamner à la réclusion un citoyen pour une déposition mensongère, quand il ne s'agit que d'une simple contravention de police, nous paraît une loi draconienne.

Enfin l'article 363 prononce aussi la peine de la réclusion contre tout individu coupable de faux témoignage en matière civile.

La subornation de témoins est aussi prévue par le Code de 1810 dans les articles 364 et 365.

Aux termes de l'article 364, « le faux témoin, en matière correctionnelle, de police ou civile, qui aura reçu de l'argent, une récompense quelconque ou des promesses, sera puni des travaux forcés à temps. Dans tous les cas, ce que le faux témoin aura reçu sera confisqué. »

L'article 365 établit contre le suborneur une gradation de peines analogues à celles qu'encourt le faux témoin, mais en élevant à chaque échelon la pénalité d'un degré : « Le coupable de subornation de témoins sera condamné à la peine des travaux forcés à temps, si le faux témoignage qui en a été l'objet emporte la peine de la réclusion ; aux travaux forcés à perpétuité lorsque le faux témoignage emportera la peine des travaux forcés à temps, ou celle de la déportation ; et à la peine de mort lorsqu'il emportera celle des travaux forcés à perpétuité ou la peine capitale. »

Quels sont les motifs de cette sévérité du législateur à l'égard du suborneur ?

Monseignat nous les donne dans son rapport au Corps législatif ; et il justifie ainsi les dispositions de la loi : « Il est une autre espèce de coupable, artisan secret et moteur ordinaire du faux témoignage : c'est le subor-

neur... Il est frappé d'une peine d'un degré plus élevé que le faux témoin qui a été l'objet de la subornation. Cette aggravation est motivée par le rôle même du suborneur, qui est plus qu'un complice ordinaire, puisque c'est pour son intérêt seul que le crime est ourdi et consommé ; dans sa main, le faux témoin n'est qu'un instrument docile et corrompu. »

§ 6. — LOI DU 28 AVRIL 1832.

La loi du 28 avril 1832, portant révision du Code pénal, vient modifier, en les adoucissant, les dispositions précédentes.

Ainsi l'ancien article 362 prononçait la peine de la réclusion contre le coupable de faux témoignage pour ou contre le prévenu, en simple police. Le nouvel article substitue à cette peine la dégradation civique et l'emprisonnement d'un an à cinq ans. Cette nouvelle disposition est pleinement justifiée par l'énormité de la peine prononcée par la loi de 1810 ; et le législateur a ainsi réalisé une réforme depuis longtemps réclamée par l'opinion.

De même, l'ancien article 364 punissait des travaux forcés à temps le faux témoin en simple police qui avait reçu de l'argent, une récompense quelconque ou des promesses. Le nouveau texte a encore ici abaissé la peine d'un degré et n'applique plus, dans ce cas, que la réclusion.

Enfin, au lieu de punir le suborneur plus gravement que le faux témoin, suivant le système du Code de 1810, la loi de 1832 les place tous les deux sur la même ligne. Elle ne considère plus le faux témoin comme moins coupable que le suborneur. Il est même des cas où la proposition inverse est manifestement vraie : par exemple, quand c'est un père qui, pour sauver son fils, se rend coupable de subornation. La loi de 1832 considère le suborneur comme un complice, et le déclare, par conséquent, passible des mêmes peines que le faux témoin. (art. 365.)

§ 7. — LOI DU 13 MAI 1863.

La loi du 13 mai 1863 vint une seconde fois modifier les articles 361 à 366 en apportant de nouveaux adoucissements aux pénalités.

Le rapport fait au nom de la commission constate que la réforme de 1832 a produit les plus heureux résultats. Mais il reconnaît aussi que cette loi n'a pas tout prévu ; et que, sur certains points, il existe encore une lutte flagrante entre le jury et la loi : « Dans un certain nombre de cas, le jury se refuse à reconnaître comme crimes des faits auxquels le Code a assigné ce caractère ; et il se laisse entraîner souvent, soit à acquitter contre l'évidence des faits, soit à réduire l'accusation aux proportions d'un simple délit par la négation presque systématique des circonstances aggra-

vantes, ou par la déclaration habituelle des circonstances atténuantes (1). »

En ce qui concerne spécialement le faux témoignage, le rapport de la commission s'exprime ainsi : « Sans nier la gravité du faux témoignage en lui-même, puisqu'il a toujours pour but de tromper la justice, et qu'il peut avoir pour résultat de faire condamner un innocent, il est impossible de ne pas tenir compte de ce fait que, dans la plupart des cas, le jury refuse de le considérer comme un crime. »

Les statistiques avaient montré, en effet, que sur cent faux témoignages poursuivis en Cour d'assises, il y avait eu 56 acquittements, 41 condamnations à des peines correctionnelles et 3 seulement à des peines criminelles.

Le législateur avait vu là un enseignement qu'il ne lui était pas permis de négliger ; et il avait voulu faire par la loi ce qui était déjà fait par les mœurs, en apportant quelque adoucissement à l'excessive sévérité de la peine : « Son but, en élevant ou en abaissant les pénalités selon qu'elles ont paru trop douces ou trop sévères, n'est autre que de rechercher et d'atteindre la mesure exacte du châtiment qu'il convient d'infliger, dans l'état actuel de notre législation, afin d'obtenir une répression à la fois plus juste et plus efficace. »

Partant de ce principe, la nouvelle loi distingue les

(1) Rapport fait au nom de la Commission ; Duvergier, t. 63, p. 420.

faux témoignages en deux classes différentes suivant la juridiction devant laquelle ils sont commis. Elle en attribue la connaissance aux Cours d'assises ou aux Tribunaux, selon que le fait se sera produit en matière criminelle, ou en matière correctionnelle. « On y trouvera cet avantage, nous dit l'exposé des motifs (1), que le crime ou le délit de faux témoignage sera déféré aux juges [devant lesquels il aura été commis, c'est-à-dire à ceux qui sont les plus aptes à le bien connaître et à le bien juger. Quant aux faux témoignages en matière de simple police ou en matière civile, il est permis de penser que le juge correctionnel aura des connaissances et des habitudes d'investigation que le jury ne saurait posséder au même degré. »

Ces considérations générales exposées, passons au détail des articles :

En matière criminelle, le faux témoignage reste crime, et il est puni de la réclusion, avec cette éventualité que, s'il a amené la condamnation de l'accusé à une peine plus forte que celle de la réclusion, le faux témoin subira la même peine.

En matière correctionnelle et en matière civile, le faux témoignage n'est plus qu'un délit, et la peine de la réclusion est remplacée par un emprisonnement de deux à cinq ans et une amende de 50 fr. à 2.000 francs. En ce cas encore, si le faux témoignage a amené contre

(1) *Exposé des motifs*, Duvergier, t. 63, p. 419.

le prévenu une condamnation plus forte que celle qu'encourt le faux témoin, celui-ci subira la même peine.

En matière de simple police, la peine de la dégradation civique est remplacée par celle d'un emprisonnement de un an à trois ans et d'une amende de 16 à 500 francs.

Enfin, lorsque le faux témoignage aura été déterminé par des dons ou promesses, la peine sera élevée aux travaux forcés en matière criminelle, à la réclusion en matière correctionnelle ou civile, à l'emprisonnement de deux à cinq ans, avec amende de 50 francs à 2.000 francs en matière de simple police.

La nouvelle loi revient au système du Code de 1810 et considère le suborneur comme plus coupable que le faux témoin.

Les modifications apportées par la loi de 1863 sont la reproduction exacte des propositions de la commission ; et elles ont été adoptées soit par le Conseil d'Etat, soit par le Corps législatif, sans aucune contradiction. Elles soulèvent cependant dans la doctrine certaines critiques ; et on s'étonne à juste titre que cette loi ait pu introduire sans discussion une réforme aussi considérable dans notre droit pénal.

MM. Chauveau, F. Hélie et Villey la critiquent en ces termes : « C'était cependant une chose sérieuse, et qui méritait peut-être une délibération approfondie, que de transférer à la juridiction correctionnelle, en les qualifiant simples délits, des infractions aussi graves

que le faux témoignage en matière correctionnelle, civile et de police. Le nombre des acquittements, dont on a fait un argument, tient ici, non à la juridiction, mais à la matière elle-même, qui recèle toutes sortes de doutes, et dans laquelle la criminalité la plus apparente s'efface devant les explications de l'inculpé. Que si l'on voulait toucher aux dispositions du Code sur cette matière, il était une innovation bien simple, que nous avons proposée, et qui, en tenant compte du degré de la criminalité, eût sans doute prévenu plus d'un acquittement : c'était de distinguer si le faux témoignage a été fait en faveur du prévenu ou contre lui. La loi a confondu dans une même pénalité deux infractions qui ne menacent pas l'ordre d'un même péril. »

Nous clorons ici cet aperçu très sommaire du nouveau système qui nous régit actuellement. Nous reprendrons plus loin les développements que nécessitent les nouveaux articles.

Enfin nous ne parlerons pas de l'article 366 qui punit le faux serment. Cette matière est en dehors de notre sujet.

CHAPITRE PREMIER

ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS DU FAUX TÉMOIGNAGE.

La loi française, qui punit le faux témoignage, ne l'a pas défini.

Aussi les auteurs en donnent-ils des définitions plus ou moins complètes, plus ou moins précises, mais dans lesquelles on retrouve à peu près toujours les mêmes éléments essentiels.

Pour M. Morin, « le faux témoignage est une déposition mensongère faite pour ou contre une partie dans une instance liée en justice (1). »

D'après M. Garraud, il y a faux témoignage « dans le fait de celui qui, légalement appelé à déposer, en qualité de témoin, dans un procès civil ou pénal, affirme sciemment une chose fausse, ou nie sciemment une chose vraie et cause ainsi effectivement ou éventuellement un préjudice à autrui (2). »

(1) Morin. Rép. dr. crim. V^o Faux Témoignage.

(2) Garraud. *Traité du dr. pén. franç.* t. V. n. 2. p. 2. V. encore sur la définition : Trib. cass. Seine. 14 juin 1817. Pand. franç. per. 98. 2. 31. Chauveau, F. Hélie et Villey, t. IV. n. 1776. p. 534 ; Le Poittevin, *Dict. form. des parquets*, V^o Faux Témoignage, n. 1.

Ce qui est hors de doute, c'est qu'il y a dans le faux témoignage une altération de la vérité, quelque chose d'inexact et de contraire à la réalité des faits.

De la définition de M. Garraud, qui nous paraît la plus complète, nous déduirons les éléments constitutifs du faux témoignage. Ces éléments peuvent se ramener à quatre :

Il faut :

1° Que l'altération de la vérité ait été commise en portant un témoignage ;

2° Que le témoignage soit contraire à la vérité ;

3° Que le faux témoignage ait produit ou pu produire un préjudice ;

4° Que le faux témoin ait eu l'intention de tromper la justice ; en d'autres termes, la volonté de commettre le faux témoignage en tant que délit.

Ces caractères sont communs au faux témoignage en matière criminelle et au faux témoignage en matière civile.

Mais en matière civile, le faux témoignage présente quelques caractères spéciaux.

Notre chapitre se divisera donc tout naturellement en deux sections :

SECTION I. — Du faux témoignage en général.

SECTION II. — Du faux témoignage en matière civile : son caractère spécial.

SECTION I.

DU FAUX TÉMOIGNAGE EN GÉNÉRAL.

§ I. — *Première condition : Témoignage en justice.*

Une déclaration faite en justice ne peut prendre le caractère d'un faux témoignage punissable que de la part d'une personne qui était appelée à la faire comme témoin.

C'est là un premier point certain.

Mais sur la notion même du mot témoin, deux systèmes sont en présence dans les différentes législations pénales.

Un premier système voit dans le faux témoignage un délit contre la religion. Il exige que la déposition ait été faite sous la foi du serment religieux pour que l'altération de la vérité constitue un faux témoignage.

D'après le second système, le délit de faux témoignage existe indépendamment de toute prestation de serment. C'est un délit contre l'administration de la justice. Et, par suite, la prestation du serment, dans les

pays où elle est imposée, n'apparaît que comme une circonstance aggravante de la culpabilité, et non comme un des éléments constitutifs de cette culpabilité.

Ce dernier système se trouve consacré par le Code pénal belge et par le Code pénal italien.

Le premier est celui du droit français. Dans notre droit, en effet, un témoignage, dans le sens légal de ce mot, est une déclaration verbale faite en justice sous la foi du serment.

Il peut arriver cependant que la non-prestation du serment ait sa cause dans des motifs tirés de la religion du témoin. Dans ce cas, il suffit, pour que la déposition puisse être arguée de faux témoignage, qu'elle ait été faite dans la forme qui lui donne force probante d'après la législation sous l'empire de laquelle elle a eu lieu; l'auteur de cette déposition devenant alors, bien qu'il n'ait pas prêté serment, un véritable témoin dans le sens de la règle ci-dessus (1).

Cette exception mise à part, la prestation du serment est une condition essentielle du délit de faux témoignage, lorsque le témoin a altéré la vérité. Il en résulte que toute une catégorie de personnes se trouve par cela même en dehors de notre définition.

(1) Crim. r. 18 juill. 1861, D. P. 61. 1. 354. La déposition faite en Algérie, devant la juridiction civile du Cadi par un musulman qui n'est tenu au serment que lorsque le juge le lui prescrit exceptionnellement, peut, si elle est mensongère, donner lieu à l'application des peines du faux témoignage, quoiqu'elle ait eu lieu sans serment, une telle déposition ayant la même force que si le serment avait été prêté.

Ce sont :

1^o Les personnes qui ne sont entendues aux assises qu'en vertu d'un pouvoir discrétionnaire du président. (art. 269 C. instr. crim.) Ces personnes, en effet, ne prêtent pas serment.

Toutefois cette règle est très critiquée.

Carnot observe que le Code suppose bien que ces personnes exerceront une influence quelconque sur l'esprit du jury, puisqu'il permet de les appeler aux débats, « et, dit-il, sous ce rapport, il serait difficile de ne pas voir un faux témoignage dans les faux renseignements qu'elles pourraient donner (1). »

M. Garraud fait remarquer que « si cette solution est juridiquement exacte, elle est pratiquement profondément regrettable. »

2^o Les individus condamnés à la dégradation civique ou à l'interdiction de certains droits civils, en vertu des articles 34 et 42 du Code pénal, et qui ne sont entendus qu'à titre de renseignements.

Ces deux catégories d'individus ne peuvent figurer à l'audience que pour donner des renseignements, c'est-à-dire qu'ils ne témoignent pas.

(1) Contra. Chauveau, F. Hélie et Villey, loc. cit. t. IV, n^o 1777. V. aussi Cass. 11 mars 1882. Bull. Cass. crim. n. 72; Le Graverend. *Traité de législation criminelle en France*, t. I. p. 284; Bourguignon. *Jurisprudence des Codes crim.* t. 3, p. 334; Carnot. *De l'instr. crim.* t. 2, p. 549, n. 9. Rolland de Villargues. *Les Codes crim.* sur l'art. 361 n. 1.

La Cour de cassation nous en donne les motifs :
« L'incapacité de déposer en justice autrement que pour donner de simples renseignements, qui atteint ces individus, a pour but de prémunir les juges, les jurés et les accusés contre leurs déclarations auxquelles il serait dangereux d'accorder autant de confiance qu'aux dépositions de témoins irréprochables entendus sous la foi du serment (1). »

3° Les individus qui, en raison de leur âge, seront entendus sans prestation de serment : tels sont les mineurs de 15 ans, en vertu des articles 285 C. pr. c. et 79 C. instr. crim.

Voici donc trois catégories de personnes qui échappent aux peines du faux témoignage.

Mais elles n'y échappent que si, en réalité, elles ont déposé sans avoir prêté serment. Si, cachant leur incapacité, elles prêtent serment et donnent un témoignage qui soit accepté comme tel dans les débats, la déposition une fois faite, elles ne pourront arguer de leur incapacité et soutenir qu'elles n'ont pu être entendues qu'à titre de renseignement. Tout d'abord, elles ne peuvent trouver une excuse dans leur propre infamie. Et, de plus, elles prennent, par le fait de leur serment, le caractère de témoins, et sont passibles, par suite, de

(1) Cass. 29 juin 1843. Bull. Cass. crim. n. 164. S. 44. 1. 58 ; — 10 mai 1861. Bull. Cass. crim. n. 102 ; — Le Poittevin, loc. cit. V° Faux tém. n° 2.

la peine du faux témoignage, si elles altèrent sciemment la vérité.

La Cour de cassation l'a ainsi jugé dans deux arrêts en date des 29 juin 1843 et 10 mai 1861.

A ce principe de notre droit, d'après lequel il n'y a témoignage que là où il y a prestation de serment, se rattache encore la conséquence suivante :

Les prévenus ou les accusés qui, dans l'intérêt de leur défense, altèrent sciemment la vérité en justice, ne peuvent être poursuivis pour faux témoignage. En effet, nul ne peut être témoin dans sa propre cause, « *Nullus in re sua testis intelligitur* (1). » Ce principe du droit romain a été admis en France. Et c'est par application de cette maxime que le décret des 8 octobre 3 novembre 1789 a définitivement affranchi les accusés du serment ; réforme depuis longtemps attendue, car, ainsi que le disait le Président de Lamoignon, « imposer le serment à l'accusé, c'est le placer dans cette alternative, ou de violer la religion naturelle qui oblige l'homme à défendre sa vie, ou à violer la religion des serments, qui l'oblige à dire la vérité. »

Il a été jugé, conformément à cette règle, que les témoignages ne peuvent s'entendre que des dépositions faites en la cause d'autrui : les déclarations mensongères faites par une personne dans sa propre cause n'établissent donc qu'un parjure et ne sont pas sus-

(1) Loi 10 au Dig. *de testibus*.

ceptibles des peines portées par la loi contre les faux témoignages (1).

La question devient plus délicate lorsqu'un témoin, appelé en justice, n'altère la vérité que pour ne pas s'accuser lui-même, pour ne pas s'exposer à des poursuites comme auteur ou comme complice. La fausse déposition constitue-t-elle ici un faux témoignage punissable ?

La question a donné lieu à une grave divergence entre la jurisprudence et les auteurs.

Les auteurs, suivant en cela les définitions des lois anciennes (2), décident que les témoignages ne peuvent s'entendre que des dépositions faites en la cause d'autrui ; et que le parjure, qui comprend les affirmations mensongères faites en justice, a toujours été distingué du faux témoignage (3). Or, le Code pénal ne punissant que le faux témoignage, la poursuite criminelle n'est plus applicable au parjure.

Cette thèse est soutenue par M. Bourguignon (4). Pour lui, le serment prêté par le témoin ne peut se rapporter qu'aux faits sur lesquels il peut réellement

(1) Crim. cass. 22 pluv. an XI. V. aussi Chauveau, F. Hélie et Villey, t. IV, p. 427.

(2) Loi 16. D. de testibus : *Qui falsa vel varia testimonia dixerunt vel utrique parti prodiderunt puniuntur* ; — Loi 10 C. de test. : *omnibus in re propriâ dicendi testimonii facultatem jura submoverunt*.

(3) Ordonnances de 1452 et de 1531. V. aussi Jousse, loc. cit. t. III p. 434.

(4) Bourguignon, loc. cit. art. 362, C. pén.

témoigner, et non à ceux qui sont à sa charge. La loi le dispense de déposer comme témoin contre son père, son fils, sa femme, son frère ; comment pourrait-il être obligé de déposer contre lui-même ?

Et, en effet, un témoin qui dépose sur un fait qui peut le faire incriminer, est-il encore un témoin ? Toute la question est là. Or, comme le dit très bien M. Garraud, « le caractère essentiel d'un témoignage, c'est de s'appliquer à un fait étranger à celui qui le rapporte ; un témoin n'est cru que parce qu'il dépose en la cause d'autrui. Cette situation est la condition même de son impartialité et de sa véracité (1). » Pour MM. Chauveau, F. Hélie et Villey, le témoin qui altère la vérité pour ne pas s'accuser commet assurément un acte immoral, mais il ne commet pas un faux témoignage, car « le témoin change de rôle et devient prévenu dès que sa déposition peut avoir pour effet de l'inculper. Il doit jouir des privilèges de la défense, et il est excusable s'il falsifie les faits qui l'accusent (2). »

Ce système n'a pas été admis par la Cour de cassation ; et sa jurisprudence s'est formée dans un sens diamétralement opposé dont voici les grandes lignes : Le Code pénal, qui déclare le faux témoignage punissable, ne fait aucune exception ; et la sainteté du serment n'en comporte aucune. Par cela seul que le

(1) Garraud, loc. cit. t. V. n. 3.

(2) Chauveau, F. Hélie et Villey, loc. cit. t. 4. n. 1780.

prévenu a pris la Divinité à témoin de ses paroles et de sa déposition, il ne peut être dispensé par aucune considération personnelle de remplir les devoirs sacrés que ce serment lui impose (1).

C'est ainsi que la Cour suprême a décidé : 1^o Que celui qui a prêté serment en matière criminelle est obligé, sous peine de faux témoignage, de déclarer même les faits qui l'accusent personnellement ; il ne peut être acquitté sous prétexte que ces faits l'exposent à une action en complicité (2) ; 2^o que le témoin qui rend un faux témoignage est passible de l'application de l'article 361 C. pén. dans le cas même où il ne pouvait dire la vérité sans s'exposer lui-même au danger d'une poursuite criminelle (3).

La théorie de la Cour de cassation se trouve, du reste, fort bien résumée par M. le Procureur Général Dupin, dans le réquisitoire qu'il prononça pour l'arrêt du 23 décembre 1847 : « On est témoin ou on ne l'est pas. On peut se taire ; on peut refuser de répondre ; on ne met plus personne à la torture. Mais quand une personne, qui n'est pas accusée, qu'on ne récuse pas, et qui ne se récuse pas elle-même, accepte la qualité de témoin, prête serment et dépose, elle doit

(1) Cass. 27 août 1824. Bull. cass. crim. n. 106 ; S. 7. 525.

(2) Même arrêt.

(3) Crim. rej. 22 avr. 1847. D. P. 47. 1. 180 ; 23 déc. 1847. D. P. 48. 1. 29 ; 22 mars 1850, D. P. 50. 5. 439. V. aussi Cass. 10 juin 1856, Bull. n. 220 ; 2 déc. 1851, Bull. n. 273.

dire la vérité ; et si elle l'altère sciemment, elle se constitue par là en faux témoignage et ne peut en éluder les conséquences. »

Dans ce conflit qui s'élève entre la doctrine et la jurisprudence, et malgré la haute autorité qui s'attache aux arrêts de la Cour de cassation, nous ne croyons pas devoir nous rallier à sa théorie.

La véritable solution se trouve, à notre avis, dans la distinction que propose M. Garraud, entre le cas où le témoin falsifie la vérité sans accuser personne, et celui où il a, pour se disculper lui-même, porté un faux témoignage contre autrui. Il ne serait pas punissable dans le premier cas ; il le serait dans le second : « La justice peut, nous dit-il, dans un sentiment d'humanité, et parce que l'instinct de la défense personnelle explique bien des mensonges, se départir de sa sévérité quand l'intérêt général de l'administration de la justice est seul exposé à souffrir d'une altération de la vérité ; mais elle n'a plus ce droit quand elle compromet par son indulgence même la protection d'un autre intérêt particulier. »

Il est certain, en effet, que si, au point de vue de l'interprétation stricte de la loi, on ne doit pas faire de distinction, au point de vue pratique, il serait peut-être utile d'user d'indulgence ; et il semble bien que la jurisprudence aurait dû se départir, dans ce dernier cas, de sa sévérité.

De la notion que nous avons donnée du faux témoi-

gnage il résulte qu'il doit être fait en justice, c'est-à-dire devant un tribunal chargé d'instruire un procès civil ou pénal.

Sous le Code pénal du 25 septembre 1791, il était hors de doute que, en matière criminelle, une déposition mensongère faite par un témoin après prestation de serment ne pouvait avoir le caractère d'un faux témoignage punissable que si elle avait lieu devant le juge appelé à statuer sur une instance déjà liée en justice (1). L'article 48 tit. 2 sect. 2 de ce Code ne punissait, en effet, que le faux témoignage commis dans un procès criminel.

Mais au civil l'article 47 se servait d'expressions plus larges. Il frappait d'une peine tout faux témoignage en matière civile.

De cette différence de rédaction entre les deux articles on concluait qu'il pouvait y avoir faux témoignage au civil dans toute déclaration, même extrajudiciaire, faite par un témoin, dès qu'elle avait lieu devant un officier public compétent sous la foi du serment. De là une grave controverse que nous étudierons plus loin, dans notre 2^e section, consacrée au faux témoignage en manière civile.

(1) *Crim. rej.* 7 déc. 1838. D. J. G. V^o. Faux Témoignage, n^o 51.

§ 2. — *Deuxième condition : Fausseté de la déposition.*

La seconde condition du faux témoignage est que la déposition faite par un témoin sous la foi du serment et en justice soit fausse, c'est-à-dire sciemment contraire à la vérité.

Mais toutes les inexactitudes n'ont pas la même importance. Il est nécessaire que l'altération de la vérité porte sur des circonstances de nature à déterminer la conviction des juges ou des jurés. Aussi la plupart des auteurs distinguent suivant que l'altération de la vérité porte sur des circonstances essentielles du fait ou sur des circonstances secondaires. Dans le premier cas elle serait punissable ; elle ne le serait plus dans le second.

Et, en effet, dans le premier cas, c'est le fait lui-même qui est dénaturé, puisque ses éléments essentiels sont travestis. Dans le second cas, au contraire, le témoin a dit la vérité sur le fait lui-même ; il s'est contenté de mentir sur des circonstances tout à fait accessoires, et telles que leur bien ou leur mal fondé ne peut influencer sur la décision du juge.

En un mot, le faux témoignage est nuisible dans le premier cas ; il cesse de l'être dans le second ; et c'est à ce point de vue seul que la distinction présente quelque utilité. Tout se ramène à une question de

préjudice. C'est pourquoi il peut paraître oiseux de rechercher, avec certains auteurs, si telle circonstance est principale ou accessoire : la délimitation, du reste, est fort délicate ; et il est impossible de poser une règle absolue. C'est une question de fait qu'il appartiendra au juge de trancher. Il est bien évident, en effet, que telles circonstances, comme le temps et le lieu, peuvent, dans tel cas particulier, être intimement liées au fait principal au point d'entraîner la conviction du jury, suivant qu'elles seront reconnues vraies ou fausses ; et, au contraire, être indifférentes à la solution du procès dans tout autre cas.

Si donc le mensonge ne porte que sur des faits indifférents, il ne constituera pas le faux témoignage ; mais si, au contraire, il doit exercer une influence quelconque sur l'issue du procès, il tombera sous le coup des dispositions de la loi.

C'était la solution admise dans l'ancien droit, ainsi qu'en fait foi l'art. 11. tit. 15 de l'ordonnance de 1670 : « Les témoins qui, depuis le récolement, rétracteront leurs dépositions ou les changeront dans des circonstances essentielles, seront poursuivis et punis comme faux témoins (1). »

Ce principe a passé dans le droit moderne (2) ; et a

(1) Cf. Jousse, loc. cit. t. III. p. 126.

(2) Merlin, *Rép. univ. et rais. de jurispr.* V^o Faux Témoignage, n. 4 ; Chauveau, F. Hélie et Villey, t. IV. p. 542. n. 1789 ; Garraud, t. V. n. 4. p. 8 ; Blanche, t. V. n. 357. p. 434.

été consacré par plusieurs arrêts de la Cour de cassation (1).

Ceci dit, nous devons rechercher par quels moyens les témoins peuvent altérer la vérité et se rendre suspects à la justice.

Le Code pénal ne les énumère pas et, par conséquent, ne les limite pas. D'après les auteurs, les témoins peuvent tromper la justice par leur refus de répondre, par des réticences, par des dénégations, par des variations dans leurs témoignages, enfin par des contradictions.

Examinons ces diverses hypothèses :

Tout d'abord le refus de répondre ne peut jamais constituer un faux témoignage. C'est la solution qui est donnée par MM. Chauveau, F. Hélie et Villey. D'après eux il n'y a pas témoignage, puisque le témoin ne dit rien ; et, de plus, cette abstention est prévue par une disposition particulière de la loi, l'art. 304 C. instr. crim., qui prononce une amende de 100 francs contre les témoins « qui refuseront de faire leurs dépositions ».

Cette thèse est combattue par M. Garraud à l'aide des arguments suivants : Il faut se souvenir que le témoin a prêté serment. Si donc il refuse de répondre, il est juste de le mettre en face de son serment et de

(1) Cass. 16 janv. 1807, S. 7, 1, 551, D. A. 12.609 ; Crim. rej. 1^{er} juill. 1808, D. J. G. n. 12.

lui rappeler que, s'il a juré de ne dire que la vérité, il a juré aussi de dire « toute la vérité (1) ». Son silence volontaire équivaut à une négation des faits, puisqu'il connaît la vérité : il faut lui appliquer les peines du faux témoignage.

Nous sommes d'accord avec M. Garraud au sujet de la formule du serment ; mais nous refusons de le suivre dans ses déductions. Sans doute le témoin a juré de dire toute la vérité ; mais la sanction de son obligation se trouve dans la disposition de l'art. 304 ; et non dans les dispositions qui punissent le faux témoignage.

Que faut-il décider à l'égard des réticences ?

Et d'abord qu'est-ce qu'une réticence ? — On entend par réticence le fait de dissimuler, dans une déposition, une partie de la vérité, un refus de répondre sur un point déterminé.

Certains auteurs, notamment MM. Chauveau, F. Hélie et Villey ont voulu appliquer ici la même disposition qu'ils adoptent au sujet du refus de répondre : ils soutiennent que dissimuler une partie de la vérité n'est pas faire un faux témoignage.

La question ne nous paraît pas devoir être tranchée d'une façon aussi absolue. Pour la résoudre nous devons appliquer ici la distinction que nous avons faite plus haut (2) à propos de l'altération de la vérité.

(1) Formule du serment, art. 317, C. instr. cr.

(2) V. supra, p. 37 et s.

Si la réticence est de peu d'importance, si elle n'est pas liée au fait principal au point d'en changer le sens et la portée, elle ne sera pas punissable. Si, au contraire, le fait passé sous silence est tellement lié au fait principal que son omission modifie la sincérité de la déposition, il y a véritablement faux témoignage ; parce que le fait, incomplètement présenté, se trouve par cela même dénaturé en tout ou en partie. La réticence simple ne constitue donc pas par elle-même le crime de faux témoignage. Pour qu'elle en prenne le caractère, il faut qu'elle donne à la déposition un sens contraire à la vérité.

C'est en ce sens que s'est formée la jurisprudence de la Cour de cassation (1).

Mais nous remarquerons, avec M. Garraud, que la question présente peu d'intérêt pratique. En effet, « le juge, en interrogeant un témoin, ne manque guère de le questionner sur tous les faits qui peuvent augmenter ou diminuer la culpabilité ; et alors le témoin est mis en demeure d'affirmer ou de nier ces faits, c'est-à-dire d'émettre une véritable déclaration ; et, s'il répond intentionnellement qu'il ignore ces faits alors qu'il les connaît, il se rend certainement coupable de faux témoignage (2). »

Ceci nous amène à parler des dénégations.

(1) Cass. 1^{er} sept. 1814. J. G. n. 21 ; Crim. Cass. 20 mai 1808. J. G. n. 22.

(2) Garraud, loc. cit. t. V, n. 4.

Une déposition négative est celle par laquelle le témoin nie avoir vu ou entendu les faits sur lesquels il est appelé à déposer.

Une telle déposition constitue-t-elle un faux témoignage ?

Il faut faire une distinction.

Il est possible que le témoin soit de bonne foi, qu'il n'ait pas vu ou entendu les faits qu'il avait été en situation de voir ou d'entendre. Il serait injuste alors de lui appliquer les peines du faux témoignage ; ce serait l'inviter à travestir la vérité.

Mais si, au contraire, il a eu connaissance du fait sur lequel il est interrogé, et dont la preuve est déjà faite par ailleurs, il est bien certain que sa dénégation a pour but d'infirmer la preuve du fait en question. Il essaie sciemment de tromper la justice : peu importe que ce soit en faveur de l'accusé ou contre lui. Il se rend coupable de faux témoignage (1).

C'est la solution consacrée par la Cour de cassation, lorsqu'elle dit, dans son arrêt du 17 mars 1827 : « que s'il est vrai qu'une déposition simplement négative ne constitue pas essentiellement et par elle-même le crime de faux témoignage, parce qu'il est possible qu'un témoin n'ait point vu ou n'ait point entendu ce qu'il avait été en situation de voir ou d'entendre, il est cepen-

(1) Garraud, loc. cit. : « Le faux témoignage consiste dans l'affirmation d'un fait mensonger, aussi bien que dans la négation d'un fait véritable. »

dant évident qu'une déposition de ce genre constitue ce crime, lorsqu'elle est faite de mauvaise foi, et dans une intention criminelle, c'est-à-dire dans le but d'infirmer la preuve ou l'évidence du fait incriminé et de se mettre en contradiction avec la vérité (1). »

Il nous reste à parler des variations et des contradictions d'un témoin dans sa déposition.

Les variations ne sont pas une preuve du faux témoignage : elles sont seulement un indice qui permettra au juge de découvrir la vérité.

Et, en effet, il est possible que, dans sa première déposition devant le magistrat instructeur, le témoin se soit trompé, que sa mémoire l'ait trahi, ou bien encore qu'il ait eu une fausse perception du fait. Plus tard, revenu à une plus saine appréciation des faits, il éprouvera le besoin de rectifier sa première déclaration ; c'est un devoir que sa conscience lui impose. La loi doit se montrer indulgente et lui permettre de se rétracter. Du reste, les dépositions qui sont reçues devant le juge d'instruction ne sont pas définitives : elles n'ont de valeur qu'autant qu'elles sont renouvelées à l'audience : la loi a donc supposé qu'elles pouvaient varier.

A cette explication on oppose l'article 318 C. instr. cr. d'après lequel « le président fera tenir note par le

(1) Crim. rej. 17 mars 1827. J. G. *Témoignage faux*, n° 26 ; C. sup. de Bruxelles, 31 oct. 1831 ; J. G. n. 27 ; Angers, 13 juil. 1868. D. P. 68. 2. 158.

greffier des additions, changements ou variations qui pourraient exister entre la déposition d'un témoin et ses précédentes déclarations. » Mais ce serait, à notre avis, faire une fausse interprétation de cet article que de le considérer comme écrit en vue de servir de base à une poursuite en faux témoignage. Cet article est bien plutôt écrit en vue de faciliter la recherche de la vérité.

Mais il peut arriver que le témoin fasse aux débats une déposition contraire à la première, et qu'il ne fournisse pas une explication légitime ou tout au moins vraisemblable de ce changement. Une telle déposition présente tous les caractères du faux témoignage : elle a pour but de détruire les premières déclarations ou d'en atténuer la portée. Elle est suspecte au juge qui aura le devoir de rechercher laquelle des deux déclarations renferme l'expression de la vérité. S'il est démontré que c'est la première, cette preuve une fois faite pourra servir de base à une poursuite criminelle ; et c'est en ce sens seulement que l'article 314 pourra fournir les éléments de la poursuite ; à la condition, bien entendu, que le témoin persiste dans sa deuxième déclaration.

Nous appliquerons la même solution aux contradictions qui sont formulées par un témoin dans une même déposition. Le juge devra rechercher si le témoin est de bonne ou de mauvaise foi.

Le témoin a pu être troublé par l'appareil de la

justice : et son émotion explique son attitude ; ou bien sa mémoire a pu être en défaut : il peut avoir des faits une connaissance imparfaite. Il n'est pas punissable.

Si, au contraire, ces contradictions sont la conséquence d'une volonté consciente et réfléchie d'égarer la justice en altérant les faits, si le témoin est convaincu de mensonge et s'il y persiste, il tombera sous le coup d'une poursuite criminelle.

Mais le ministère public ne devra agir qu'avec une grande circonspection. La poursuite ne devra être intentée par lui qu'autant qu'il y aura mensonge certain et intention manifeste de dénaturer les faits. Le parti qu'il prendra devra être inspiré, dans chaque espèce, par les circonstances et l'attitude des témoins.

§ 3. — *Troisième condition : Préjudice.*

Pour qu'il y ait faux témoignage punissable, il faut, outre les conditions que nous avons déjà indiquées, que la déposition soit de nature à causer un préjudice.

C'était la solution admise dans l'ancien droit : « Il faut, dit Jousse, pour qu'une personne puisse être punie d'un faux témoignage, que sa déposition cause du préjudice à quelqu'un, ou du moins qu'elle lui puisse nuire ; car, si elle ne peut causer de préju-

dice, le sentiment général est qu'elle n'est pas punissable (1). »

C'est l'application de la règle générale qui est la base de toutes les prévisions de la loi pénale. Comme le disent fort bien MM. Chauveau, F. Hélie et Villey (2), « la justice sociale n'a pas pour mission d'exercer la justice morale : le cercle où elle se meut est limité ; elle ne peut avoir d'action que sur les faits extérieurs, sur les actes matériels ; elle saisit les choses et non les pensées ; elle s'arrête aux actions qui troublent la paix publique et non à celles qui dévoilent la perversité intérieure des âmes ; elle a pour mobile le mal matériel et non le mal moral. »

La justice criminelle n'est donc mise en mouvement que si un préjudice a été ou a pu être causé, à raison de l'influence que la fausseté de la déposition peut exercer sur la conviction des jurés ou des juges. Si le faux témoignage ne peut produire aucun effet, l'altération de la vérité n'est plus que l'expression d'une pensée criminelle, sans doute, mais impuissante à produire le crime qu'elle a médité ; elle demeure donc indifférente aux yeux de la société qui n'inculpe les actes que lorsqu'ils la menacent d'un péril.

En matière civile, la loi n'a pas formulé cette règle

(1) Jousse, loc. cit. t. III, p. 425.

(2) Chauveau, F. Hélie et Villey, loc. cit. t. I. n. 9.

en termes exprès (1). En matière criminelle, au contraire, il ne peut y avoir aucun doute. L'article 361 précise la nature de ce préjudice. Il exige que le faux témoignage ait été commis contre l'accusé ou en sa faveur.

Il faut donc, pour que le faux témoignage soit punissable, qu'il ait été porté, soit dans l'intérêt de la défense, soit dans l'intérêt de l'accusation. Dans les deux cas, il est de nature à troubler l'ordre social, il porte préjudice à la société.

La même condition de criminalité est reproduite en matière correctionnelle et de police par l'article 362, §§ 1 et 3.

Dans ces trois cas, le faux témoignage n'étant légalement caractérisé que s'il a été porté soit contre l'accusé ou le prévenu, soit en sa faveur, il s'ensuit que cette circonstance doit être formellement constatée (2).

Enfin, en toute matière, pour que le faux témoignage soit réputé commis, il n'est pas besoin qu'il y ait eu en réalité préjudice causé à un particulier ou à la société ; un préjudice possible suffit (3).

(1) Une difficulté naît des termes de l'article 363 et de son rapprochement avec les articles 361 et 362. Nous l'étudierons plus loin. V. infr. p. 63.

(2) Cr. c. 29 nov. 1816. J. G. Tém. faux. 34. 1 ; — Cr. c. 30 janv. 1823, ibid. ; — Cr. c. 19 juin 1823, ibid. ; — Cr. c. 4 juill. 1823, ibid. ; — Cr. c. 10 août 1827, ibid. ; — Cr. c. 21 sept. 1827, ibid. — Cr. c. 4 janv. 1834, ibid. ; Cr. c. 25 fév. 1836, ibid.

(3) Rouen, 14 avr. 1864. D. P. 64. 2. 175 ; Chambéry, 14 fév. 1867. D. P. 67. 2. 84.

Quel est le caractère de ce préjudice ?

Nous devons le considérer au double point de vue de la religion et des personnes.

Tout d'abord, le faux témoignage porte une grave atteinte à la religion. En effet, devant toute juridiction civile ou criminelle, une déposition en justice est l'accomplissement d'un devoir civique et doit être précédée d'un serment. Or, nous savons que le serment est prêté, en France, devant la Divinité (1). C'est une invocation par laquelle on prend à témoin de la sincérité de son affirmation ou de sa promesse le Dieu de vérité qui sait tout. Pothier le définit très justement : « l'acte par lequel une personne déclare qu'elle se soumet à la vengeance de Dieu et renonce à sa miséricorde si elle n'accomplit pas ce qu'elle a promis. »

Le faux témoignage constitue donc la violation du serment ainsi solennellement prêté. Et l'on conçoit aisément que chez les peuples de l'antiquité, chez qui les croyances religieuses étaient très ardentes, le parjure ait pu être considéré comme l'un des plus grands crimes qui existent. C'était un défi porté à la puissance divine qui devait appeler sur la tête du coupable toutes les vengeances du ciel.

Telle n'est plus aujourd'hui notre conception ; mais cependant, bien que le serment ne soit qu'une faible

(1) Le serment civil, proposé par un certain nombre de membres du Parlement, n'a pas encore reçu la consécration légale.

barrière, nous devons le conserver. Et ne dût-il retenir qu'un seul témoin par la crainte du parjure, ce serait une raison suffisante pour l'entourer des plus solides garanties, et poursuivre avec rigueur les faux témoignages qui ont pour effet d'en diminuer la portée et d'en profaner la sainteté.

Le faux témoignage constitue, en second lieu, une grave atteinte à la société. Il est la cause la plus générale de sentences injustes qui produisent une perturbation continuelle et un malaise général. Il détourne les poursuites de la tête du vrai coupable, paralysant ainsi l'action de la justice, et les dirige contre un innocent, que cette seule déposition suffira peut-être à faire condamner. Il s'attaque aux biens, à l'honneur et jusqu'à la vie des citoyens : rien n'est sacré pour le faux témoin, et son œuvre de destruction est immense ; nous aurons souvent l'occasion de le constater au cours de cette étude.

De ce fait que le faux témoignage n'est punissable qu'autant qu'il y a préjudice causé ou possible résultent deux conséquences que nous allons étudier.

La première, c'est qu'il ne peut y avoir de poursuite en faux témoignage basée sur une déposition faite dans l'instruction. Nous avons vu au commencement de cette étude que telle était la solution de notre ancien droit (1). Ce n'était que depuis le récolement des

(1) Ord. de 1670. tit. 15, art. 11.

témoins que ces déclarations pouvaient être l'objet d'une accusation. Le récolement a été supprimé dans notre Code et remplacé par le débat public ; la seule déposition aux débats peut être arguée de fausseté. C'est ce qui résulte des travaux préparatoires du Code, et en particulier des paroles du rapporteur au Corps législatif (1).

Cela résulte aussi des termes de l'article 361 qui exige que le faux témoignage soit porté pour ou contre *l'accusé*, c'est-à-dire aux débats, postérieurement à l'arrêt de mise en accusation. Nous en avons déjà donné la raison : la procédure qui précède la mise en jugement est une procédure préliminaire, qui a pour but de préparer l'accusation. La déposition qui est faite à ce moment n'est qu'un renseignement qui peut être rétracté aux débats ; elle n'a rien de définitif. « C'est un acte préparatoire du crime ; ce n'est pas le crime encore (2). »

(1) V. supra, rapport Monseignat, Locré. t. XXX. p. 530. — Mais la situation n'est pas la même dans les deux cas. En effet, dans le récolement de l'ancien droit, le témoin se trouve seul en présence du juge ; et il lui est bien plus facile de persévérer dans son mensonge, puisqu'il n'a pas à subir les contradictions de l'accusé. C'est là un des inconvénients de l'ordonnance de 1670, qui semble presque inciter ainsi le témoin à persister dans sa fausse déposition ; il n'osera pas se rétracter après le récolement, par crainte de poursuites. Dans le droit moderne, au contraire, le témoin se trouve, au cours des débats, en face de l'accusé et de son défenseur, qui peuvent le mettre, à chaque instant, en contradiction avec lui-même ou avec les faits.

(2) Chauveau. F. Hélie et Villey, t. IV. n. 1792.

C'est en ce sens que la Cour de cassation a constamment jugé (1). Nous ne retiendrons qu'un arrêt du 26 avril 1816 qui nous donne la véritable raison d'être de la disposition de l'article 361. « Il résulte de la combinaison des articles 361, 362, 363 et 365 C. p., et notamment du rapprochement des deux dispositions de l'article 361 avec l'article 365, qu'une déposition fausse ne peut constituer le crime de faux témoignage que lorsqu'elle est faite dans les débats d'après lesquels il doit être prononcé définitivement sur le fait auquel la déposition se rapporte ; que la loi l'a ainsi sagement établi, afin que les témoins qui, dans la première instruction où leurs dépositions ne servent que de renseignements, auraient pu s'écarter de la vérité, ne fussent point réduits à persévérer dans le mensonge, par crainte d'être poursuivis comme faux témoins (2). »

A cette première conséquence la jurisprudence en rattache une autre : La déposition fausse n'est punissable que lorsqu'elle est devenue définitive et irrévocable.

A quel moment a-t-elle acquis ce caractère ?

Sous l'empire du Code de 1810, un arrêt avait décidé

(1) Cass. 19 prair. an VIII, S. 1. 327 ; — 19 mars an VIII, S. 1. 840 et 863 ; — 18 février 1813, S. 4. 287 ; — 26 avr. 1816. S. 5. 183 ; — 11 mars 1882. Bull. cass. crim. n. 72.

(2) V. Carnot, loc. cit. sur l'article 361 ; Morin, n. 11 : Bourguignon, loc. cit. t. III, p. 332 ; Boitard, n. 464 ; Garraud, loc. cit. t. V. p. 10. Chauveau, F. Hélie et Villey, t. IV. n. 1793, p. 553.

que le fait seul du faux témoignage à l'audience suffit pour entraîner l'application des peines portées par les articles 361 et suivants du Code pénal, bien que l'accusé ait spontanément reconnu avoir fait une fausse déclaration, à quelque moment que cette rétractation soit intervenue (1).

Cette jurisprudence n'a pas prévalu.

Il est, en effet, généralement admis qu'une déposition mensongère faite au cours de débats criminels, correctionnels, de police ou civils, ne peut être frappée des peines du faux témoignage si elle est rétractée avant l'époque où ces débats doivent être considérés comme clos. C'est à ce moment, en effet, qu'il faut se placer pour savoir s'il y a eu véritablement préjudice. Mais si le témoin s'est rétracté avant la clôture des débats et a dit la vérité, il n'a, en définitive, déposé ni pour ni contre l'accusé; il n'y a plus de préjudice. Cet élément faisant défaut, le crime n'est pas consommé.

La jurisprudence a déduit les motifs de cette décision dans un arrêt du 4 juillet 1833 où il est dit : « que les différentes parties d'une déposition forment un tout indivisible; qu'elle ne doit être considérée comme complète et irrévocable que lorsque les débats de l'affaire à laquelle elle se rapporte ont été définitivement clos; qu'en rétractant une déposition mensongère avant qu'elle ait porté à la société ou au pré-

(1) Paris, 16 août 1836. J. G. Tém. faux, 38. 66, et D. 68. 2. 151, note; 71. 1. 27, note 1.

venu un préjudice irréparable, le témoin qui l'a émise en a volontairement détruit l'effet; que la loi, dans ses dispositions sur le faux témoignage, n'a point séparé cet acte des conséquences qui y sont attachées; qu'il ressort de la corrélation des deux paragraphes de l'art. 361 qu'elle ne le répute criminel qu'autant qu'il devient un élément de la décision à intervenir; qu'ainsi, lorsque la volonté qui l'a produit en prévient les résultats en temps utile, les deux caractères essentiels du crime de faux témoignage, savoir le fait d'avoir trompé la justice et la possibilité du dommage résultant de ce fait, ont également cessé d'exister (1). »

A quel moment les débats doivent-ils être considérés comme clos dans le sens de la règle ci-dessus ?

En matière criminelle, correctionnelle et de police, les débats sont réputés clos après l'audition du ministère public dans ses réquisitions, de la partie civile dans sa demande et de l'accusé ou prévenu dans sa défense.

En matière civile, il faut distinguer suivant qu'il s'agit d'une enquête faite devant le juge commissaire ou d'une enquête faite à l'audience elle-même.

Dans le premier cas, le faux témoignage est consommé et ne peut plus être rétracté dès l'instant où la déposition a été consignée au procès-verbal et signée du témoin. Dans ce cas, la signature du témoin clôt

(1) Cass. 4 juill. 1833. S. 33. 1. 862. V. aussi dans le même sens Cass. 9 avril 1839. Bull. n. 129.

pour lui le débat, et il ne peut plus être admis à revenir sur sa déposition. « Le crime est consommé, disent MM. Chauveau, F. Hélie et Villey, au moment même où la déposition est reçue et signée ; et le témoin ne jouit d'aucun délai pour se repentir et l'effacer. » Enfin, dans un de ses arrêts (1), la Cour de cassation déclare « qu'en matière civile ordinaire, la preuve ne se fait pas oralement ; que les dépositions des témoins sont recueillies par écrit, et que les Tribunaux décident d'après les procès-verbaux d'enquête et de contre-enquête ; qu'il suit de là que le faux témoignage résultant de la déposition mensongère faite dans une enquête est consommé du moment où le procès-verbal est clos. »

Mais lorsqu'il s'agit d'une enquête faite à l'audience elle-même, le témoin peut se rétracter, comme en matière criminelle, jusqu'au moment où le ministère public a pris ses conclusions. C'est ce qui a été décidé par un arrêt de la Cour suprême du 15 juin 1877 (2).

Il résulte de ce qui précède que la rétractation est tardive et n'efface pas la criminalité du faux témoignage si elle intervient postérieurement à la clôture des débats ou de l'enquête devant le juge commissaire telle qu'elle vient d'être fixée. Mais elle peut intervenir jusqu'à ce moment ; et si la déposition d'un témoin

(1) Crim. rej. 3 mars 1842. Bull. cass. crim. n. 41 ; 6 janv. 1859, Bull. n. 1 ; Comp. Cass. 15 juillet 1886. Bull. n. 258.

(2) Crim. rej. 15 juin 1877. D. 77. 1. 404.

ayant paru suspecte, ce témoin est convaincu de mensonge au cours des débats, il ne pourra être condamné pour faux témoignage avant leur clôture (1).

Le faux témoignage porté en matière correctionnelle peut-il être utilement rétracté en appel ?

On serait tenté de soutenir que la déposition n'est pas définitive, et que, les débats étant rouverts devant la nouvelle juridiction, le témoin a la faculté de se rétracter. Mais il nous semble que ce serait méconnaître la véritable notion du faux témoignage : Il y a eu jugement rendu par le Tribunal correctionnel ; et ce Tribunal a pu être induit en erreur par le faux témoignage porté devant lui. Les débats sont clos et le faux témoin ne s'est pas rétracté. « Le faux témoignage est consommé ; le jugement peut acquérir un caractère définitif ; la possibilité du préjudice est évidente, et la criminalité résulte de ce que, en présence, de ce préjudice possible, le témoin a persisté jusqu'au jugement dans sa fausse déclaration (2). »

Voici une autre hypothèse qui se rapproche de la précédente.

(1) Cass. crim. rej. 20 nov. 1858. D. P. 69. 1. 263.

(2) Chauveau, F. Hélie et Villey, loc. cit. t. IV, n. 1796 ; cass. 3 juin 1846. S. 46. 1. 652 ; Blanche, t. V, n. 371. Rolland de Villargues sur l'art. 361, n. 44. Cass. 20 juin 1856. D. P. 56. 1. 374 : Si un faux témoignage a été émis devant la Cour d'assises, la cassation de l'arrêt rendu sur le fond, bien que remettant en question la culpabilité de l'accusé, ne fait pas obstacle à une poursuite pour faux témoignage.

Une déposition paraît fausse. Après les réquisitions du ministère public et la défense des prévenus, le ministère public requiert une instruction pour faux témoignage ; et la Cour ordonne qu'il sera sursis, conformément à l'art. 331 C. instr. cr., au jugement de l'affaire principale jusqu'à ce qu'il soit statué sur la poursuite en faux témoignage. Lorsque le témoin se rétracte devant le juge d'instruction ou au cours des débats de la nouvelle session à laquelle l'affaire a été renvoyée, peut-il être réputé avoir fait un faux témoignage ?

MM. Blanche et Dutruc soutiennent que la rétractation aura effacé ce que la première déclaration avait de criminel. MM. Chauveau, F. Hélie et Villey sont d'un avis contraire ; et leur opinion a été consacrée par la Cour de cassation, par ces motifs « que, d'une part, il résulte de cet ajournement un préjudice qui ne peut plus être réparé ; et que, d'autre part, on ne saurait considérer comme n'étant pas consommé un fait dont la prévention a été soumise à une instruction judiciaire (1). »

Par contre, si le témoin, ayant fait une fausse déclaration à une première audience du Tribunal, la rétracte à une audience postérieure à laquelle l'affaire a été continuée, il n'y a pas faux témoignage. En effet, les

(1) Cass. 18 mars 1841. Bull. n° 69 ; cass. 23 février 1871. S. 72. 1. 91 ; 21 nov. 1873, S. 74. 1. 98.

débats ne sont pas clos et la déposition forme un tout indivisible qu'on ne peut apprécier qu'au moment où elle est devenue définitive et irrévocable par la clôture des débats. Jusque là il ne peut y avoir de préjudice, partant pas de faux témoignage (1).

Si le Tribunal devant lequel a été portée la fausse déposition se déclare incompétent, y a-t-il faux témoignage ?

Certains auteurs ont soutenu la négative. Mais nous croyons, avec MM. Blanche et Dutruc (2), que c'est faire une fausse application des principes. Les débats sont clos et bien clos, puisqu'il y a eu un jugement rendu. La criminalité de l'agent n'est pas diminuée, puisque, au moment où il a parlé, il ignorait si le Tribunal se déclarerait incompétent : l'éventualité du préjudice et l'intention coupable existent donc. D'ailleurs, qu'il s'agisse d'un Tribunal compétent ou non, le témoin doit toujours la vérité à la justice. Enfin, ainsi que le décide la Cour de cassation, « le faux témoignage peut avoir son influence sur la déclaration d'incompétence comme sur le jugement du fond ; il doit être réprimé et poursuivi dès que le témoin inculpé s'est refusé, jusqu'à la fin du débat contradictoire, à se rétracter (3). »

(1) Cass. 22 juill. 1843. S. 43. I. 715.

(2) Blanche et Dutruc, loc. cit. t. V. n. 370.

(3) Cass. 11 sept. 1851. S. 52. I. 214 ; et 30 juin 1847. S. 47. I. 875.

Une dernière hypothèse assez délicate nous reste à examiner.

Un faux témoin tombe en défaillance pendant ou après sa déposition. Y a-t-il faux témoignage ?

Il faut distinguer.

Si le témoin tombe en défaillance au cours de sa déposition et avant de l'avoir terminée, il nous paraît juste de décider qu'il n'a pas commis de faux témoignage (1). En effet, en la terminant, il serait, peut-être, revenu à la vérité ; une déposition forme un tout indivisible : on ne peut l'apprécier que lorsqu'elle est complète et irrévocable, c'est-à-dire lorsque le témoin n'a plus la faculté de se rétracter (2).

M. Le Graverend est d'un avis contraire ; d'après lui, « on considère comme une tentative punissable de faux témoignage l'action d'un témoin qui, ayant commencé à déposer contre la vérité des faits, est empêché par une défaillance de continuer et de terminer (3). »

Mais peut-on bien voir dans une telle circonstance une véritable tentative punissable ? Assurément non ; car, tant que les débats ne sont pas clos, le témoin peut rétracter sa déposition ; la déposition d'abord fausse s'évanouit tout entière au moment de la rétractation antérieure à la clôture des débats : il ne peut donc

(1) En sens contraire Cr. cass. 28 février 1811. J. G. 39.

(2) Chauveau, F. Hélie et Villey, loc. cit. n. 1800. t. IV ; Blanche et Dutruc, t. V. n. 372.

(3) Le Graverend, loc. cit. t. I. chap. 2. p. 124.

exister de tentative en pareille matière. Les débats terminés, ce n'est plus une tentative que l'on a à poursuivre; c'est le crime même, lequel est punissable, non comme tentative, mais comme crime, s'il est prouvé (1).

Supposons maintenant une indisposition survenant après la déposition, mais avant la clôture des débats. On admet généralement que dans ce cas le témoin est coupable de faux témoignage : son crime existe précisément parce qu'il a perdu la faculté de le détruire, et l'existence de cette faculté postérieurement à la déposition n'est nullement inhérente à la constitution du faux témoignage.

Des explications que nous venons de donner il résulte que, par une dérogation à la règle générale, la tentative n'est ici jamais punissable. Elle est juridiquement impossible. Et, en effet, de deux choses l'une : ou bien les débats sont clos, et alors c'est le crime lui-même de faux témoignage qui est punissable; ou bien ils ne le sont pas, et la déposition n'étant pas entière et définitive, on ne peut pas savoir si le témoin y persistera : il n'y a donc pas de poursuite possible. La notion de tentative est inconciliable avec celle de faux témoignage (2).

(1) Cf. Chauveau, F. Hélie et Villey, loc. cit. t. IV. p. 443-447.

(2) Contra, V. Blanche et Dutruc, loc. cit. t. V, p. 461.

§ 4. — *Quatrième condition : Intention coupable.*

Une intention criminelle est essentielle à l'existence du faux témoignage comme à celle de tout autre crime ou délit.

Cette intention criminelle résulte de la volonté, chez l'agent, de tromper la justice, en d'autres termes de commettre le faux témoignage en tant que délit. Il importe peu que le témoin ait eu ou non l'intention de causer un préjudice à autrui. Il suffit qu'il ait su qu'il déposait contrairement à la vérité (1).

Nous avons dit quelques mots de cette quatrième condition en étudiant le deuxième élément du faux témoignage : le témoin doit avoir altéré sciemment la vérité.

S'il se trompe de bonne foi, s'il expose les faits tels qu'il croit les avoir réellement perçus, il n'est pas coupable. Ses sens ont pu être abusés; sa mémoire peut se trouver en défaut; la crainte et l'émotion ont pu dénaturer ses sensations; il peut avoir été victime d'une hallucination : ce sont des erreurs invincibles dont il serait injuste de le rendre responsable.

(1) Chauveau, F. Hélie et Villey, t. IV. n. 1804, p. 564; Garraud, t. V, n. 6. p. 11. Le Poittevin, loc. cit. n. 4. — L'intention d'égarer la justice résulte de la conscience de mentir; la volonté de nuire n'est pas exigée, elle devient, seulement dans un cas (témoignage contre l'accusé), une circonstance aggravante du délit.

Aussi la loi n'a-t-elle pas voulu punir même l'erreur qui est imputable à faute, mais seulement le mensonge qui est le résultat d'un dol. « *Aliud est mentiri*, dit quelque part Cicéron, *aliud est dicere mendacium*; » et Farinacius : « *Testem, qui deponit non dolo sed per errorem et ignorantiam, de falso non puniri* (1). » Enfin, Jousse soutient la même idée : « Il faut qu'il y ait eu dol de la part de celui qui a fait une fausse déposition, pour qu'il soit punissable. C'est pourquoi le témoin qui dépose faux, croyant dire la vérité, est excusable de la peine du faux (2). »

Le ministère public doit établir en même temps la fausseté de la déposition, le préjudice et l'intention coupable du témoin. Est nul en conséquence l'arrêt qui condamne un témoin pour faux témoignage, sans constater que sa déposition a été faite de mauvaise foi (3).

De même, un individu n'a pu être déclaré coupable d'un faux témoignage s'il est, en même temps, constaté qu'il ne l'a pas commis avec le dessein de nuire à autrui : ces deux déclarations sont contradictoires et inconciliables, un faux témoignage étant toujours essentiellement subordonné à une intention nuisible (4).

(1) Farinacius, quæst. 67. num. 77.

(2) Jousse, loc. cit. t. III, p. 433.

(3) Cass. 15 juillet 1886. *Bull. cass. crim.* n. 258.

(4) Cr. cass. 19 mai 1808. *J. G. Tém. faux.* 15; — Cr. c. 3 janv. 1811, *ibid.*

Mais la déclaration que la déposition a été faite sciemment contre la vérité implique forcément une intention criminelle, et entraîne l'application d'une peine (1).

L'intention criminelle ne se présume pas : c'est l'application de la règle générale : *Dolus non præsumitur*. Suivant Farinacius, on doit supposer que le témoin a déposé par erreur et non par dol : « *In dubio præsumitur testem falsum deposuisse potius per errorem et ignorantiam quam dolo* (2). » Baïardus, au contraire, soutient qu'il faut supposer le dol : « *Testem præsumendum esse quod scienter et non ignoranter falsum testimonium dixerit* (3). »

A notre avis, le dol ne doit pas être présumé, à moins que certaines circonstances ne démontrent le contraire ; par exemple, s'il revient au témoin un bénéfice quelconque de sa déposition, s'il a reçu de l'argent, si les différentes parties de sa déposition se contredisent entre elles.

(1) Cass. arrêt précité du 3 janv. 1811.

(2) Quæst. 67. n. 78.

(3) Ad Julium Clarum. § Falsum, n. 292.

SECTION II.

DU FAUX TÉMOIGNAGE EN MATIÈRE CIVILE :

SON CARACTÈRE SPÉCIAL.

Les caractères du faux témoignage en matière civile diffèrent en quelques points des caractères du faux témoignage en matière criminelle.

Nous avons vu plus haut qu'en matière criminelle le faux témoignage n'existe pas légalement s'il n'est rendu soit contre l'accusé, soit en sa faveur : cela résulte positivement des art. 361 et 362. L'art. 363, au contraire, n'exige pas que le faux témoignage soit rendu pour ou contre l'une des parties. Il se borne à dire : « Le coupable de faux témoignage en matière civile sera puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans et d'une amende de 50 francs à 2,000 francs..... »

Il semble résulter de cette différence de rédaction, et on a pu en conclure, avec une apparence de logique, que dans l'art. 363 le législateur ne prend pas en considération le préjudice réel ou même éventuel qui peut être porté par le faux témoin à l'une ou l'autre des parties. Il paraît se contenter d'une déclaration contraire à la vérité, pourvu d'ailleurs qu'on y retrouve

les autres conditions essentielles à tout crime ou délit de faux témoignage.

La Cour de cassation s'est prononcée une première fois en ce sens par un arrêt du 14 juillet 1827, aux termes duquel « l'art. 363, en infligeant une peine au coupable de faux témoignage en matière civile, n'impose pas la condition, pour que cette peine soit applicable, qu'il ait été ou non porté préjudice à un tiers (1). » MM. Chauveau, F. Hélie et Villey font remarquer, à propos de cet arrêt, qu'en effet la condition du préjudice causé n'est point essentielle au faux témoignage, et qu'il suffit qu'il résulte de la déposition la possibilité d'un préjudice.

Mais la Cour de cassation est bientôt revenue sur sa propre jurisprudence, et, par un arrêt du 19 juin 1857 (2), elle a jugé que le faux témoignage, en matière civile comme en matière criminelle, ne constitue le crime prévu par l'art. 363 C. p. qu'autant qu'il a causé ou pu causer un préjudice. En effet, une fausse déposition qui ne nuit à personne dégénère en un mensonge qui, en lui-même sans portée pratique, ne peut être incriminé. De là il suit, aux termes de ce même arrêt, que le juge doit constater ce préjudice.

(1) Cass. 14 juill. 1827, D. P. 27. 1. 444.

(2) Cass. cr. 19 juin 1857, D. P. 57. 1. 372. V. dans le même sens cass. 9 déc. 1864, aux termes duquel « il suffit pour constituer le faux témoignage en matière civile que le jugement qui le constate reconnaisse l'existence d'un préjudice présent ou éventuel, résultant de la déclaration mensongère. » *Bull.* n. 279.

La Cour de cassation assimile donc ici le faux témoignage en matière civile au faux témoignage en matière criminelle. C'est ce dernier arrêt qui contient la véritable doctrine. En thèse générale et en matière de crime de faux ordinaire, lorsqu'il n'y a préjudice ni présent ni éventuel, il n'y a pas de crime. Il doit en être de même en matière de faux témoignage.

La loi pénale, en effet, ne punit que les actes qui causent ou peuvent causer un préjudice à un particulier ou à la société. Comment pourrait-elle punir une déposition qui ne peut ni profiter à son auteur ni nuire à personne, et cela à raison de sa seule fausseté ? C'est un simple mensonge qui n'est pas punissable tant qu'il ne trouble pas l'ordre social. La question, du reste, ne peut plus faire de doute depuis le dernier arrêt de la Cour de cassation.

Un deuxième caractère spécial au faux témoignage en matière civile se rattache à la première condition : le faux témoignage doit avoir été porté en justice. Nous savons qu'une déposition faite devant un Tribunal civil et susceptible de porter préjudice à autrui constitue un véritable faux témoignage.

Mais en est-il de même d'une déclaration mensongère faite volontairement et hors procès devant un *officier public* ayant qualité pour la recevoir ?

La question s'est présentée sous le Code de 1791 et elle a été résolue affirmativement à la faveur de l'article 47 dudit Code, qui punissait de six ans de gêne le

crime de faux témoignage en matière civile. L'espèce était la suivante :

Un individu s'était présenté devant le juge de paix et avait requis acte de ce qu'il déclarait avec serment s'être trouvé après un combat à l'hôpital d'Alexandrie, et y avoir vu expirer le nommé Asso, dont la femme voulait se remarier ; convaincu d'imposture, il fut condamné à six ans de fers pour faux témoignage en matière civile.

Il forma son pourvoi devant la Cour de cassation, en le fondant sur ce que la déclaration n'était pas un témoignage. D'après lui, en effet, lorsque la loi a parlé de faux témoignage, elle n'a pu l'entendre que de la déposition qui serait faite judiciairement par des témoins appelés, c'est-à-dire dans une contestation soumise aux tribunaux sur la provocation des parties litigantes, et devant l'autorité compétente.

Ce pourvoi fut rejeté par ces motifs « que l'article 47 (tit. 2 sect. 2) du Code de 1791 veut que le crime de faux témoignage en matière civile soit puni de six ans de gêne ; qu'on ne peut mettre de restriction à la généralité de cette disposition ; qu'il n'est pas nécessaire qu'une déclaration dont les suites peuvent devenir dangereuses pour quelqu'un ou préjudiciables à l'ordre public ait été faite dans le cours d'une instance liée ; qu'il suffit que cette déclaration mensongère ait acquis un caractère public devant un officier ayant caractère pour la recevoir, pour qu'elle doive être considérée comme un faux témoignage en matière civile, et

qu'elle appelle sur son auteur la peine que la loi prononce (1). »

MM. Chauveau, F. Hélie et Villey critiquent cette solution, et montrent, avec infiniment de justesse, la confusion qui a été faite par la Cour de cassation. « Les fausses déclarations faites devant les officiers publics compétents pour les recevoir constituent le crime de faux en écritures, mais non point celui de faux témoignage. Ce dernier crime exige, comme un élément nécessaire, une déposition faite en justice. »

Nous nous rallions absolument à l'opinion de ces auteurs. Il ne peut y avoir témoignage qu'autant qu'une déclaration aura été faite en justice au cours d'une instance. Le doute n'est pas possible, aujourd'hui, en présence des paroles qui ont été prononcées par l'orateur du Corps législatif : « Le faux témoignage ne peut avoir lieu que de la part de ceux qui sont interpellés en justice ou en vertu de ses ordonnances; toute déclaration extrajudiciaire, si elle n'est pas conforme à la vérité, est une assertion fausse, mais n'est pas un faux témoignage. »

Malgré ces paroles, la Cour de cassation a jugé, dans un arrêt du 17 septembre 1836, que l'affirmation sous serment, faite par un matelot, de la sincérité du rapport présenté par un capitaine de navire devant le juge du lieu où il a fait naufrage, conformément aux

(1) Cass. cr. 6 nov. 1806. J. G. V^o Tém. faux, n. 49, note 1. et S. 2. 1. 306.

art. 246 et 247 C. com., doit être qualifiée de faux témoignage en matière civile si cette affirmation est reconnue mensongère (1).

Mais elle n'a pas persisté dans sa décision; par un arrêt du 7 décembre 1838 elle a condamné sa propre jurisprudence, et elle est revenue aux véritables principes. Il s'agissait d'une déclaration mensongère et assermentée faite dans le procès-verbal d'apposition de scellés après faillite, par les personnes habitant la maison du failli, que ni par elle ni par personne, à leur connaissance, il n'avait été rien pris, soustrait ni détourné directement ni indirectement, des effets mobiliers appartenant au failli. La Cour suprême a jugé « qu'on ne peut considérer comme *témoins en matière civile* que les individus appelés judiciairement par la partie pour déclarer et attester, sous la foi du serment, les faits qu'il lui importe d'établir pour les fins de sa demande; ... d'où il suit que la déclaration exigée par le juge de paix procédant en vertu des art. 449 C. com. et 914 C. pr. c. ne constitue pas, lorsqu'elle est contraire à la vérité, le crime de faux témoignage en matière civile, prévu par l'art. 363 C. l. (2). »

L'arrêt du 6 novembre 1806 pouvait se justifier sous l'empire du Code de 1791, à raison de la différence de

(1) Cass. 17 septembre 1836. Bull. cass. crim. n. 305; S. 36. 1. 817; D. P. 37. 1. 159.

(2) Cass. 7 déc. 1838. D. P. 39. 1. 91. Bull. crim. n. 378. S. 39. 1. 526.

rédaction que présentaient les art. 47 et 48 de ce Code. L'article 47 punissait le faux témoignage *en matière civile*, et l'article 48, le faux témoignage *dans un procès criminel*. En rapprochant ces deux expressions, on était amené presque nécessairement à attribuer à l'article 47 un sens fort large, et à faire rentrer dans son domaine même les déclarations extrajudiciaires.

Mais une pareille interprétation ne peut plus être admise aujourd'hui, bien que l'art. 363 reproduise les termes mêmes de l'art. 47. En effet, les art. 361, 362 et 363 sont conçus dans les mêmes termes, et punissent le faux témoignage en matière criminelle... en matière correctionnelle... en matière de simple police... en matière civile.

Il est inadmissible que ces expressions uniformes aient dans chaque article un sens différent. Or, nous avons vu, au début de ce chapitre, que les art. 361 et 362 visaient le faux témoignage porté dans un procès criminel, correctionnel et de police. Les expressions en matière civile de l'art. 363 signifient donc : dans un procès civil. C'est, du reste, l'opinion exprimée par l'orateur du Gouvernement au Corps législatif dans le fragment cité plus haut (1).

Une dernière question reste à résoudre :

En tenant pour vraie la solution que nous venons d'exposer, que décider pour le cas où les déclarations

(1) V. supra. p. 67.

mensongères faites devant un officier public ont lieu en vertu d'un jugement ?

La question nous semble résolue par les arguments que nous avons exposés plus haut, et par les paroles de l'orateur du Gouvernement au Corps législatif : « Le faux témoignage ne peut avoir lieu que de la part de ceux qui sont interpellés en justice, ou *en vertu de ses ordonnances*. »

Il a été ainsi jugé par la Cour de cassation dans un arrêt du 24 novembre 1808, que la fausseté des déclarations faites dans l'acte de notoriété qui a pour but de faire, en vertu d'un jugement, prononcer la rectification d'un acte de l'état civil, ne peut avoir le caractère d'un faux, mais seulement celui d'un faux témoignage.

D'après MM. Chauveau, F. Hélie et Villey, « cette décision est conforme aux principes : la rectification d'un acte de l'état civil forme une instance, et les dépositions des témoins qui viennent certifier le fait rectificatif sont reçues en vertu d'une délégation de la justice : ce sont de véritables témoignages, et leur fausseté doit dès lors être incriminée comme un faux témoignage. »

Enfin la rétractation en matière civile présente un caractère spécial.

Tandis qu'en matière criminelle, elle peut intervenir jusqu'à la clôture des débats, nous avons vu qu'il faut distinguer, en matière civile, suivant qu'il s'agit d'une

enquête faite devant le juge commissaire ou d'une enquête faite à l'audience.

Dans le premier cas, la signature du témoin au procès-verbal lui enlève toute faculté de rétractation. Dans le second cas, au contraire, la rétractation peut être effectuée jusqu'au moment où le ministère public a pris ses conclusions (1).

(1) V. supra, p. 53 et s.

CHAPITRE II

RÉPRESSION DU FAUX TÉMOIGNAGE

SECTION I. — POURSUITE.

§ 1. — *Procédure.*

En matière de faux témoignage, les poursuites se font dans la forme ordinaire et générale. Toutefois, une exception était commandée par la force des choses à l'égard des témoins qui déposent faussement dans les débats publics.

Sous le Code du 3 brumaire an IV, lorsque des témoins étaient inculpés de faux témoignage à l'audience, le procès-verbal dressé par le président devait, à peine de nullité, constater d'une manière claire et précise la fausseté du témoignage, les noms du témoin inculpé et les faits qui constituaient le corps du délit (1). Sous le même Code, le prévenu de faux témoignage, arrêté à l'audience sur l'ordre du président, devait, à peine de nullité, être interrogé par le

(1) Cass. 12 sept. 1806, Bull. cass. cr. n. 150.

directeur du jury, et lecture des charges existant contre lui devait lui être donnée (1), mais l'article 367 n'autorisait pas le renvoi à une autre session.

Cette matière est actuellement régie par l'art. 330 C. instr. cr., qui n'a fait, en quelque sorte, que reproduire les dispositions de la précédente loi et celles de la loi du 16 septembre 1790.

Cet article vise le cas où une inculpation de faux témoignage survient incidemment à la poursuite de l'affaire principale. Si elle survient postérieurement au jugement de cette affaire, le droit commun reprend son empire.

Occupons-nous du premier cas.

Aux termes de l'article 330, « si, d'après les débats, la déposition d'un témoin paraît fausse, le président pourra, sur la réquisition, soit du procureur général, soit de la partie civile, soit de l'accusé, et même d'office, faire sur-le-champ mettre le témoin en état d'arrestation. Le procureur général et le président, ou l'un des juges par lui commis, rempliront à son égard : le premier, les fonctions d'officier de police judiciaire, le second, les fonctions attribuées aux juges d'instruction dans les autres cas. Les pièces d'instruction seront ensuite transmises à la Cour royale (Cour d'appel), pour y être statué sur la mise en accusation. »

(1) Cass. 1^{er} germinal an XII. Bull. cass. cr. n. 100.

C'est au président *seul* que l'article 330 délègue le pouvoir de statuer sur la mise en état d'arrestation du témoin suspect de faux témoignage, et il en est ainsi, qu'il statue à cet effet d'office ou sur les demandes à lui adressées par les parties (1). Mais ce n'est qu'une simple faculté dont l'exercice rentre complètement dans l'exercice de son pouvoir d'appréciation. Il était libre autrefois de renoncer à ce droit exorbitant, et de faire participer la Cour à sa décision; il semble, en effet, que le nombre des juges augmente plutôt qu'il ne diminue les garanties en faveur de l'accusé. Aussi avait-il été jugé que, bien que la mise en arrestation d'un témoin dont la déposition paraît fausse soit dans les attributions du président seul, l'intervention de la Cour, dans l'exercice de ce droit, ne constituait pas une violation de la loi qui puisse vicier les débats (2).

Cette jurisprudence est aujourd'hui surannée; et la jurisprudence actuelle admet une solution tout opposée : au président de la Cour d'assises seul il appartient d'ordonner l'arrestation d'un témoin dont la déposition paraît fausse; et cela, alors même qu'un incident contentieux s'élève sur ce point entre le ministère

(1) Cass. 2 mars 1827. S. 27. 3. 207; — 28 déc. 1838. Bull. cass. crim. n. 391; S. 39. 1. 522; — 23 avril 1840. S. 40. 1. 667. D. P. 40. 1. 413; — Carnot, loc. cit. sur l'art. 330; Faustin Hélie, t. VII. n. 3570; Nouguier, t. IV. n. 3535; Rolland de Villargues, sur l'art. 330, n. 1; Pain, n. 245, p. 208.

(2) Cass. 12 mars 1831.

public et la défense (1); sauf la faculté pour lui de consulter ses assesseurs avant de prendre, en vertu de son pouvoir d'appréciation, la mesure qui rentre dans l'exercice de ce pouvoir.

C'est ainsi que la Cour de cassation a jugé, dans une espèce récente (2), qu'au cas de conclusions de l'accusé tendant à l'arrestation d'un témoin pour faux témoignage et de conclusions du ministère public s'y opposant, la Cour d'assises doit se déclarer incompétente.

En faisant usage du droit que lui confère l'article 330, le président ne rend pas un arrêt, mais une simple ordonnance. De là plusieurs conséquences :

1^o Si le témoin suspecté ou l'accusé font opposition à l'ordonnance, le président ne peut plus décider seul ; il est de principe qu'on peut toujours former opposition à la décision d'un seul magistrat, et que la connaissance de cette opposition appartient au Tribunal entier.

2^o Cette mise en arrestation d'un témoin soupçonné et à l'égard duquel il n'y a pas encore eu d'instruction sur le fait qui lui est reproché ne peut avoir un caractère définitif. Ce qui le prouve, c'est l'article 330 lui-même qui décide qu'après l'arrestation, le procureur

(1) Cass. 23 avril 1840. S. 40. 1. 667 ; — 11 janv. 1867, Bull. crim. n. 4. — V. aussi Cass. 5 avril 1861. S. 61. 1. 743 ; — enfin, Cass. 4 août 1898. S. 1900. 1. 62.

(2) Cass. 1899. S. 1900. 1. 60.

général remplira les fonctions d'officier de police judiciaire, et le président les fonctions de juge d'instruction. C'est en vertu de ce principe qu'il a été jugé que le président peut rétracter spontanément son ordre d'arrestation, si de nouvelles déclarations du témoin font tomber les soupçons qui y avaient donné lieu.

Le président de la Cour d'assises est investi, en ce qui concerne la mise en état d'arrestation du témoin suspect, d'un pouvoir d'appréciation, en vertu duquel il peut soit refuser de l'ordonner, même si elle est requise par le ministère public, la partie civile ou l'accusé, soit surseoir à statuer jusqu'à la fin des débats, en prévision d'une rétractation (1). Le droit d'agir renferme évidemment le pouvoir de ne pas agir.

Une autre conséquence du pouvoir d'appréciation conféré au président des Assises consiste en ce qu'il peut seul faire cesser l'état d'arrestation, soit que l'arrestation ait eu lieu d'office, soit qu'elle ait eu lieu sur les réquisitions du ministère public (2).

L'article 330 n'autorise l'arrestation du témoin que dans le cas où, « d'après les débats, sa déposition paraît fausse ». Il ne suffit donc pas qu'il soit constaté que le témoin a fait des additions, des changements ou des variations à ses précédentes déclarations ; il faut néces-

« (1) Cass. 14 avr. 1814. J. G. 82.

(2) Cass. cr. r. 11 nov. 1858. D. P. 58. 5. 350 ; 1^{er} fév. 1866. D. P. 69. 5. 379.

sairement qu'il y ait des indices suffisants de faux témoignage. La prévention de crime peut seule, en effet, autoriser la mise en arrestation du témoin, et l'article 330 suppose évidemment cette prévention lorsqu'il charge le ministère public de remplir, à l'égard du prévenu, les fonctions d'officier de police judiciaire, et le président celles de juge d'instruction, et lorsqu'il ordonne la transmission des pièces de l'instruction à la Cour d'appel pour y être statué sur la mise en accusation (1).

Il n'est pas nécessaire, pour faire mettre en état d'arrestation le témoin dont la déposition paraît fausse, d'attendre la clôture des débats. Dès que des indices graves font croire le président à l'existence du faux témoignage, il peut procéder à cette mesure préventive. Et à cet égard, notre article 330 a aggravé la législation de l'an IV qui, par son article 367, exigeait que la déclaration parût *évidemment* fausse, expression qui a été supprimée.

Le président pourrait-il, au lieu d'ordonner l'arrestation du témoin soupçonné, se borner à le mettre seulement en état de surveillance ?

La jurisprudence adopte sans hésitation l'affirmative. Le président a parfaitement le droit de mettre le témoin en état de surveillance dans l'enceinte du palais pen-

(1) Faustin Hélie, *De l'instruction criminelle*. t. VII. n. 3569 ; Sébire et Carteret, n. 416.

dant les débats. Il a même été jugé qu'un témoin ainsi mis en surveillance déposerait entre deux gendarmes(1).

Ces conclusions de la jurisprudence sont contestées par M. Cubain ; et il n'admet pas que la mise en surveillance d'un témoin puisse être légale : « La loi, dit-il, ne confère au président que le droit d'ordonner l'arrestation du témoin, s'il estime que ce témoin se soit rendu coupable de faux témoignage ; mais elle n'autorise pas une mise en surveillance préventive dont notre législation n'offre aucun exemple, et qui placerait un témoin en état de suspicion en lui ôtant la possibilité d'une justification légale (2). »

Ces observations ne nous semblent pas exactes. En effet, la loi donnant au président le droit exorbitant de faire procéder à l'arrestation d'un témoin suspect, doit lui donner *à fortiori* le droit beaucoup moins redoutable de le mettre en état de surveillance. Cette dernière mesure est évidemment plus favorable pour le témoin que l'arrestation (3).

L'arrestation autorisée par l'article 330 est une me-

(1) Rej. 30 mai 1818. Bull. n. 209 ; — 28 mars 1829, Bull. n. 188 ; — 28 déc. 1838. S. 391. 522 ; D. 39. 1. 386 ; — 23 avril 1840, S. 40, 1. 667 ; D. P. 40. 1. 413 ; — 26 déc. 1870. Bull. n. 232 ; Rolland de Villargues, art. 330, nos 13 et 1.

(2) Cubain. Cour d'assises, n. 491.

(3) Cass. cr. rej. 23 mars 1851. D. P. 54. 5. 738. Le même droit de mise en surveillance d'un témoin dont la déposition paraît fausse peut également être exercé par le ministère public ; à la différence du droit de le faire mettre en arrestation et de l'écarter ainsi des débats.

sure essentiellement provisoire quand les débats se continuent. En effet, le témoin arrêté reste le seul maître d'expliquer, de rectifier et de rétracter sa première déclaration, suivant sa volonté. Son arrestation peut même avoir pour effet de l'arrêter sur une pente dangereuse. Une fausse déclaration faite au début peut être effacée par une rétractation postérieure, par un retour à la vérité avant la clôture des débats. Or, nous savons qu'une déposition doit être prise dans son ensemble ; il en résulte qu'une semblable rétractation ne laisse plus subsister ni crime ni délit. En conséquence, l'arrestation doit tomber ; et il appartient au président, de qui émane l'ordre provisoire, de le rapporter.

La disposition de l'article 330 est-elle applicable aux matières correctionnelles, de police ou civiles ? La Cour de cassation l'a ainsi jugé (1) ; et on ne voit pas pourquoi il en serait autrement : *Ubi eadem ratio, ibi idem jus*.

Le président, en faisant mettre le prévenu en état d'arrestation, doit dresser un procès-verbal de la déposition et de toutes les circonstances qui pourraient en prouver la fausseté. L'article 367 du Code de brumaire lui en imposait formellement l'obligation. Le Code d'instr. crim. de 1808 ne contient, il est vrai, aucune disposition explicite à cet égard. Mais cela résulte des

(1) Cr. rej. 21 janv. 1814. J. G. 99 ; Bordeaux, 3 juin 1828. Crim. rej. 3 mai 1849. D. 49. 5. 376, 27 fév. 1864 ; 11 nov. 1864. Le Graverend, t. I. p. 303 ; Carnot, sur l'art. 331.

règles générales de l'instruction criminelle (art. 32, 59), comme dans toute hypothèse où il s'agit de la constatation d'un flagrant délit. Ce procès-verbal doit énoncer les faits constitutifs du faux témoignage et désigner le témoin auquel il est imputé.

Mais le défaut de procès-verbal, comme son irrégularité, n'entraînerait pas la nullité de la procédure suivie contre le faux témoin, la loi ne contenant aucune disposition formelle à cet égard (1).

Que faut-il penser du pouvoir qui est accordé au président des Assises par l'article 330 ?

C'est un moyen redoutable qui doit faire l'objet, de la part du président, d'un usage discret et raisonné. C'est une arme dangereuse dont il importe de ne se servir que lorsqu'il existe des indices suffisamment précis de faux témoignage. Ses effets peuvent être très graves soit pour la personne qui en est l'objet, soit pour l'accusé principal.

Tout d'abord, il peut résulter pour le témoin un préjudice sérieux d'une arrestation basée sur un soupçon dénué de fondement. De plus, cette mesure a toujours une influence considérable sur la décision du jury ; et il peut arriver que l'arrestation d'un témoin à décharge faite légèrement porte un coup fatal à un accusé innocent. « Aussi, nous dit M. Morin, la faculté que donne à la Cour l'article suivant de renvoyer la cause

(1) Merlin, Rep. V^o. Faux Témoignage, Cr. rej. 10 déc. 1807. J. G. 88.

à la prochaine session, lorsqu'un témoin est ainsi arrêté à l'audience sous la prévention de faux témoignage, devient-elle presque un devoir pour la justice dans la plupart des cas, soit pour combattre l'influence dont nous venons de parler, soit pour recueillir de nouveaux éclaircissements et de nouvelles preuves (1). »

Le président de la Cour d'assises ayant fait procéder à l'arrestation du témoin suspect, conformément à l'art. 330, que va-t-il se passer ?

Deux cas peuvent se présenter : le faux témoignage est flagrant ou il ne l'est pas.

Dans le premier cas, une controverse très sérieuse s'élève sur le point de savoir si l'on doit appliquer les dispositions des art. 181 et 507 C. instr. crim. ou si, au contraire, il faut appliquer l'art. 330, qui constitue alors une dérogation au droit commun. Nous l'étudierons plus loin à propos de la compétence (2).

Mais si nous nous plaçons en dehors du cas de flagrant délit, si la déposition apparaît simplement fautive à la Cour, les débats au cours desquels elle a eu lieu peuvent être renvoyés à une autre session. C'est ce qui résulte de l'article 331 auquel nous avons fait allusion dans le passage cité plus haut (3).

Cet article est ainsi conçu : « Dans le cas de l'article

(1) Morin. *Rép. Dr. crim.* t. II.

(2) V. *infra*, p. 93 et suiv.

(3) V. *supra*, p. 81.

précédent, le procureur général, la partie civile, ou l'accusé pourront immédiatement requérir et la Cour ordonner, même d'office, le renvoi de l'affaire à la prochaine session. »

Le renvoi de l'affaire peut être prononcé, soit d'office, soit sur la réquisition du procureur général, de la partie civile ou de l'accusé. Il est purement facultatif pour la Cour, ainsi que cela résulte des expressions de la loi : « *pourront requérir et la Cour ordonner* ». La Cour peut donc surseoir au jugement de l'affaire et la renvoyer à une autre session, ou, suivant les cas, passer outre à l'examen et aux débats, si, indépendamment du témoignage argué de faux, il existe dans la cause des éléments suffisants de conviction (1).

Le droit de prononcer le renvoi appartient exclusivement à la Cour et non au président, à la différence du droit d'ordonner l'arrestation du témoin. Le législateur, en prescrivant la délibération de la Cour, a pensé que le renvoi à une autre session, mesure du plus haut intérêt pour l'accusé comme pour la société, devait émaner de la Cour entière ; il n'a pas voulu faire peser une responsabilité aussi grande sur un seul magistrat. Si donc, en l'absence de toute réclamation, le président croyait qu'il fût nécessaire de soumettre l'affaire à de nouveaux débats, il ne pourrait seul

(1) Cr. r. 21 janv. 1824, J. G. 99 ; — Cr. r. 30 janv. 1824, J. G. Instr. crim. n. 2039 ; C. cass. Belgique, 29 oct. 1835, J. G. Témoignage faux, 99 ; Cr. r. 10 mai 1839, *ibid.*

ordonner le renvoi : il faudrait un arrêt de la Cour.

Mais, à défaut de toute réclamation, le président est libre de soumettre ou de ne pas soumettre la question à la Cour. C'est ainsi qu'il a été jugé que, à défaut de réquisition du ministère public ou de l'accusé, c'est à la conscience du président que la loi confie le pouvoir d'apprécier les circonstances qui peuvent donner lieu de reconnaître l'existence d'un faux témoignage et de procéder en conformité des art. 330 et 331 C. instr. crim. En conséquence, le condamné ne peut se faire un moyen de cassation de ce que le renvoi n'a pas été ordonné d'office (1).

La Cour d'assises, jouissant de la faculté de renvoyer l'affaire ou de procéder de suite au jugement de l'affaire actuellement soumise aux débats, il lui appartient de régler la priorité entre le jugement de l'affaire principale et celui du faux témoignage : elle peut, en effet, être suffisamment éclairée par les autres dépositions pour juger immédiatement l'affaire principale. Mais quand elle a renvoyé cette dernière à la prochaine session, il est indispensable de juger, préalablement et séparément, l'accusation de faux témoignage, puisque le renvoi ne peut avoir d'autre but que de purger de tout fait mensonger les preuves relatives à l'accusation (2).

On s'est demandé si le président des Assises ne pour-

(1) Cr. r. 20 janv. 1844, aff. Baroyer, V. Témoin, n. 496. 7°.

(2) Cr. c. 20 mai 1813, J. G. Tém. faux, 103. 1°; Instr. crim. 1056. Bruxelles, 31 oct. 1831, *ibid.* 103. 2°, et 27; Cr. c. D. P. 74. 1. 93.

rait pas, comme il s'agit de deux crimes qui ont un caractère de connexité, ordonner la jonction des deux procédures, pour que les deux causes fussent jugées en même temps.

Il semble que la question ne doive pas se poser, en présence de la solution que nous venons de donner au sujet du renvoi. Et, en effet, nous avons décidé que lorsqu'on se trouve en présence d'une déposition suspecte de fausseté, il faut nécessairement épurer le débat avant de statuer sur la question principale. Comment donc admettre qu'on puisse joindre les deux procédures? Ce serait faire peser sur le témoin prévenu de faux témoignage une présomption de culpabilité, sans que sa déposition pût être ni invoquée ni repoussée par le ministère public ou par l'accusé principal, en d'autres termes, sans que cette déposition eût été préalablement reconnue fausse ou sincère.

Sous l'empire de ces considérations, la Cour de cassation avait décidé qu'il est interdit de joindre les deux accusations, et qu'en conséquence le président de la Cour d'assises ne peut ordonner cette jonction sous prétexte de connexité entre l'accusation de faux témoignage et l'accusation principale : la première de ces accusations est essentiellement préjudicielle à la seconde, bien que toutes deux soient de la compétence de la même juridiction (1).

(1) Cr. c. 20 déc. 1845, D. P. 40. i. 75, et observ. de M. le procureur général Dupin, rapporteur, *ibid.*

Mais elle n'a pas persisté dans cette jurisprudence, et par un arrêt postérieur elle a jugé, contrairement à cette décision, que le président des Assises a le droit de soumettre aux mêmes débats l'accusé de faux témoignage et l'accusé principal, quoiqu'il y ait eu renvoi du procès principal à une autre session, s'il reconnaît qu'il y a connexité entre les deux accusations (1).

La jurisprudence paraît aujourd'hui fermement établie en ce sens.

L'article 330, après avoir déterminé les droits du président de la Cour d'assises en présence d'une déposition qui lui paraît fausse, nous indique la procédure à suivre à l'égard du témoin, au cas d'arrestation.

Aux termes de cet article, « le procureur général et le président, ou l'un des juges par lui commis, rempliront à son égard, le premier, les fonctions d'officier de police judiciaire, le second, les fonctions attribuées au juge d'instruction dans les autres cas. Les pièces d'instruction seront ensuite transmises à la Cour d'appel, pour y être statué sur la mise en accusation. »

On s'est demandé quelle est exactement la mission du magistrat instructeur, et cette question a soulevé des difficultés.

En cas d'instruction ordinaire, le procureur de la République reçoit les pièces du magistrat instructeur, accompagnées d'une ordonnance de « soit communi-

(1) Cr. c. 30 mars 1861, D. P. 61. 1. 188.

qué ». Cette ordonnance a pour objet de provoquer les réquisitions du ministère public, réquisitions suivies d'une nouvelle ordonnance du juge d'instruction, portant renvoi devant la Chambre d'accusation.

Cette ordonnance de renvoi est-elle également nécessaire dans l'hypothèse prévue par l'art. 330 C. instr. crim. ?

Il a été jugé, à cet égard, que le magistrat instructeur ainsi commis par la Cour d'assises est uniquement chargé de réunir les preuves et documents nécessaires pour mettre la Chambre d'accusation à même de statuer sur la prévention ; qu'en conséquence, dès qu'il a communiqué ces preuves et documents au ministère public, le procureur général n'a point à provoquer de ce magistrat une ordonnance de renvoi : il lui appartient, au cas où la procédure lui paraît complète, de saisir directement la Chambre d'accusation, qui doit statuer sur ses conclusions, et après avoir entendu son rapport (1).

Il est de principe que, dans toutes les affaires dont l'instruction est complète, la Chambre d'accusation doit statuer de suite sur la prévention et le règlement de la compétence, sans pouvoir ordonner le sursis du procès. En conséquence, lorsque, après l'arrestation d'un témoin, l'affaire principale a été renvoyée à une autre session, la Chambre d'accusation, dès que l'instruction relative au faux témoignage est terminée, ne peut pas surseoir à

(1) Crim. cass. 7 mai 1875. D. 76. 1. 89.

statuer jusqu'après le jugement de l'affaire principale par la Cour d'assises (1).

Les dispositions des articles 330 et 331 sont applicables en matière correctionnelle comme en matière criminelle :

C'est au président seul qu'il appartient de statuer sur les réquisitions du ministère public tendant à l'arrestation d'un témoin dont la déposition est suspecte (2).

Si la déposition paraît fausse, il peut être sursis, en matière correctionnelle comme en matière criminelle, au jugement de l'affaire principale jusqu'à ce qu'il ait été statué sur l'inculpation contre le témoin.

Toutefois on s'est demandé si le principe posé par l'art. 331 C. instr. crim. est applicable dans le cas où le faux témoignage a été porté en matière civile, et, spécialement, si des poursuites en faux témoignage intentées par le ministère public contre des témoins entendus dans une enquête doivent faire surseoir au jugement de l'instance à raison de laquelle il a été procédé à cette enquête.

La négative a été décidée par un arrêt du 22 novembre 1815 (3). Mais nous nous sommes prononcé

(1) Crim. cass. 20 mai 1818. J. G. V^o Instr. crim. n. 1056.

(2) Cass. 21 janv. 1814 ; Cass. 3 mai 1849, D. P. 49. 5. 376.

(3) Cass. rej. 22 nov. 1815. J. G. Tém. faux. 106.

déjà contre cette solution en règle générale. Il n'y a pas de motif pour se dispenser, dans ce cas, d'appliquer aux matières civiles ce qui a lieu pour les matières criminelles.

Les règles que nous venons de présenter sont relatives uniquement aux poursuites intentées contre un faux témoin incidemment à un procès criminel. Mais ces poursuites peuvent également être formées postérieurement au jugement de l'affaire dans laquelle le faux témoignage a été porté. C'est le second cas qui nous reste à étudier.

Ici le droit commun reprend son empire. La poursuite est exercée par voie d'action principale, soit d'office par le ministère public, soit sur la plainte de la partie lésée.

La plainte peut être formée notamment par celui qui a été condamné dans le procès à l'occasion duquel le faux témoignage a été porté. Cette plainte a pour lui un double intérêt.

D'une part, si le faux témoignage est reconnu, il sera sursis à l'exécution de la condamnation prononcée contre le plaignant. Et d'autre part, la condamnation prononcée contre le faux témoin ouvre à la même partie la voie extraordinaire de la révision contre la décision qui l'a frappée. (C. instr. crim. 443.)

Elle a aussi de l'intérêt pour la partie qui a succombé dans un procès civil, en ce qu'elle peut créer

contre son adversaire, complice du faux témoignage, une ouverture à requête civile fondée sur le dol personnel (C. pr. civ. art. 480), et, dans tous les cas, contre le faux témoin un droit à des dommages-intérêts.

Mais pour que cette plainte puisse donner lieu à une poursuite, il faut que la connaissance du faux témoignage n'ait pu être obtenue que depuis le jugement de condamnation. Si, en effet, le condamné avait connaissance de la fausseté de la déposition pendant les débats dont il a été l'objet, il devait la discuter séance tenante et requérir l'arrestation du témoin, comme l'art. 330 lui en donne le droit. Son inaction à ce moment-là peut lui être opposée plus tard et permettre d'élever une fin de non-recevoir qui paralysera son action ultérieure.

Il suit de là que l'arrêt de la Chambre d'accusation, qui déclare n'y avoir lieu à suivre sur une plainte en faux témoignage, parce qu'aucune réclamation n'a été faite à ce sujet lors des débats, doit expliquer si les faits servant de base à la plainte étaient alors connus et s'ils ont pu être relevés et appréciés (1).

Sur tous les autres points, les poursuites dirigées contre un individu inculpé de faux témoignage, après le jugement de l'affaire principale, sont soumises aux règles du droit commun sur l'exercice de l'action publique.

(1) Crim. cass. 20 août 1819. J. G. Tém. faux, 91.

§ 2. — *Compétence.*

Quel est le Tribunal compétent pour juger le faux témoignage ?

Sous l'empire du Code pénal de 1791 les prévenus de ce crime devaient être traduits devant les Cours criminelles ; ils n'étaient point justiciables des Cours spéciales. C'est ce que décida un décret de la Convention nationale du 7 frimaire an II. On s'était demandé, en effet, si le crime de faux témoignage ne devait pas être assimilé au crime de faux, et porté, comme lui, devant les jurés spéciaux d'accusation. La négative fut décidée par le décret que nous venons de citer.

Il en fut de même sous le Code de brumaire an IV, c'est ce qui résultait de l'article 517 de ce Code qui ne réservait aux jurés spéciaux que la connaissance des crimes de faux en écritures. Il en était de même, et pour la même raison, sous l'empire de la loi du 23 floréal an X.

Sous le Code de 1810, de même que sous les Codes antérieurs, le faux témoignage constituait toujours un crime, soit qu'il eût été porté en matière criminelle, soit même qu'il eût été commis en matière correctionnelle, de police ou civile. La connaissance de ce crime était donc de la compétence exclusive de la Cour d'assises.

Dès lors, les Tribunaux correctionnels et de police,

étant établis pour juger et punir de simples délits ou contraventions, étaient incompétents pour juger et punir les faux témoignages apportés à leur audience. Il avait été jugé, en conséquence, que le Tribunal correctionnel ne pouvait, sans excéder sa compétence, s'occuper de la question de poursuivre le témoin pour faux témoignage (1).

La loi du 13 mai 1863 a profondément modifié la législation antérieure sur notre matière ; et depuis cette loi il faut distinguer :

Si le faux témoignage a eu lieu en matière criminelle, il conserve son caractère de crime.

S'il a été porté en matière correctionnelle ou civile, il ne constitue plus, en principe, qu'un simple délit ; et il ne devient crime que lorsque, pour le commettre, le témoin a reçu de l'argent, une récompense quelconque ou des promesses.

Enfin, s'il a lieu en matière de police, il n'est jamais qu'un délit.

Depuis la loi de 1863, il résulte donc de la division que nous venons d'établir :

1° Que le faux témoignage doit être déféré à la Cour d'assises lorsqu'il a été porté en matière criminelle, ou lorsque, commis en matière correctionnelle

(1) Crim. cass. 6 mars 1812, aff. Pépin. V. Presse outrage. J. G. n. 1343 ; Bordeaux, 5 juin 1828, aff. Angonnet, J. G. 86. 2°.

ou civile, il a été déterminé par une réception d'argent, des récompenses ou des promesses.

2° Que la connaissance en appartient aux Tribunaux correctionnels quand il s'agit d'un faux témoignage en matière correctionnelle ou civile, sans réception d'argent, sans récompenses ni promesses, ou quand il s'agit d'un faux témoignage en matière de police, accompagné ou non de cette réception.

Une dernière question nous reste à résoudre :

Quel est le Tribunal compétent pour connaître du crime ou délit flagrant de faux témoignage en matière criminelle, correctionnelle, de police ou civile ?

Nous avons vu plus haut (1) que, lorsque le président des Assises a fait procéder à l'arrestation d'un témoin dont la déposition lui paraît fausse, l'instruction de la nouvelle affaire s'effectue suivant des règles spéciales qui sont indiquées par l'art. 330 C. instr. crim.

Cette instruction préalable, que règle l'article 330, après l'arrestation d'un témoin, devient-elle obligatoire même pour le cas où le faux témoignage serait flagrant ? Doit-on, au contraire, appliquer alors l'art. 507 C. instr. crim., qui porte que, quand un crime flagrant est commis à l'audience d'une Cour, et notam-

(1) V. supra, p. 82 et suiv.

ment de la Cour d'assises, la Cour procédera au jugement de suite et sans désemparer?

La question est très discutée, et la jurisprudence n'est pas encore fixée.

Un certain nombre d'arrêts ont décidé que la procédure spéciale de l'art. 330 C. instr. crim. ne met pas obstacle au droit, que les Cours et Tribunaux tiennent de la loi (1), de constater et réprimer séance tenante, et dans les limites de leur compétence, les crimes et délits qui seraient commis à leur audience, dès que, par suite du caractère flagrant de ces crimes ou délits, une instruction leur paraît inutile. L'article 330, en effet, ne concerne que le cas où la déposition du témoin paraît fausse, et non celui où la fausseté en est reconnue sans qu'il soit besoin d'instruction (2).

Il est à remarquer qu'aux termes de la plupart de ces arrêts, la procédure tracée par les articles 330 et 331 est spéciale aux Cours d'assises et n'est pas applicable à la juridiction correctionnelle.

Ce qui donne une base très forte à ces décisions, c'est la circulaire du garde des sceaux du 30 mai 1863, adressée aux procureurs généraux à la suite de la promulgation de la loi du 13 mai 1863, dont il nous paraît

(1) Art. 181 et 507 C. instr. crim.

(2) Bourges, 21 janv. 1864. D. P. 64. 2. 191, note; — Cr. c. 11 nov. 1864. D. P. 65. 1. 101 (portant cassation d'un arrêt du 18 août 1864; et sur renvoi. Douai, 31 janv. 1865. D. P. 65. 2. 187. — Angers, 13 juillet 1868. D. P. 68. 2. 151.

important de citer la teneur : « Vous apprécierez sans peine les conséquences pratiques du déclassement des faux témoignages en matière correctionnelle, dont la fréquence dans certaines localités accuse une démoralisation à laquelle il est nécessaire d'apporter des remèdes prompts et efficaces. Vous ne devez pas hésiter à inviter les magistrats de votre ressort à user fréquemment, en cette matière, du pouvoir qui lui est attribué par l'art. 181 C. instr. crim., et à juger séance tenante ces délits d'audience dont il leur est facile de réprimer l'audace par des peines justement proportionnées, en présence des témoins de la faute, et sans frais pour le trésor. »

Mais, dans l'opinion adverse, on soutient que la procédure réglée par l'article 330, et qui constitue une dérogation au droit commun des art. 181 et 507 C. instr. crim., est seule applicable en notre matière.

Tout d'abord, une instruction préalable est manifestement obligatoire pour le faux témoignage flagrant, comme pour le faux témoignage non flagrant, lorsque la déposition a été faite devant des juges incompétents pour connaître des crimes ou délits, même flagrants, commis à leur audience (1).

(1) Tel est le cas d'un faux témoignage commis devant un Tribunal correctionnel, lorsqu'il constitue un crime en vertu de l'art. 364 C. pén. ; en effet, l'art. 506 C. instr. crim. exige le renvoi de tout individu inculpé d'un crime devant la juridiction criminelle.

Tel est encore le cas d'un faux témoignage, même réduit à un simple

Et, alors même qu'on se trouve devant un Tribunal compétent, un arrêt pose en principe la nécessité absolue de la procédure réglée par l'article 330, même pour le cas de faux témoignage commis en matière criminelle devant une Cour d'assises, sans distinction entre le faux témoignage résultant d'une déposition dont la fausseté est flagrante et celui qui résulte d'une déposition seulement suspecte de fausseté. Il applique la même solution au faux témoignage en matière correctionnelle, de police et civile (1).

Cet arrêt décide, en effet, que l'article 330 exige, pour tout faux témoignage en matière criminelle, une instruction préalable, encore qu'il ait été commis à l'audience d'une Cour d'assises, et que la même règle doit être étendue au faux témoignage commis en matière correctionnelle dans les conditions qui le font dégénérer en simple délit. D'où il suit que le Tribunal correctionnel ne peut alors user du droit de répression immédiate qu'il tient de l'art. 181 C. instr. crim. à l'égard des délits commis à l'audience.

Cet arrêt de la Cour d'Amiens a été cassé par l'arrêt de la Cour suprême du 11 novembre 1864 cité

délit, lorsqu'il a lieu devant un seul juge, de police ou civil ; en effet, l'art. 181 C. instr. crim. ne lui donne pas compétence pour réprimer les délits commis à son audience, autres que ceux prévus par les art. 504 et 505 même Code.

(1) Amiens, 18 août 1864. D. P. 64. 2. 191. Sur pourvoi, cet arrêt a été cassé par un arrêt du 11 nov. 1864. D. P. 65. 1. 101.

plus haut. Il est de plus en contradiction avec la circulaire du garde des sceaux du 30 mai 1863.

Néanmoins, dans ce conflit qui s'élève entre la Cour de cassation et un certain nombre de Cours d'appel, nous croyons devoir nous rallier à la décision de la Cour d'Amiens. Sa manière d'interpréter la loi nous paraît la plus exacte.

Tout d'abord, les art. 181 et 507 C. instr. crim. ont prévu les délits ou les crimes commis à l'audience des Cours et Tribunaux, et donné compétence à ces juridictions pour procéder au jugement sans désespérer. Si donc une Cour d'appel ou une Cour d'assises devant laquelle un *faux témoignage* s'est produit n'a jamais pu se saisir immédiatement de ce crime, c'est que l'art. 330 y forme un obstacle insurmontable, c'est qu'il ordonne des mesures d'instruction dont il n'est pas permis de se dispenser.

De plus, si, antérieurement à la loi de 1863, la nécessité d'une instruction préalable était imposée aux Cours d'assises par cet article 330, cela ne tenait pas à ce que le faux témoignage était toujours alors un crime, puisque l'article 507 autorisait à s'en dispenser pour tous les autres faits flagrants et ainsi qualifiés ; cela tenait, au contraire, à la nature même du faux témoignage, qui commandait de rester dans les formes ordinaires de l'instruction criminelle.

Par conséquent, l'abaissement de la peine n'a pu avoir pour objet de changer la nature du fait et d'en

faire un de ces délits d'audience qui sont prévus par les articles 181 et 507. Comment donc, si une Cour d'assises ne peut, en ce cas, prononcer immédiatement, un Tribunal correctionnel le pourrait-il ?

Enfin cette information offre plus de garanties à la justice ; elle lui permet de pousser plus loin ses investigations, et d'atteindre peut-être les suborneurs.

Telle est la raison d'être de l'instruction préalable établie par l'article 330. Elle se trouve fort bien exprimée dans une note explicative de l'arrêt de la Cour d'Amiens, dont nous croyons utile de citer le passage suivant : « Il est facile de s'expliquer, d'ailleurs, que le législateur ait, par l'art. 330 C. instr. crim., retranché le faux témoignage du nombre de ces faits d'audience qui doivent être jugés séance tenante. Le faux témoignage n'est ni un fait spontané ni un fait simple, comme la plupart des crimes ou délits qui peuvent se commettre à l'audience : il a été résolu d'avance ; il est peut-être le résultat d'une influence exercée par une ou plusieurs personnes ; enfin il peut avoir été déterminé par des mobiles divers, tels que l'affection, la haine, l'intérêt ; et même, s'il a été obtenu par dons ou promesses, il cesse d'être un simple délit et devient un crime. (C. pén. 364.) Lors donc qu'un faux témoignage se produit devant un Tribunal correctionnel, il est nécessaire de rechercher s'il n'existe pas d'autres coupables ; il est nécessaire de rechercher aussi à quels mobiles ils ont obéi. Cela est nécessaire, soit afin de proportionner

la peine à la gravité morale du délit, soit afin de déterminer la juridiction compétente pour en connaître. Or on ne peut y parvenir qu'au moyen d'une instruction. Il doit être procédé à cette instruction, soit que le faux témoignage ait été porté devant la Cour d'assises, soit qu'il l'ait été devant un Tribunal correctionnel, et dès lors le faux témoignage ne peut, dans ce dernier cas, être jugé comme délit d'audience (1). »

SECTION II. — PEINE.

Nous avons vu plus haut (2) les différentes peines qui avaient successivement frappé le faux témoignage, et nous avons étudié succinctement les modifications apportées à la législation antérieure par la loi du 13 mai 1863, qui régit actuellement cette importante matière.

Il nous reste maintenant à entrer dans le détail et à étudier les pénalités édictées par les nouveaux articles (3).

Nous distinguerons, avec la loi nouvelle, suivant que le faux témoignage est commis en matière criminelle, en matière correctionnelle ou de police et en matière

(1) Note sous Amiens 18 août 1864. D. P. 64. 2. 191.

(2) V. *supra*, p. 4 et suiv.

(3) Art. 361 à 365.

civile. Nous parlerons ensuite des circonstances aggravantes.

Enfin, à raison de son importance, nous traiterons, dans un chapitre spécial, de la subornation de témoins.

§ I. — *Du faux témoignage en matière criminelle.*

Le faux témoignage en matière criminelle est prévu et puni par l'article 361 ainsi conçu :

« Quiconque sera coupable de faux témoignage en matière criminelle, soit contre l'accusé, soit en sa faveur, sera puni de la peine de la réclusion.

» Si néanmoins l'accusé a été condamné à une peine plus forte que celle de la réclusion, le faux témoin qui a déposé contre lui subira la même peine. »

Que faut-il entendre par ces mots : *en matière criminelle* ?

Le faux témoignage est réputé commis en matière criminelle, et tombe dès lors sous l'application de l'article 361, lorsqu'il a eu lieu dans des débats ouverts sur une accusation ayant pour objet un fait qualifié crime et poursuivi devant une juridiction statuant en matière criminelle, quelle que soit la nature de la condamnation intervenue sur cette accusation (1).

(1) Cr. cass. 25 août 1851, D. P. 55. 1. 334 ; Cr. r. 4 avr. 1859, D. P. 67. 5. 426.

Pour déterminer si la matière est correctionnelle ou criminelle, il importe donc peu de savoir quelle est la peine prononcée ; c'est le titre originaire de la poursuite qui sert de règle à cet égard. « Il importe peu, dit l'arrêt du 25 août 1854, que les débats aient eu pour résultat la condamnation des accusés à une peine purement correctionnelle, par suite de l'élimination des circonstances aggravantes, qui a réduit les faits à la condition de simple délit correctionnel. »

L'appréciation du caractère du faux témoignage ne saurait, en effet, dépendre du résultat des débats de l'affaire principale, la décision à rendre sur le faux témoignage étant le plus souvent *antérieure* à celle à rendre sur l'accusation au sujet de laquelle la fausse déposition s'est produite. De plus, cette circonstance que le faux témoin aurait été jugé seulement après l'accusé principal ne peut avoir aucune influence sur la criminalité de l'acte à lui imputé.

C'est l'accusation, et non la nature de la condamnation prononcée, qui fixe, en cette matière, le caractère du procès. Il importe peu que la condamnation soit simplement correctionnelle, à raison du rejet d'une *circonstance aggravante* ou de l'admission des *circonstances atténuantes* ou d'une *excuse légale*, si primitivement le faux témoignage se rapportait à un fait qualifié crime (1).

(1) Mêmes arrêts, et Cass. 20 mai 1813, S. 4. 355 ; 27 nov. 1873. Bull. n. 291.

Toutes ces solutions sont généralement acceptées. Mais une question très importante se pose : Que faut-il décider à l'égard du faux témoignage commis à propos d'une accusation de crime dirigée contre un *mineur de moins de seize ans* ?

Un premier point certain, c'est que l'acquittement de ce mineur, fondé sur la déclaration qu'il a agi sans discernement, laisse subsister la culpabilité de celui qui, au cours des débats, aurait porté un faux témoignage, soit contre ce mineur, soit en sa faveur. C'est une conséquence du principe que nous avons posé au début de cette étude : il n'est pas nécessaire, pour qu'il y ait faux témoignage, qu'un préjudice ait été causé : un préjudice possible suffit.

Mais le mineur de moins de seize ans n'est pas toujours irresponsable. Si donc il est déclaré avoir agi avec discernement, il peut être frappé d'une peine. Seulement le Code pénal a admis dans ce cas quelques règles spéciales :

D'une part cette peine, même encourue pour un crime, et quelle que soit la gravité de ce crime, ne peut jamais être qu'une peine correctionnelle (1).

De plus ce même mineur, fût-il accusé d'un crime, n'est justiciable que des Tribunaux correctionnels, s'il s'agit d'un crime passible d'une peine criminelle tem-

(1) C'est un emprisonnement dont le maximum est tantôt égal et tantôt supérieur au maximum de cette peine correctionnelle.

poraire. C'est seulement dans les deux cas prévus par l'art. 68 C. pén. que la Cour d'assises sera compétente : si le crime est passible de la peine de mort, de celle des travaux forcés à perpétuité ou de la déportation, ou bien s'il y a des complices ou des coauteurs présents au-dessus de cet âge.

Dans tous les cas où l'accusation portée contre un mineur de moins de seize ans ne peut aboutir qu'à une peine correctionnelle, alors même qu'elle porte sur un fait qualifié crime par la loi, nous devons conclure que le faux témoignage commis au sujet d'une telle accusation doit être considéré comme ayant eu lieu en matière correctionnelle (1), selon les termes de l'art. 362. En effet, le but purement correctionnel de la poursuite est fixé dès l'origine de l'accusation. Il n'en est pas de la compétence spéciale attribuée ici au Tribunal correctionnel comme des circonstances atténuantes ou de toute autre excuse légale. Le ministère public et les juges ne sont pas libres d'admettre ou de ne pas admettre cette compétence. Elle s'impose à eux de plein droit.

Au contraire, dans les deux cas prévus par l'art. 68, MM. Blanche et Dutruc soutiennent que le faux témoignage est rendu en matière criminelle.

Tel est le sens qu'il faut donner aux mots : *en matière criminelle*, de l'art. 361.

(1) Angers, 15 janv. 1850. D. P. 51. 2. 122.

Occupons-nous maintenant des peines portées en cet article.

La loi du 13 mai 1863 substitue à la peine des travaux forcés à temps la peine la moins élevée dans l'ordre des peines afflictives et infamantes, c'est-à-dire la réclusion. Cette peine est applicable au faux témoin, que le témoignage ait été porté contre l'accusé ou en sa faveur, que l'accusé ait été condamné ou acquitté.

Le paragraphe 2 de cet article 361 mentionne une circonstance aggravante : Si l'accusé a été condamné à une peine plus forte que celle de la réclusion, le faux témoin qui aura déposé *contre* lui subira la même peine. La loi exige que la fausse déposition ait été portée contre l'accusé : une fausse déposition faite à décharge ne serait pas passible de cette aggravation. Elle admet donc ici, dans une certaine mesure, la distinction qu'elle rejette, pour la généralité des cas, entre le faux témoignage porté contre l'accusé et celui qui est porté en sa faveur.

La loi exige de plus que l'accusé ait été condamné à la peine prévue par le paragraphe 2 par suite du faux témoignage porté contre lui, pour que la même peine soit applicable au faux témoin (1).

Cette aggravation est une survivance de la peine du talion, que nous avons vu appliquer au faux témoi-

(1) Cass. 13 fév. 1851. Bull. cass. crim. n. 61. Chauveau, F. Hélie et Villey, t. IV. n. 1816, p. 580.

gnage dans la loi romaine, dans l'ancienne jurisprudence et dans le Code de 1791 (1).

§ 2. — *Du faux témoignage en matière correctionnelle et de police.*

Après avoir réprimé le faux témoignage en matière criminelle, le Code pénal prévoit et punit, dans l'art. 362, le faux témoignage en matière correctionnelle et le faux témoignage en matière de simple police.

Le Code pénal de 1791 ne s'occupait pas de ces deux catégories : il ne prévoyait que le faux témoignage commis dans un *procès criminel*, et en *matière civile*. De là la controverse, que nous avons étudiée, sur le point de savoir si on devait faire rentrer ces deux catégories dans l'article 48 relatif aux matières criminelles, ou dans l'article 47 relatif aux matières civiles, controverse tranchée par la Cour de cassation dans le sens de l'article 47.

Le Code de 1810 avait prévu spécialement et puni de peines particulières le faux témoignage en matière correctionnelle et de police. Il le considérait comme un crime et prononçait contre lui la peine de la réclusion, peine criminelle qui était bien en disproportion avec

(1) Nous verrons plus loin une seconde circonstance aggravante résultant des dispositions de l'art. 364, V. infra, p. 110.

le préjudice que le faux témoignage pouvait causer à la société.

La loi du 28 avril 1832 abaissa la peine.

Enfin la loi du 13 mai 1863 décida que le faux témoignage en matière correctionnelle et de police ne constituerait plus qu'un délit, sous la réserve, bien entendu, du cas prévu par l'article 364.

A. — *Faux témoignage en matière correctionnelle.*

Le faux témoignage en matière correctionnelle est celui qui se produit au cours de débats engagés en justice sur des poursuites tendant à la répression d'un *délit*.

Il est prévu et puni par l'article 362 §§ 1 et 2 : « Quiconque sera coupable de faux témoignage en matière correctionnelle, soit contre le prévenu, soit en sa faveur, sera puni d'un emprisonnement de deux ans au moins et de cinq ans au plus, et d'une amende de 50 francs à 2.000 francs.

» Si néanmoins le prévenu a été condamné à plus de cinq années d'emprisonnement, le faux témoin qui a déposé contre lui subira la même peine. »

Cet article est conçu dans les mêmes termes que l'article précédent. La loi ne se préoccupe pas des conséquences de la fausse déposition, non plus que du mobile qui l'a provoquée. Peu lui importe qu'elle ait été portée contre le prévenu ou en sa faveur. Peu lui

importe que ce dernier ait été condamné ou acquitté. La peine est la même dans tous les cas. Son maximum est le maximum de l'emprisonnement correctionnel. Le coupable peut être puni, en outre, d'une amende de 50 francs à 2.000 francs.

Dans son § 2 l'article 362 prévoit une circonstance aggravante analogue à celle de l'article 361.

Certaines circonstances peuvent amener la condamnation du prévenu à une peine supérieure au maximum de l'emprisonnement correctionnel. Il peut, en effet, lui avoir été fait application de l'article 58 C. pén. sur la récidive, ou de la disposition exceptionnelle de l'article 67 relatif aux crimes commis par des mineurs de moins de seize ans, cas dans lesquels le faux témoignage conserve le caractère de faux témoignage en matière correctionnelle (1).

Dans ces deux cas, l'article 362 frappe le faux témoin de la même peine que celle prononcée contre le prévenu. Il exige ici, comme en matière criminelle, que la déposition ait été portée *contre* le prévenu, et que ce dernier ait été condamné. C'est toujours une survivance de la peine du talion.

B. — *Faux témoignage en matière de simple police.*

On entend par faux témoignage en matière de simple police celui qui se produit au cours de débats

(1) V. *supra*, p. 102.

engagés *en justice* sur des poursuites tendant à la répression d'une simple *contravention*.

Il importe de faire ici une distinction entre la contravention proprement dite, c'est-à-dire passible de peines de simple police, et le délit-contravention, qui est une infraction d'une espèce particulière, contravention par sa nature, et délit à cause de la peine. Le nouvel art. 362 ne s'applique qu'à la première.

La loi du 13 mai 1863 a converti ce faux témoignage en un simple délit ; et ce délit y est frappé moins sévèrement que le faux témoignage en matière correctionnelle.

C'est ce qui résulte de l'article 362 dont le § 3 est ainsi conçu : « Quiconque sera coupable de faux témoignage en matière de police, soit contre l'accusé, soit en sa faveur, sera puni d'un emprisonnement d'un an au moins et de trois ans au plus, et d'une amende de 16 francs à 500 francs. »

Il ne peut être question ici de la cause d'aggravation mentionnée plus haut en matière criminelle et en matière correctionnelle, par le § 2 des articles 361 et 362. En effet, la peine du faux témoignage en matière de simple police est toujours supérieure à celle que peut encourir le prévenu de la contravention à laquelle se rattache ce faux témoignage.

Il nous reste à étudier maintenant le § 4 de notre article 362, qui est applicable à la fois aux matières correctionnelles et aux matières de simple police :

« Dans ces deux cas, les coupables pourront, en outre, être privés des droits mentionnés en l'article 42 du présent Code, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, à compter du jour où ils auront subi leur peine, et être placés sous la surveillance de la haute police pendant le même nombre d'années. »

La loi du 28 avril 1832 appliquait ici la dégradation civique, qui est une peine infamante. La loi du 13 mai 1863, plus indulgente, remplace cette dégradation civique par la faculté donnée au juge de prononcer contre le faux témoin l'interdiction des droits mentionnés en l'article 42 pendant cinq ans au moins et dix ans au plus. De plus elle ajoute la surveillance de la haute police (1), également facultative pour le juge pendant le même laps de temps.

§ 3. — *Faux témoignage en matière civile.*

Le faux témoignage en matière civile est celui qui se produit *en justice* au cours de débats engagés dans une instance de la compétence de la *juridiction civile*.

Il constituait un crime sous le Code de 1810, et même après la loi de 1832, comme le faux témoignage en matière criminelle et en matière correctionnelle et de police. Mais la loi de 1863 en fit un simple délit,

(1) Aujourd'hui l'interdiction de séjour.

et substitua à la peine de la réclusion l'emprisonnement et l'amende, ainsi qu'il résulte de l'article 363 ainsi conçu : « Le coupable de faux témoignage en matière civile sera puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans, et d'une amende de 50 fr. à 2,000 francs. Il pourra l'être aussi des peines accessoires mentionnées dans l'article précédent. »

§ 4. — *Circonstances aggravantes.*

Des circonstances aggravantes peuvent modifier les peines du faux témoignage, que nous venons d'énumérer.

La première résulte de ce fait que l'accusé ou le prévenu principal a été condamné à une peine plus forte que celle de la réclusion en matière criminelle, ou à une peine plus forte que l'emprisonnement de cinq ans en matière correctionnelle. Nous l'avons étudiée en détail.

La seconde circonstance aggravante consiste en ce fait que le faux témoin « a reçu de l'argent, une récompense quelconque ou des promesses ».

Le Code de 1810 édictait aussi, dans ce dernier cas, une aggravation de peine, mais seulement en matière correctionnelle, de police et civile; les peines du grand criminel n'étaient nullement affectées par l'argent reçu, les récompenses ou promesses. L'ancien article 364 ne

s'occupait, en effet, que du « faux témoin en matière correctionnelle, de police ou civile ».

Quelle était la raison de cette exclusion ?

« C'est un crime extrêmement grave, quel qu'en ait été le motif, disait l'orateur du Gouvernement, de faire perdre à un innocent l'honneur et la liberté, quelquefois même la vie, ou de faire rentrer dans la société un coupable qui, enhardi par l'impunité même, commettra bientôt de nouveaux forfaits ; la loi n'a nul égard aux ressorts qui ont pu faire mouvoir le faux témoin. » Comme conséquence, la loi ne prononçait pas, au cas de corruption par dons ou promesses, une aggravation de peine.

La raison qui nous est donnée ici est loin d'être concluante : ce sont les mobiles qui ont poussé le faux témoin qui constituent la criminalité de son acte ; plus le mobile est immoral, plus la peine devrait être aggravée.

La véritable raison qui a guidé le législateur, c'est que, la loi prononçant les peines les plus sévères contre le faux témoignage en matière criminelle, il était difficile de les augmenter encore. Au contraire, lorsqu'il s'agit de peines correctionnelles ou de police, le législateur a cru devoir rechercher avec soin quel était le mobile qui avait fait agir le témoin ; car le fait était aggravé par les dons ou promesses, et autorisait une augmentation de peine.

Ce système demeura en vigueur jusqu'à la loi du 13 mai 1863.

La loi de 1863, ayant modifié la pénalité dans le sens de l'indulgence, a eu pour effet d'amener une modification dans l'article 364 : En toute matière, la corruption du témoin par des dons ou des promesses entraîne contre lui une aggravation de peine. Cela résulte de l'article 364, qui est ainsi conçu :

« Le faux témoin en matière criminelle qui aura reçu de l'argent, une récompense quelconque ou des promesses, sera puni des travaux forcés à perpétuité, sans préjudice de l'application du deuxième paragraphe de l'article 361.

» Le faux témoin en matière correctionnelle ou civile qui aura reçu de l'argent, une récompense quelconque ou des promesses, sera puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans et d'une amende de 50 francs à 2.000 francs.

» Il pourra l'être aussi des peines accessoires mentionnées en l'article 362.

» Dans tous les cas, ce que le faux témoin aura reçu sera confisqué. »

Le sentiment auquel a obéi le législateur de 1863 nous est donné par l'exposé des motifs dont nous détachons le passage suivant : « Aujourd'hui que nous remplaçons, dans l'article 361, les travaux forcés par la réclusion, il nous est facile d'élever la peine du faux témoignage dans tous les cas où elle se complique de la circonstance aggravante de dons ou promesses. » Et

plus loin : « On remarquera qu'à l'exception des matières de simple police, toutes les fois que le faux témoignage est acheté par des dons ou par des promesses, il garde la qualification de crime, et demeure dans les attributions du jury. Cette dérogation à notre nouvelle règle était commandée par la criminalité exceptionnelle du fait, et elle donnera peut-être une satisfaction suffisante à ceux qui pourraient répugner encore au déclassement que nous avons proposé. »

Le faux témoignage ainsi aggravé constitue un crime en matière criminelle et même en matière correctionnelle ou civile, quoique, dans ces deux dernières matières, le faux témoignage simple ne soit plus qu'un délit depuis la loi du 13 mai 1863.

Le faux témoignage en matière de police, dont la loi de 1863 a fait également un délit, conserve seul ce caractère, malgré l'aggravation de criminalité résultant de l'article 364.

Les promesses rendent le faux témoin qui les a acceptées passible de l'aggravation pénale de l'art. 364, alors même qu'elles seraient purement verbales (1).

(1) Cass. 17 sept. 1829, V^o Témoignage faux, 117.

CHAPITRE III

DE LA SUBORNATION DE TÉMOINS

« La subornation en général, nous dit Merlin, est la séduction par laquelle on engage quelqu'un à faire quelque chose contre son devoir. » Spécialement « c'est la corruption qu'on exerce sur des témoins pour les déterminer à certifier ou à déposer quelque chose contre la vérité (1). »

La subornation de témoins est prévue et punie par l'art. 365 C. pén., tel qu'il a été modifié par la loi du 28 avril 1832. Aux termes de cet article, « le coupable de subornation de témoins sera passible des mêmes peines que le faux témoin, selon les distinctions contenues dans les articles 361, 362, 363 et 364. »

Il résulte de cette disposition que la subornation de témoins est tantôt un crime, tantôt un délit.

Elle est un crime si elle tend à obtenir du témoin suborné un faux témoignage qui lui-même renferme les caractères d'un crime, c'est-à-dire un faux témoi-

(1) Merlin. Rép. V^o Subornation, n^o 7.

gnage en matière criminelle, ou un faux témoignage en matière soit correctionnelle, soit civile, avec la circonstance aggravante de dons ou promesses.

Elle n'est qu'un délit si elle tend à obtenir de ce témoin un faux témoignage ayant le caractère d'un délit, c'est-à-dire un faux témoignage non accompagné de dons ou promesses en matière correctionnelle, ou en matière civile; ou un faux témoignage en matière de police, aggravé ou non par des dons ou promesses.

Par suite, la subornation de témoins est passible tantôt d'une peine criminelle, tantôt d'une peine correctionnelle.

Ce chapitre comprendra deux sections :

SECTION I. — Éléments constitutifs de la subornation de témoins.

SECTION II. — Peines.

SECTION I. — ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS

DE LA SUBORNATION.

Le Code pénal ne définissant pas la subornation de témoins, un doute peut s'élever sur son caractère juridique, et une question se pose :

Est-ce un crime ou un délit principal et indépendant? Ou n'est-ce qu'un crime ou un délit accessoire, un fait de complicité par provocation du faux témoignage?

Nous savons ce qu'il faut entendre par complicité : c'est le fait d'avoir participé à un acte principal punissable, qualifié crime ou délit, de la manière définie par la loi, et avec connaissance et volonté. Les faits de complicité sont énumérés par l'article 60. Ils consistent :

1° Dans les provocations à l'action coupable, quand elles ont eu lieu à l'aide des moyens déterminés par cet article ;

2° Dans les instructions données pour la commettre ;

3° Dans le fait d'avoir procuré des armes, instruments ou autres moyens qui auront servi à l'action, sachant qu'ils devaient y servir ;

4° Dans l'aide ou l'assistance donnée aux faits qui ont préparé, facilité ou même consommé l'action.

Le premier cas, qui seul nous occupera, est prévu par l'article 60 § 1, qui énumère les moyens de provocation. Ce sont : « les dons, promesses, menaces, abus d'autorité ou de pouvoir, machinations ou artifices coupables. »

Ces explications rappelées, tous les auteurs et une jurisprudence considérable considèrent la subornation comme un fait de complicité du faux témoignage, qui peut être perpétré à l'aide de moyens autres que ceux

énumérés dans l'art. 60 C. pén. en matière de complicité par provocation (1).

Toutefois, un doute aurait pu naître, sous l'empire du Code de 1810, de la rédaction de l'article 365. En effet, cet article punissant le suborneur et le faux témoin de peines différentes, on pouvait supposer qu'il avait été dans l'intention du législateur d'ériger la subornation en crime spécial. Mais une pareille interprétation n'a jamais été admise par la jurisprudence : on ne voyait dans l'article 365 qu'une dérogation à l'article 59 quant à la peine dont le suborneur devait être frappé. Et la loi de 1832, en modifiant la pénalité, n'a rien changé au caractère de la subornation : cela résulte des discussions aux Chambres législatives lors de la révision du Code pénal de 1832. Le Gouvernement, dont l'avis fut adopté, « considère le suborneur du témoin comme un complice (2). »

La subornation n'est donc qu'un mode de complicité du faux témoignage, mais c'est une complicité spéciale, puisque, aux termes de l'arrêt précité du 15 septembre

(1) Cass. 15 sept. 1836. D. 37. 1. 158; — 16 janvier 1845. P. 46. 1. 45; — 5 février 1846. S. 46. 1. 591. P. 46. 2. 539; — 19 juin 1857. S. 57. 1. 865; P. 58. 1. 859. D. P. 57. 1. 372; — 22 juillet 1864. D. P. 67. 5. 427.

(2) V. en ce sens, soit avant, soit depuis la loi de 1832, MM. Le Graverend, loc. cit. t. I, p. 121; Berriat, Dr. crim. p. 13; Carnot, loc. cit. t. II, p. 192, n. 2; Bourguignon, loc. cit., t. III, p. 340; Merlin, Rép. V^o Subornation, n^o 7; Duverger, Juge d'instr. t. I, n. 15; Chauveau, F. Hélie et Villey, t. IV, p. 585; Le Sellyer, Instr. crim. I. n. 27.

1836, « la subornation peut être perpétrée par des moyens autres que ceux spécifiés en l'art. 60 C. pén. »

En ce qui concerne les dons ou promesses, d'abord, il est certain que la subornation de témoin peut exister sans que le suborneur y ait recours. D'après l'art. 365, en effet, la criminalité varie selon que le faux témoignage recherché par le suborneur tombe sous l'application des articles 361, 362 ou 363, qui supposent une fausse déposition faite sans dons ou promesses, ou de l'article 364, qui fait des dons ou promesses une cause d'aggravation de la peine encourue par le faux témoin. La subornation est donc punissable dans l'une et l'autre hypothèse. La Cour de cassation décide, en effet, que « les dons ou promesses constituent seulement pour le suborneur une circonstance aggravante du crime ou du délit de subornation (1). » C'est bien dire implicitement que la subornation peut exister et est punissable, indépendamment de cette circonstance.

En ce qui concerne les autres conditions de la complicité par provocation, menaces, abus d'autorité ou de pouvoir, machinations ou artifices coupables, la question est discutée.

Deux systèmes se trouvent en présence.

Dans un premier système, le mot subornation implique par lui-même l'emploi d'un de ces moyens.

(1) Cr. c. 24 août 1854. D. P. 54. 5. 737. V. aussi 16 janv. 1845 (aff. Gazaille); 5 février 1846 (aff. Gachier).

Lorsque la proposition faite à un témoin de porter en justice une déposition mensongère est dégagée de ces circonstances, sans lesquelles il ne saurait y avoir complicité par provocation, elle n'est pas plus punissable qu'elle ne le serait si elle s'appliquait à tous autres crimes ou délits plus graves que le faux témoignage. Cette opinion est soutenue par MM. Chauveau, F. Hélie et Villey : le mot subornation, disent en substance ces auteurs, implique par lui-même et nécessairement l'idée que la provocation au faux témoignage a été accompagnée de l'emploi de certains moyens de séduction ou de crainte.

Cette doctrine s'appuie sur un certain nombre d'arrêts de la Cour de cassation. Citons quelques décisions : 1° La provocation au faux témoignage ne peut constituer un acte de complicité du crime que lorsqu'elle est accompagnée de l'un des moyens énoncés dans l'art. 60 C. pén. (1) ; 2° Le fait d'avoir *provoqué* un témoin à porter un faux témoignage ne constitue pas un fait de subornation de témoins quand il n'est pas accompagné de l'une des circonstances prévues par l'art. 60 C. pén. (2) ; 3° L'expression *provocation* au faux témoignage n'équivaut pas légalement à celle de *subornation* (3).

(1) Cass. cr. rej. 6 oct. 1853. D. P. 53. 5. 440.

(2) Cass. cr. 30 mai 1851. D. P. 52. 5. 521. V. aussi Cr. cass. 22 déc. 1848. D. P. 51. 5. 119.

(3) Cr. cass. 10 mai 1861. D. P. 61. 5. 478.

Au sujet de ces deux derniers arrêts, une remarque s'impose. La Cour de cassation paraît distinguer le crime ou le délit spécial de subornation de témoins de l'acte de provocation qui constituerait la complicité du faux témoignage. Il ne faudrait pas cependant exagérer la portée de cette distinction : parfois elle réside surtout dans les termes. Et il serait téméraire de conclure de ces décisions que la jurisprudence a écarté absolument l'opinion que la subornation des témoins est un fait de complicité du faux témoignage. On peut seulement en inférer qu'elle la considère comme un mode spécial de complicité.

Dans un deuxième système, consacré par la majorité des auteurs et par une jurisprudence considérable, le fait de subornation de témoins n'est assujéti à aucun mode légal de perpétration. L'article 365, en effet, se sert de l'expression générale de subornation, sans exiger, comme en matière de complicité par provocation, que le faux témoin ait été suborné à l'aide de certains moyens spécifiés par la loi. C'est donc que le fait de subornation de témoins peut être consommé par des moyens quelconques : l'appréciation de ces moyens est abandonnée au pouvoir discrétionnaire du juge de répression (1).

De plus, nous avons vu plus haut que l'article 60 est certainement étranger à la subornation dans la partie

(1) Paris. 16 août 1836, J. G. Témoignage faux, 66. V. aussi arrêts cités p. 120, note 2.

de sa déposition relative à la nécessité des dons ou promesses ; cet article ne saurait davantage la régir dans celle où il énumère les autres moyens légaux, qui sont essentiels à la complicité par provocation.

C'est ainsi que la Cour de cassation a pu qualifier de subornation le fait d'avoir obtenu d'un témoin un faux témoignage en justice à l'aide d'une *séduction quelconque* employée envers ce témoin ; et notamment le fait d'avoir obtenu un faux témoignage en justice seulement *à titre de service*.

Il en est de même du fait d'avoir, par des *excitations*, et surtout par des *espérances* trompeuses d'impunité, induit un individu comparaissant en justice comme témoin à y commettre un faux témoignage (1).

C'est à ce second système que nous croyons devoir nous rallier, parce qu'il nous paraît fournir une explication beaucoup plus exacte des termes et de l'esprit de l'article 365. Nous déciderons donc que la subornation est un mode spécial de complicité non défini par la loi, et comprend par elle-même tous les caractères légaux du crime.

Il en résulte une conséquence importante. Dans les questions posées au jury, le mot subornation n'a pas besoin d'être expliqué par une définition et par l'adjonction des circonstances du fait, qui pourraient le faire rentrer dans les énonciations de l'art. 60 C. pén.

(1) Arrêts précités des 16 août 1836 et 22 juillet 1864.

Ainsi la question dans laquelle il est demandé au jury si l'accusé est coupable de subornation est à tort critiquée comme insuffisante (1). Et lorsqu'un individu poursuivi pour subornation d'un témoin avait autorité sur ce témoin, il n'est pas nécessaire de spécifier les moyens à l'aide desquels le suborneur a abusé de cette autorité (2).

Ceci a une très grande importance ; et le président doit peser avec soin les expressions dont il va se servir dans les questions posées au jury. S'il emploie le mot *subornation*, ce mot présentant par lui-même un sens complet, il n'a pas besoin de le définir, de l'expliquer, d'en énoncer les moyens. Mais s'il lui substitue le mot *provocation à un faux témoignage*, il faut de toute nécessité, et sous peine de nullité des questions et des déclarations, que le jury soit interrogé sur le point de savoir par quels moyens cette provocation a eu lieu ; c'est à

(1) Arrêt précité du 13 juillet 1861. V. aussi Cr. r. 9 nov. 1815, J. G. Tém. faux n. 69 ; — 9 mai 1815, D. P. 51. 5. 510 ; — 30 mai 1815, D. P. 52. 2. 524 ; — 13 avril 1854, D. P. 54. 5. 737 ; — Cr. r. 1^{er} mars 1855, D. P. 55. 1. 174 ; Cr. r. 13 juillet 1861, D. P. 61. 5. 478.

(2) L'énonciation, dans la décision rendue contre le suborneur, des moyens de subornation par lui employés n'est obligatoire que si ces moyens deviennent une cause aggravante de la criminalité du fait de la subornation.

Ainsi les dons et promesses faits par le suborneur et acceptés par le témoin constituent une circonstance aggravante de la subornation ; il en résulte que le jury doit être interrogé séparément sur le fait d'obtention de faux témoignage et sur la réception de dons et promesses par le témoin intéressé. (Cr. cass. 24 août 1854, D. P. 54. 5. 737.)

cette seule condition que la provocation pourra être l'objet d'une condamnation pénale (1).

C'est en ce sens que nous acceptons la distinction formulée par la Cour de cassation entre la subornation, qu'elle considère comme un mode spécial de complicité du faux témoignage, et la provocation au faux témoignage, qui, suivant elle, ne constitue qu'un mode ordinaire de complicité rentrant sous l'empire des règles établies par l'art. 60 C. pén.

Il résulte de cette distinction qu'un fait de subornation, opéré à l'aide de moyens autres que ceux dont parle l'article 60, pourra légalement donner lieu à une condamnation, si on lui attribue la qualification de subornation, tandis que ce même fait sera affranchi de toute peine, si on le considère comme une simple provocation au faux témoignage.

Il est donc du plus haut intérêt que le président ne substitue pas un mot à un autre. Il doit toujours se conformer à l'arrêt de renvoi pour la position des questions. C'est, en effet, à la Chambre d'accusation qu'il appartient exclusivement d'apprécier, par son arrêt de renvoi, si l'accusation doit porter sur une question de subornation dans le sens de l'article 365 ou sur une question de provocation avec ses condi-

(1) Crim. cass. 22 déc. 1848, D. P. 51. 5. 149 ; — 30 mai 1851, D. P. 52. 5. 524 ; 29 nov. 1851, D. P. 51. 5. 150 ; — 22 février 1855, D. P. 55. 1. 174 ; — 1^{er} mars 1855, *cod.*

tions d'équivalence à la subornation, telles que les prévoit l'article 60.

Ce pouvoir est exercé par les juges correctionnels, lorsque, par l'effet de la loi de 1863, la subornation de témoins ou la complicité par provocation de faux témoignage par provocation se réduisent à un simple délit.

La perpétration matérielle d'un fait même prévu par la loi pénale ne suffit pas pour que ce fait soit punissable. Le crime ou le délit de subornation de témoins est soumis à la règle générale, d'après laquelle il n'y a ni crime ni délit sans intention criminelle. Comme en toute matière, c'est l'intention qui constitue ici l'immoralité de l'acte.

Toutefois la constatation d'un fait de subornation de témoins implique par elle-même l'existence de cette intention : il n'est pas nécessaire que la question d'intention soit posée au jury ; une déclaration spéciale et distincte est inutile. C'est ce qui résulte d'un arrêt de la Cour de cassation d'après lequel, en fait de subornation de témoins, l'intention criminelle résulte de la nature même du délit, en sorte qu'il n'y a pas lieu à poser la question intentionnelle (1).

(1) Crim. rej. 19 nov. 1807. aff. Lorain.

Il a été décidé, à cet égard, que l'absence d'intention criminelle ne résulte pas de l'énonciation, dans un jugement, que le prévenu de subornation (un avocat) a pu être entraîné par un excès de zèle, par les doutes qu'il avait sur la culpabilité de son client, et par l'appréhension que les témoins à charge ne se fussent trompés : de telles considérations ne sont pas exclusives de la culpabilité de ce prévenu et ne peuvent motiver qu'une atténuation de peine. (Cr. r. 22 juillet 1864. D. P. 67. 5. 428.)

Une dernière question se pose : Le fait de déterminer un témoin à porter un faux témoignage est-il punissable quoique ce faux témoignage n'ait pas eu lieu?

La question a été très discutée; et pour la résoudre, nous devons recourir à la distinction signalée plus haut entre la subornation et la provocation au faux témoignage.

Lorsqu'il y a eu provocation au faux témoignage dans le sens de l'article 60, il est certain que cette provocation ne peut être punie comme complicité que si le faux témoignage auquel elle tendait, et qui en forme le fait principal, a réellement été commis. C'est l'application pure et simple des règles de droit commun en matière de complicité. La complicité, en effet, n'étant qu'accessoire à un fait principal, elle ne saurait, en principe, exister sans qu'il y ait un fait principal : là où il n'y a point de crime ou de délit, il n'y a pas de participation possible à un crime ou à un délit, par conséquent, pas de complicité (1).

(1) Toutefois la règle d'après laquelle la complicité est subordonnée à l'existence d'un fait principal reçoit quelques exceptions. Dans certains cas la provocation à un crime ou à un délit est punissable quoiqu'elle n'ait pas été suivie d'effet. Citons : la provocation au renversement du gouvernement actuel (art. 87); — une proposition non agréée de complot contre la sûreté intérieure de l'Etat (art. 89); — la seule fabrication d'instruments destinés à contrefaire ou altérer les monnaies (question controversée) (art. 132); — la tentative de corruption d'un fonctionnaire public (art. 179); etc., etc.

Lorsque la tentative est punie, les complices de celui qui a tenté de commettre le crime ou le délit sont également punissables.

Pour ce premier cas, la question ne fait pas de difficulté; la solution que nous venons de donner n'est contestée par personne.

En est-il de même à l'égard de la subornation de témoins?

Deux systèmes se trouvent en présence.

Dans le premier système, le crime ou le délit de subornation de témoins existe indépendamment de la réalisation du faux témoignage en vue duquel le témoin a été suborné. Le faux témoignage, dit-on, ne constitue pas un élément du crime ou délit de subornation : il n'en est que le but; ce n'est pas le succès qui fait l'immoralité de l'acte, c'est sa seule perpétration. Et on suit le même raisonnement que nous avons combattu plus haut au sujet de l'article 365 : Si, dit-on, le législateur a consacré un article spécial à la subornation de témoins, n'est-ce pas qu'elle lui a paru avoir ses caractères propres et constituer un crime distinct? C'est donc à tort qu'on l'a considérée comme une complicité pure et simple du faux témoignage; elle se suffit à elle-même et existe indépendamment de son résultat.

Mais nous savons que ce système n'a pas prévalu. La Cour de cassation a considéré la subornation comme un mode spécial de complicité du faux témoignage. Puisqu'elle est une complicité, elle forme avec le faux témoignage, qui en est l'objet et en forme le fait principal, un tout indivisible; aussi, elle doit être assujettie à toutes les règles de la complicité ordinaire par provo-

cation, c'est-à-dire qu'elle n'entraînera la punition du complice que si le fait ainsi provoqué a été réellement commis, et si ce fait est lui-même punissable.

De plus, si le législateur avait voulu punir la subornation de témoins, même lorsqu'elle n'a pas été suivie d'effet, il l'aurait déclaré expressément, comme il l'a fait à l'égard de la provocation à certains crimes ou délits (1). Or, l'article 365 ne contient aucune disposition de ce genre.

La jurisprudence s'était déjà formée en ce sens, même sous le Code de 1810. Or, nous savons que, par dérogation à l'article 59, l'article 365 de ce Code punissait le suborneur d'une peine plus forte que celle infligée au faux témoin suborné; ce qui pouvait faire supposer que le législateur avait fait de la subornation un crime distinct (2).

A plus forte raison la subornation a-t-elle le même caractère depuis la loi du 28 avril 1832, qui punit le suborneur de la même peine que le faux témoin et le traite ainsi comme « un complice ». C'est l'expression même dont se sert l'orateur du Gouvernement au Corps

(1) V. C. pén. art. 102; loi du 17 mai 1819, art. 1 et suiv.; loi du 9 sept. 1853; loi du 28 juillet 1894 sur les menées anarchistes.

(2) Cr. c. 4 déc. 1812; Cr. c. 9 déc. 1815. J. G. Témoignage faux, 55, 39. Cr. c. 26 avril 1816, *ibid.* 55, 32; — Cr. c. 23 août 1819, *ibid.* 55, 91; — Poitiers, 21 nov. 1819, *ibid.* 55; — Cr. c. 16 nov. 1821, *ibid.*; — Cr. e. 14 sept. 1826, *ibid.* 55, 58; — Cr. r. 8 juillet 1830, *ibid.* 55, 58. 2°.

législatif. Aussi la jurisprudence antérieure à 1832 a dû être maintenue sur ce point (1).

Il résulte de tout ce qui vient d'être dit que la subornation de témoins ne sera punissable, selon les termes de l'article 365, qu'autant que le faux témoignage qui en est résulté réunira toutes les conditions essentielles pour être lui-même punissable aux termes des art. 361 et suivants.

Mais peut-on, tout au moins, si le faux témoignage n'a pas été commis, poursuivre la subornation comme une tentative?

On ne peut d'abord la poursuivre comme une tentative de faux témoignage. En effet, le faux témoignage n'est pas imputable au suborneur; et de plus la tentative n'en est pas punissable même pour le témoin.

On ne peut pas davantage poursuivre la subornation comme une tentative de complicité, la loi pénale ne contenant aucune disposition qui punisse la tentative de complicité.

Le crime ou délit de subornation de témoins est donc subordonné à la condition que le faux témoignage auquel il tendait ait été porté. Mais cela suffit; et il peut être poursuivi et jugé sans que le témoin suborné

(1) Cr. c. 15 sept. 1836, J. G. Témoignage faux, 55. 58. 4°; — Cr. c. 11 oct. 1839, *ibid.*; — Cr. r. 22 juillet 1843, *ibid.* 55. 37; — Cr. c. 29 août 1844, D. P. 45. 4. 498; — Cr. r. 26 avr. 1851, D. 51. 5. 132.

ait été de son côté condamné ni même poursuivi (1). C'est l'application de la règle générale énoncée au titre de la complicité. Le complice peut être poursuivi par cela seul qu'il existe un fait principal punissable, sans qu'il soit besoin que la criminalité de ce fait soit constatée à l'égard de l'auteur principal.

Mais il est exigé, à peine de nullité, que la décision rendue à l'égard du suborneur *mentionne* le faux témoignage dont la subornation a été suivie, les deux faits devant recevoir la même qualification comme crime ou comme délit, et étant passibles de la même peine. Cette décision doit indiquer si le faux témoignage a été porté contre l'accusé ou en sa faveur (2).

Que faut-il décider si le témoin, sur les poursuites exercées contre lui pour faux témoignage, a été acquitté?

Cet acquittement fait-il disparaître le crime ou le délit de subornation, et empêche-t-il des poursuites et une condamnation contre le suborneur?

La question est très controversée en doctrine.

M. Faustin Hélie soutient qu'il y a chose jugée et que, par conséquent, l'action se trouve éteinte (3).

Ce système est fortement critiqué : il manque ici un

(1) Jugé en ce sens que la mise en accusation pour subornation de témoins, suivie de faux témoignage de ces derniers, ne peut être annulée sur le motif que les individus subornés n'auraient pas été condamnés ni même poursuivis pour faux témoignage. (J. G. Tém. faux. 64. Cr. r. 25 mai 1832.)

(2) Crim. cass. 22 mai 1850. D. P. 50. 5. 439; Cr. r. 16 sept. 1853. D. P. 53. 5. 440.

(3) Faustin Hélie. Instr. crim. t. II, n. 1001. Dans le même sens, Mangin, Tr. de l'action publique, t. II, n. 400. Contra, Merlin, Quest. de dr. V^o Faux. § 6.

des éléments nécessaires pour qu'il y ait chose jugée : l'identité de parties. D'autre part, ce système paraît confondre l'inexistence de l'infraction avec l'inexistence de la culpabilité.

Il est de principe, en matière de complicité, que l'acquittement de l'accusé principal ne fait pas obstacle à la condamnation du complice. Il en est de même en matière de subornation de témoins. Il faut néanmoins faire ici la distinction que nous venons d'annoncer, et qui a toujours été admise en matière de complicité ordinaire.

Il faut se demander quelles sont les raisons qui ont motivé l'acquittement de l'accusé principal. Il faut distinguer entre le cas où le faux témoignage n'a pas été porté ou n'est pas reconnu constant, et celui où, le faux témoignage ayant été porté, l'acquittement du témoin est fondé sur une *exception* qui lui est *personnelle*.

Dans le premier cas, il résulte des principes que nous venons d'exposer que le suborneur n'encourt aucune condamnation : puisqu'il n'y a pas d'auteur principal, il ne saurait y avoir ni complice ni coauteur.

Dans le second cas, au contraire, l'acquittement qui résulte du défaut d'intention criminelle ou du défaut de discernement laisse subsister le fait matériel de faux témoignage et n'empêche pas le témoin d'être passible de la peine prévue en l'article 365 (1).

(1) Cass. 16 janv. 1835, Bull. cass. crim. n. 20; — S. 35. 1. 310; — 21 juillet 1836, Bull. cass. crim. n. 336; — 15 sept. 1836, *ibid.* n. 298; — 12 juillet 1838, *ibid.* n. 209.

Toutefois, quelques difficultés se présentent lorsque le jury se borne à déclarer l'accusé de faux témoignage *non coupable*. Cette déclaration, en effet, laisse planer un doute sur le point de savoir si l'acquittement provient de ce que le fait incriminé n'a pas été commis, ou bien de ce qu'il a été commis, mais sans intention criminelle. Comment doit-elle être interprétée?

Peut-elle servir de base à une condamnation contre le suborneur?

En matière de complicité ordinaire, une telle déclaration laisse entière la question de perpétration matérielle du fait principal. La déclaration de non culpabilité à l'égard de l'accusé principal n'est pas contradictoire avec la déclaration de culpabilité à l'égard du complice : elle peut, dès lors, motiver contre ce dernier une condamnation. En effet, il est évident que si, après avoir nié la culpabilité de l'accusé principal, le jury déclare qu'il y a un complice, c'est qu'il reconnaît l'existence du fait qui lui est soumis (1).

Appliquant ces principes à notre matière, nous sommes amené à reprendre notre distinction entre la provocation au faux témoignage et la subornation proprement dite. Dans chacun de ces cas, en effet, nous appliquerons une solution différente.

Plaçons-nous dans l'hypothèse de la provocation à

(1) Cr. r. 14 sept. 1833; J. G. Instr. crim. 3545, 2°; — Cr. r. 30 août 1839; *ibid.* 3545, 1°; — Cr. r. 3 sept. 1847. D. P. 47. 4. 125; — Cr. r. 10 avril 1851. D. P. 51. 5. 556; — Cr. c. 21 août 1851. D. P. 51. 5. 131.

un faux témoignage. Elle constitue la complicité ordinaire prévue par l'article 60 : elle est donc subordonnée à l'existence d'un des moyens énoncés en cet article. Nous lui appliquerons la même solution que précédemment. La seule affirmation des actes constitutifs de cette provocation entraîne forcément celle du fait principal et peut servir de base à une condamnation contre le suborneur : une mention spéciale et expresse n'est pas exigée. Et il n'y a pas contradiction entre la déclaration affirmative du jury sur la *provocation* ainsi caractérisée et la déclaration de non culpabilité intervenue en faveur de l'accusé principal.

Lorsqu'il s'agit, au contraire, de subornation de témoin, il n'en est pas ainsi.

En effet, la subornation est un mode spécial de complicité. Le jury se borne à une déclaration pure et simple de ce crime, sans être tenu d'énoncer les faits qui le constituent. Il en résulte qu'on ne peut induire d'une telle déclaration l'existence du faux témoignage, alors même que l'accusé principal aurait été condamné (1). A plus forte raison en est-il de même si un acquittement a été prononcé ; le suborneur ne peut être condamné.

La déclaration affirmative du jury sur la question de *subornation* de témoins ne peut donc se concilier avec la déclaration négative rendue à l'égard de l'accusé

(1) Cr. cass. 22 mars 1850. D. P. 50. 5. 439.

principal que si elle mentionne expressément le fait de l'émission du faux témoignage.

Si elle renferme cette mention spéciale et expresse, le suborneur peut être condamné, bien que l'accusé du faux témoignage ait été acquitté, le fait principal devant alors être tenu pour constant (1).

Si, au contraire, la déclaration du jury, négative à l'égard de l'accusé de faux témoignage, et affirmative quant au suborneur, ne s'explique pas sur l'existence matérielle d'une déclaration mensongère, aucune condamnation ne peut intervenir, puisque la subornation ne peut exister et n'est punissable qu'autant qu'il y a eu un faux témoignage au moins matériel (2). « On ne doit pas perdre de vue, disent MM. Chauveau, Hélie et Villey, que le fait matériel d'un faux témoignage, ou du moins d'une déposition mensongère à l'audience, est indispensable pour l'exercice du crime de subornation ; car, si la culpabilité du témoin s'évanouit à raison de sa bonne foi, le faux témoignage est le crime principal dont la subornation n'est qu'un acte de complicité : il faut donc que le fait matériel de ce crime soit constaté par la déclaration du jury ; il faut qu'il soit constaté

(1) Cr. r. 27 déc. 1817 ; Cr. r. 22 août 1834. J. G. Tém. faux 62 ; Cr. r. 30 oct. 1834, *ibid* ; — Cr. c. 16 janv. 1845, *ibid*. 62 et 58 ; Cr. r. 22 mai 1846. D. P. 52. 5. 525.

(2) Cr. c. 14 sept. 1826. J. G. Tém. faux, 58, 1^{re} ; Cr. c. 30 sept. 1826, *ibid*. 58, 2^o ; Cr. r. 8 juillet 1830, *ibid*. ; — Cr. r. 30 juillet 1831, *ibid*. ; — Cr. c. 16 janv. 1835, *ibid*. 58, 3^o ; — Cr. c. 15 sept. 1836, *ibid*. 58, 4^o ; — Cr. c. 29 août 1844. J. G. Tém. faux, 58, 3^o, etc.

avec toutes les circonstances qui lui impriment un caractère criminel (1). »

En présence d'une déclaration du jury qui ne contient pas la mention que nous venons d'indiquer, que doit faire la Cour d'assises ?

Nous venons de voir qu'elle ne peut prononcer de condamnation ; mais doit-elle prononcer l'absolution de l'accusé de subornation, ou renvoyer le jury à compléter sa déclaration ?

La Cour d'assises doit se conformer aux termes de l'arrêt de renvoi : cet arrêt, en effet, est la base de l'accusation. Les questions posées par le président au jury doivent donc reproduire les faits et circonstances qui y sont énoncés.

Et alors de deux choses l'une : ou la question relative à l'accusé principal sera conforme à l'arrêt de renvoi, ou elle ne le sera pas.

Dans le premier cas, si l'arrêt de renvoi ne mentionne pas le fait d'un faux témoignage légalement commis, la déclaration conforme du jury purgerait l'accusation. L'absolution de l'accusé de subornation devrait être immédiatement prononcée. Et le ministère public serait, en ce cas, non recevable à se pourvoir contre cet arrêt d'absolution : c'était à lui à réclamer la position de la question relative au faux témoignage comme

(1) Chauveau, F. Hélie et Villey, t. IV, n. 1825, p. 590.

résultant des débats (1). La déclaration du jury, qui a prononcé sur toutes les questions et circonstances, est irrévocable : elle a consommé les pouvoirs du jury ; elle ne peut plus être restreinte ni étendue ; on ne peut y rien ajouter comme y rien retrancher. (Art. 350 C. instr. cr.)

Si, au contraire, l'omission commise par le président, dans les questions posées au jury, porte sur l'un des éléments constitutifs du crime, tel qu'il est déterminé par l'arrêt de renvoi, la déclaration du jury ne purge pas l'accusation. Dès que l'erreur est reconnue, les questions omises doivent être posées, et le jury doit être renvoyé à délibérer sur ces nouvelles questions (2).

SECTION II. — PEINE.

§ 1. — *Historique.*

Déjà l'ancien droit considérait la subornation de témoins comme un crime accessoire ou un fait de complicité du faux témoignage. Et il punissait ce

(1) Cass. 14 et 30 sept. 1826 ; 8 juillet 1830 ; 16 janv. 1835 ; 26 avril 1851. Cr. r. 26 avr. 1851. D. 51. 5. 132.

(2) Cr. c. 7 novembre 1850. D. P. 50. 5. 103 ; — 15 sept. 1836 ; 16 janvier 1845 et 27 juin 1846. Add. Cr. c. 11 oct. 1839 ; Cr. c. 5 janv. 1846. J. G. Tém. faux. 59. 58, et M. F. Hélie. Inst. crim., t. IX, p. 16 et suiv. 148. 248 et suiv.

crime accessoire de la même peine que le crime principal qu'il avait pour but de provoquer. « L'on ne doit pas s'étonner de la rigueur de ces lois, nous dit Muyart de Vouglans, quand on considère que le suborneur se rend doublement criminel, tant par le faux qu'il commet que par celui qu'il fait commettre au témoin dont il se rend l'homicide spirituel (1). »

Mais à la différence de ce qui a lieu dans notre droit actuel, et en vertu d'une disposition qui surprend nos esprits habitués à l'étude du Code pénal de 1810, le suborneur était punissable dans le cas même où le témoin qu'il avait essayé de corrompre avait refusé de donner un faux témoignage et déposé conformément à la vérité. Dans ce cas, il est vrai, la peine devait être moindre, parce que cette subornation n'avait causé aucun préjudice.

Enfin, en vertu d'une autre disposition assez remarquable, on distinguait le cas où la subornation aurait été pratiquée par l'accusé lui-même ; parce que, dans ce dernier cas, ce crime était moins punissable, à cause de la faveur de la défense fondée sur le droit naturel.

Le Code pénal de 1791 ne prévoyait pas la subornation de témoins. Ce silence semble indiquer qu'il

(1) Muyart de Vouglans. Lois crim. p. 265. V. aussi Jousse, t. III. p. 427. Enfin Julius Clarus, § Falsum, n. 3, dit, en parlant des suborneurs : *Sunt socii criminis et perjurii.*

laissait à ce fait le caractère d'un acte pur et simple de complicité.

Le projet du Code de 1810, au contraire, contenait une disposition ainsi conçue : « La subornation sera punie de la même peine que le faux témoignage. » Mais, dans la discussion qui eut lieu au Conseil d'Etat, M. de Cessac émit l'avis que la subornation devait être punie d'une peine supérieure à celle qui atteignait le faux témoignage : « Ce crime, disait-il, en renferme deux ; car le suborneur séduit le témoin et perd l'accusé. Il faudrait donc lui infliger un degré de peine au-dessus de celle que subit le faux témoin (1). »

Cette opinion prévalut : « Cette subornation, a dit M. Faure, dans son exposé de motifs, est une espèce de provocation si dangereuse qu'on a pensé que le coupable devait être puni plus sévèrement que la personne subornée. » Et l'orateur du Corps législatif ajoutait : « Cette aggravation est motivée par le rôle même du suborneur, qui est *plus qu'un complice ordinaire*, puisque c'est pour son intérêt seul que le crime est ourdi et consommé ; dans sa main, le faux témoin n'est qu'un instrument docile et anonyme (2). »

En conséquence, et d'après l'ancien article 365, la peine prononcée contre le suborneur était d'un degré supérieure à celle qui atteignait le faux témoin lui-

(1) Procès-verbaux du Conseil d'Etat, séance du 19 nov. 1808.

(2) Locré, t. XXX, p. 490.

même. Le coupable de subornation de témoins était puni de la peine des travaux forcés à temps lorsque le faux témoignage qui en avait été l'objet emportait la peine de la réclusion, des travaux forcés à perpétuité si le faux témoignage emportait la peine des travaux forcés à temps ou celle de la déportation, et de la peine de mort, lorsqu'il emportait celle des travaux forcés à perpétuité ou la peine capitale.

En 1832, la question de pénalité fut discutée. Le projet primitif supprimait l'aggravation édictée par le Code de 1810. Mais cette suppression rencontra quelque résistance au sein de la Chambre des pairs.

Cependant, faisant droit aux observations de M. Renouard, commissaire du Gouvernement, la Chambre des pairs renvoya l'article à la commission. Celle-ci présenta alors un nouveau rapport, aux termes duquel elle se rangea à l'avis du Gouvernement, qui considérait le suborneur comme un complice, et le punissait de la même peine que l'accusé principal (1).

En conséquence, l'article 365 fut ainsi rédigé : « Le coupable de subornation de témoins sera passible des mêmes peines que le faux témoin, selon les distinctions contenues dans les articles 361, 362, 363 et 364. »

La loi de 1863 a modifié les pénalités, mais n'a changé en rien le système que nous venons d'exposer ;

(1) *Moniteur* du 24 mars 1832; Chauveau, Code pénal progressif, p. 297.

c'est ce même article qui régit encore aujourd'hui notre matière.

Des dispositions de cet article il résulte que les peines de la subornation de témoins varient selon qu'il y a eu ou non emploi de dons ou promesses de la part du suborneur pour corrompre le témoin suborné ; et, dans chacun de ces deux cas, selon que le faux témoignage, objet de la subornation, a été porté en matière criminelle, correctionnelle, de police ou civile.

§ 2. — *Peines de la subornation de témoins sans dons ni promesses.*

Sous l'empire de la loi de 1832, l'individu coupable de subornation de témoins était puni, comme le faux témoin, des peines édictées par les articles 361 à 365 (1). Seulement, il fallait tenir compte, en matière criminelle, de l'aggravation pénale prévue pour le cas où l'accusé contre qui le témoin suborné aurait déposé, aurait été condamné à une peine plus forte que celle des travaux forcés à temps.

La loi du 13 mai 1863, en modifiant les peines du faux témoignage, a, par cela même, également modifié celles de la subornation de témoins.

Depuis cette loi, le suborneur est devenu passible : en matière criminelle, de la réclusion ou de la peine la

(1) V. *supra*, p. 20 et suiv.

plus forte infligée à l'accusé contre qui le témoin suborné a déposé ; — en matière correctionnelle, d'un emprisonnement de deux à cinq ans et d'une amende de 50 francs à 2,000 francs, ou de la peine la plus forte infligée au prévenu contre lequel le témoin suborné a déposé, si ce prévenu a été condamné à plus de cinq ans d'emprisonnement ; le juge a, en outre, le droit de le priver des droits mentionnés en l'article 42, et de le placer sous la surveillance de la haute police (1) pendant cinq ans au moins et dix ans au plus ; — en matière de police, d'un emprisonnement d'un an à trois ans et d'une amende de 16 fr. à 300 fr., indépendamment des peines accessoires et facultatives énoncées ci-dessus ; — en matière civile, d'un emprisonnement de deux à cinq ans et d'une amende de 50 francs à 2,000 francs, indépendamment des peines accessoires énoncées ci-dessus.

§ 3. — *Peines de la subornation de témoins
avec dons et promesses.*

La loi de 1832 a identifié la peine de la subornation et celle du faux témoignage.

Le suborneur par dons et promesses y était puni : en matière criminelle, des travaux forcés à temps ou de la peine plus forte à laquelle avait été condamné l'accusé

(1) Remplacée aujourd'hui par l'interdiction de séjour.

contre qui le faux témoin avait déposé ; — en matière correctionnelle ou civile, des travaux forcés à temps ; — en matière de police, de la réclusion, que la loi de 1832 a substituée quant au faux témoin, et dès lors quant au suborneur, à la peine des travaux forcés à temps que prononçait le Code de 1810.

La loi de 1863 a maintenu le même principe ; mais elle a modifié les pénalités édictées contre le faux témoignage : il a donc fallu mettre l'article 365 en harmonie avec ces pénalités.

Aujourd'hui le suborneur par dons ou promesses est passible, toujours comme le faux témoin : en matière criminelle, des travaux forcés à temps, de la déportation ou de la peine de mort ; — en matière correctionnelle ou civile, de la réclusion ; — en matière de police, d'un emprisonnement de deux à cinq ans et d'une amende de 50 francs à 2,000 francs ; indépendamment des peines accessoires et facultatives de la privation des droits mentionnés en l'article 42, et de la surveillance de la haute police pendant cinq ans au moins et dix ans au plus (1).

(1) V. *supra*, p. 141, note 1.

CHAPITRE IV

DE LA RÉVISION DANS SES RAPPORTS AVEC LE FAUX TÉMOIGNAGE

§ 1. — *Notions générales.*

La fausseté d'une déposition apportée en justice par un témoin peut être constatée sur-le-champ par le magistrat; ou tout au moins des doutes peuvent s'élever sur sa sincérité. C'est l'hypothèse que nous avons déjà envisagée (1) : le président peut, dans ce cas, ordonner immédiatement l'arrestation du témoin « dont la déposition paraît fausse », et la Cour ordonner, même d'office, le renvoi de l'affaire à la prochaine session.

Mais le plus souvent il n'en sera pas ainsi. Le faux témoignage sera enveloppé d'un voile si impénétrable qu'il échappera à la sagacité des magistrats. Les tribunaux, induits en erreur, vont rendre, de très bonne foi, un jugement qui sera la négation de la justice : un innocent sera condamné ; son nom sera taché d'infamie.

(1) V. *supra*, p. 74.

mie; et la sentence ayant acquis l'autorité de la chose irrévocablement jugée, il sera exposé à expier la faute d'un autre dans la souffrance et dans le déshonneur.

Cependant, il est possible que la vérité parvienne à se faire jour, et que, postérieurement à la condamnation, le faux témoignage soit découvert ou rétracté par son auteur. Si forte et inattaquable que doive être la chose jugée, lorsque les voies de recours de droit commun ont été ou pu être utilisées, il fallait, sous peine de consacrer une souveraine injustice, faire violence au principe qui consacre cette autorité de la chose jugée, et créer une voie de recours extraordinaire contre la décision entachée d'erreur.

C'est ce qui a été fait par l'institution de la révision.

La révision, en matière criminelle, est donc le moyen de faire tomber et annuler une condamnation irrévocable.

Elle a pour cause la possibilité où sont les juges de commettre une erreur judiciaire. Mais, sous peine de rendre vaine l'autorité qui doit s'attacher aux sentences judiciaires, on conçoit aisément que, si une législation admet la révision, elle ne doit le faire que dans des cas strictement déterminés et limités. Notre législateur l'a ainsi compris : aussi a-t-il renfermé notre matière dans le cadre étroit des quatre cas énumérés par les articles 443 à 447 C. instr. crim.

Nous les étudierons plus loin.

Mais la matière est de telle importance, à raison de

la gravité des conséquences que peut entraîner le faux témoignage, que nous croyons utile, avant d'aborder l'étude du droit actuel, de faire une étude sommaire de la législation ancienne.

§ 2. — *Historique.*

Cet acte de protection et de haute autorité a une origine fort ancienne, et était en usage chez différentes nations.

Sous l'empire du droit romain, la révision des procès était admise en toute matière. La loi 35, ff. *de re judicata*, accordait une sorte de révision des condamnations injustes, sur des *lettres émanées du prince*. Et les lois 1. C. *de sententiis præfectorum prætorio*, 5. C. *de precibus imperatori offerendis*, et la novelle 119 chap. V accordaient une voie appelée *supplication* contre les affaires jugées en dernier ressort.

Sous l'empereur Constantin et sous ses successeurs, les accusés, par quelques juges qu'ils aient été condamnés, et en toutes matières, pouvaient avoir recours à l'autorité du prince pour en obtenir la permission de faire revoir leur procès.

Les rois de France ont également usé du même pouvoir ; et cette voie de recours était en usage sous le nom, soit de *révision*, soit de *proposition d'erreur*, en toute matière, et contre tous les arrêts ou jugements rendus en dernier ressort.

L'ordonnance de 1667 la supprima en matière civile (1), mais institua, pour parer aux mêmes éventualités, la *requête civile*.

Les matières civiles et les matières criminelles se trouvant ainsi nettement départagées, la révision fut donc restreinte aux matières criminelles seules, heureuse innovation, car, selon la remarque de Tolozan (2), si l'humanité ne permet pas d'abroger l'usage de la révision, dès que c'est la vie, la liberté ou l'honneur des citoyens qui sont en jeu, il en est autrement lorsqu'il s'agit d'un intérêt purement civil. « Il importe, en effet, au repos des familles, alors qu'une décision souveraine est intervenue, et que toutes les voies judiciaires ont été mises en usage, de ne plus renouveler des contestations irrévocablement et contradictoirement décidées entre les parties. »

L'ordonnance de 1670 et le règlement du Conseil de 1738 retracent les formes à suivre pour obtenir ce qu'on appelait alors les *lettres de révision*, mais ne déterminent pas, comme le droit nouveau, les cas de révision. Au dire de Tolozan, on admettait, comme pouvant donner lieu à révision, après l'épuisement des autres voies judiciaires, toutes les erreurs qui pouvaient vicier la sentence, *erreur de droit comme erreur de fait* (3).

(1) Art. 42. tit. 35.

(2) P. 311.

(3) Quant à l'erreur de droit cependant, la révision était assez rare.

L'Assemblée constituante, qui venait d'instituer le jury, considéra sans doute la révision comme incompatible avec cette institution et la supprima. Cela résulte implicitement du décret des 8-9 oct.-3 nov. 1789. C'est qui le prouve bien, c'est que, plus tard, par le décret du 19 août 1792, pour ne pas violer le principe de non rétroactivité des lois, elle investit la Cour de cassation du droit de juger les demandes en révision introduites *antérieurement* au décret de 1789.

Mais aucune institution n'a le privilège de l'infailibilité. Moins de deux ans après, un procès retentissant venait démontrer l'imprévoyance de la loi. La condamnation d'un innocent, démontrée par la contradiction de deux jugements inconciliables, forçait la Convention à rabattre un peu de la confiance qu'elle avait mise dans l'infailibilité du jury.

La révision fut donc rétablie, mais pour un cas seulement, le cas d'existence simultanée de deux condamnations inconciliables (1).

Le Code de brumaire an IV ne s'occupe pas de la voie de la révision : il semble même l'abroger par son article 594 (2), qui déclare qu'à l'avenir il n'y aura plus

(1) Décret du 15 mai 1793.

(2) Article 594 : Les dispositions des deux premiers livres du présent Code devant seules, à l'avenir, régler l'instruction et la forme tant de procéder que de juger, relativement aux délits de toute nature, les lois des 16 et 29 sept. 1791 concernant la police de sûreté, la justice criminelle et l'établissement des jurés, sont rapportées, ainsi que toutes celles qui ont été rendues depuis pour les interpréter ou les modifier.

d'autres règles et d'autres formes de procédure criminelle à suivre que celles contenues dans le présent Code. Le législateur avait vu, comme celui de 1789, une incompatibilité entre la voie de la révision et l'institution du jury. Les partisans du jury avaient craint, nous dit M. Le Graverend, « que le respect dont les organes de la loi et les arrêts de la justice doivent être environnés ne reçût quelque atteinte d'une disposition qui, après l'accomplissement de toutes les voies judiciaires, offrirait encore un moyen d'attaquer et même de faire anéantir un arrêt définitif de condamnation (1). »

Le législateur moderne a pensé tout autrement. Il a compris que rien n'est parfait et infaillible de ce qui sort de la main des hommes, et que l'erreur a la possibilité de s'y glisser. Et cette faillibilité des jugements humains reçoit un témoignage éclatant de la bouche d'un publiciste célèbre, par cela surtout qu'il appartient à un pays où le jury est en grand honneur : « Tant que les hommes, nous dit-il, n'auront aucun caractère certain pour distinguer le vrai du faux, une des premières sûretés qu'ils se doivent réciproquement, c'est de ne pas admettre, sans une nécessité démontrée, des peines absolument irréparables. N'a-t-on pas vu toutes les apparences du crime s'accumuler sur la tête d'un accusé dont l'innocence était démontrée quand il ne

(1) Le Graverend, *Traité de législation criminelle*, t. II, p. 732.

restait plus qu'à gémir sur les erreurs d'une précipitation présomptueuse? Faibles et inconséquents que nous sommes! Nous jugeons comme des êtres bornés, et nous punissons comme des êtres infailibles (1)! »

« D'ailleurs, selon l'observation de l'orateur du Gouvernement, c'est surtout dans l'institution du jugement par jurés qu'il faut invoquer ce beau rescrit de Trajan, passé en proverbe, « qu'il vaut mieux absoudre dix coupables que de condamner un innocent (2). »

C'est dans cette pensée que le Code d'instruction criminelle a jugé nécessaire de rétablir la révision. Mais, à la différence des législations antérieures, il a réduit à trois les cas possibles des demandes en révision :

1^{er} Cas : deux condamnations inconciliables.

2^e Cas : preuve de l'existence de la personne prétendue homicidée ou indices suffisants sur son existence.

3^e Cas : condamnation pour faux témoignage (3).

Le C. instr. crim. a donc évité les abus et les dangers des décrets antérieurs. En effet, « une grande circonspection est nécessaire, car tout excès

(1) Jérémie Bentham, *Traité de la législ. civile et pénale*.

(2) Berlier. Exposé des motifs, n. 10.

(3) Le 3^e cas seul nous occupera. Nous remarquerons qu'il est cité pour la première fois, comme cas spécial de révision, par le Code de 1808.

serait nuisible; et, sans des limites tracées avec sagesse et précision, ce ne serait plus la justice appliquée à quelques espèces, mais l'arbitraire planant sur toutes et tendant, sous de frivoles prétextes, à tout remettre en question. »

Des articles 443 et suivants, il résultait plusieurs conséquences qu'il importe de signaler :

1^o La révision ne pouvait être demandée qu'en cas de condamnation prononcée en matière de *grand criminel*, et alors qu'il était intervenu des peines afflictives et infamantes; mais jamais en matière de simple police ou correctionnelle (1).

2^o Les dispositions du Code d'instruction criminelle étaient limitatives : La révision ne pouvait être accordée que dans les trois cas énoncés par la loi. *

Malgré cela, certains auteurs, au nombre desquels M. Carnot, soutiennent que le chef de l'Etat, usant de sa souveraine puissance, pouvait ordonner la révision d'un procès hors les cas déterminés par le C. instr. crim. ; et que les tribunaux devaient s'empressez de déférer à ses ordres, « puisque, ayant le droit de faire grâce, il a nécessairement le droit d'ordonner la révision des procès que des circonstances particulières tirent de la règle commune (2). » C'était instituer une *révision gracieuse*.

(1) Arg. des mots : *crimes* justiciables de la Cour d'assises, et *accusés*. V. aussi Le Graverend, t. II, p. 735 ; Bourguignon, t. II, p. 350 ; Carnot, t. III, p. 234.

(2) Carnot, loc. cit. t. II, p. 224.

Cette opinion, très contestable, se basait sur les deux faits suivants : Un décret impérial de 1813 porte des lettres patentes de révision, lesquelles ont été transcrites et enregistrées en audience solennelle de la Cour de cassation le 18 janvier 1814, sous la présidence de M.-Molé (1). En second lieu, il existe un autre exemple de révision octroyée par suite d'un décret impérial, c'est celui qui a annulé, en 1811, la décision du *jury d'Anvers*.

Mais ces mesures ne constituent pas un argument suffisant à l'appui de la thèse que nous venons d'exposer. Ce sont des abus d'autorité, employés par un souverain despotique contre des décisions qui avaient le tort de n'être pas rendues selon ses vues. Ils ont été, du reste, de tout temps, très sévèrement jugés ; et l'exemple n'a pas été suivi.

C'est ainsi qu'en 1832, à l'occasion d'une condamnation célèbre, le pouvoir refusa de donner suite à une demande de révision qui lui était adressée, parce que l'affaire se trouvait en dehors des cas prévus par la loi (2).

3° Bien que la loi emploie le terme « Cour d'assi-

(1) Aff. Ellemberg, 20 déc. 1813. Dans l'espèce, le vrai coupable ayant été découvert, on intenta les poursuites contre lui, mais il ne put être mis en jugement, la prescription ayant couvert son crime.

(2) 15 février 1832. Il s'agissait de la révision de l'arrêt de la Cour des pairs du 7 décembre 1815, qui avait condamné à mort le maréchal Ney, révision demandée par sa veuve et ses enfants.

ses », la Cour de cassation, appelée à faire application du principe des articles 443 et suiv. aux sentences émanées des Conseils de guerre ainsi qu'aux jugements des Tribunaux correctionnels, n'a pas hésité à accorder, dans ces cas, le bienfait de la voie de la révision (1).

Les articles 443 à 447 ont été modifiés par la loi du 29 juin 1867.

Cette loi a maintenu les trois cas de révision prévus et définis par le Code, et n'en a pas établi d'autres. Ses modifications ont consisté à étendre les limites de son application, en admettant la révision, d'une part, au profit des condamnés correctionnels (2), et, d'autre part, au profit des condamnés décédés.

Le Code d'instruction criminelle n'avait admis l'extension de la révision aux condamnés décédés que pour un seul des trois cas, celui où le recours en révision est motivé par l'apparition de la personne qu'on croyait victime du meurtre ou de l'assassinat. Le législateur de 1867 a pensé avec raison qu'il n'y avait aucun motif de distinguer entre les divers cas de révision, et qu'en toute hypothèse la mémoire du condamné mort méritait, comme le condamné vivant, une réhabilita-

(1) Pour les Conseils de guerre, Cass. 10 mai 1850. S. 50. 1. 403; D. P. 50. 1. 137; et pour les Tribunaux correctionnels, Cass. 30 déc. 1842; S. 42. 1. 71; 2 septembre 1843. S. 44. 1. 367; — 10 mai 1850, précité; 25 avril 1851. S. 51. 1. 297; 30 nov. 1860. S. 61. 1. 104.

(2) En cela, elle n'a fait que consacrer la jurisprudence de la Cour de cassation.

tion qui fût disparaître la tache d'une flétrissure imméritée.

Au cours de la discussion de la loi de 1867, on avait agité la question de savoir s'il n'y avait pas lieu de multiplier les cas de révision, mais cette extension fut considérée comme périlleuse et contraire à la bonne administration de la justice. Aussi les cas de révision demeurèrent les mêmes que sous l'empire du Code d'instruction criminelle.

En ces derniers temps, on a trouvé trop restrictives les dispositions de l'article 443, et une loi du 8 juin 1895 est venue introduire un quatrième cas de révision. Depuis cette loi, la voie de la révision sera ouverte « lorsque, après une condamnation, un fait viendra à se produire ou à se révéler, ou lorsque des pièces inconnues lors des débats seront représentées, de nature à établir l'innocence du condamné. »

Ce paragraphe 4 ajouté à l'article 443 par la loi de 1895 présente dans notre matière une importance considérable. Et sans porter la moindre atteinte au principe fondamental de l'autorité de la chose jugée, il réalise une réforme depuis longtemps attendue.

Jusqu'à ces dernières années, la législation qui régissait la révision présentait un aspect disparate et incomplet, conséquence inévitable des remaniements successifs qu'elle avait subis depuis un siècle. Ces remaniements, faits en vue de cas particuliers, s'étaient bien plus préoccupés de satisfaire au besoin du mo-

ment que de fixer d'après des vues d'ensemble un principe général de logique et d'équité. Il en résultait que le législateur avait laissé de côté bien des cas qu'il n'avait pu prévoir, et que le cadre qu'il avait fixé était devenu trop étroit. Dans ces conditions, la présomption de chose jugée, dont toutes les législations doivent tendre à faire une réalité, était devenue un mensonge ; et ce principe indispensable de notre droit couvrait souvent des erreurs judiciaires.

La loi du 8 juin 1895 a heureusement remédié à cet état de choses par une disposition à la fois assez sévère pour n'autoriser la révision que quand elle sera commandée par la certitude de l'erreur, et assez générale pour comprendre toutes les hypothèses possibles d'erreur.

Elle est le complément nécessaire, mais aussi suffisant, des dispositions antérieures. C'est ainsi qu'elle ouvre la voie de la révision à toute une série d'espèces dans lesquelles l'erreur était autrefois irréparable, par exemple par suite de l'extinction ou de la prescription de l'action publique contre le vrai coupable enfin découvert ; ou encore par suite du décès du faux témoin, de son irresponsabilité, ou de la prescription de l'action publique à son égard, etc.

Il n'y a plus aujourd'hui d'erreur irréparable depuis le nouveau texte. Et en effet, bien que la culpabilité d'un autre que le condamné, bien que le faux témoignage ne puissent plus être établis par une condamna-

tion, cette culpabilité, ce faux témoignage peuvent être certains, démontrés par des faits nouveaux ou des pièces non produites aux débats, et faire eux-mêmes la preuve de l'innocence du condamné. En dehors même de ces cas, l'innocence peut résulter manifestement et directement des faits ou des pièces que ne connaissaient pas les premiers juges. Ce sont ces divers cas que la loi embrasse sous le terme générique de « fait nouveau », et qui étaient restés en dehors des trois premiers paragraphes.

En résumé, la loi nouvelle a étendu le droit de demander la révision à tous les cas où l'erreur judiciaire peut être reconnue. C'est ce qu'exprimait très bien M. le sénateur Béranger dans son rapport : « Ne peut-il y avoir de certitude que dans la constatation matérielle de faits tangibles ? Assurément non. Ce serait reculer d'un siècle et retomber dans le système justement condamné des preuves légales. La philosophie du droit n'admet plus que la vérité soit enchaînée dans des limites fatales. La preuve morale a pour elle le même degré de certitude que la preuve matérielle. »

§ 3. — *Conditions d'ouverture de la révision.*

« Ainsi que nous venons de le voir, depuis la loi du 8 juin 1895, la révision est donc possible dans quatre cas, limitativement énumérés par l'article 443.

Le quatrième cas, comme nous le savons, est le complément nécessaire des trois premiers.

Parmi ceux-ci, un seul nous occupera, parce qu'il se rattache directement à notre sujet. C'est le troisième cas, qui est ainsi indiqué par l'article 443 : « La révision pourra être demandée en matière criminelle ou correctionnelle, quelles que soient la juridiction qui ait statué et la peine qui ait été prononcée :..... 3° lorsqu'un des témoins entendus aura été, postérieurement à la condamnation, poursuivi et condamné pour faux témoignage contre l'accusé ou le prévenu ; le témoin ainsi condamné ne pourra pas être entendu dans les nouveaux débats. »

Que signifient ces mots qui terminent le § 1 de l'article 443 : « et la peine qui ait été prononcée » ? Ces mots ont été ajoutés à la rédaction de 1867, et voici pourquoi :

La loi de 1867 avait étendu le bénéfice de la révision aux matières correctionnelles, à la condition qu'il s'agisse d'une condamnation à l'emprisonnement ou à une peine emportant interdiction totale ou partielle des droits civils, civiques et de famille. La loi de 1895 a fait un pas de plus et étendu la révision même au cas où la condamnation consiste en une simple amende. C'est ce qui résulte des explications que M. Pourquery de Boisserin, rapporteur de la loi, a fournies à la Chambre des députés en réponse à une question de M. Philippon, et qui précisent bien le caractère de

cette déposition : « Ce que propose la commission est un complément de la réforme de 1867. En 1867, on avait accordé la révision pour les délits correctionnels, en la limitant aux cas d'emprisonnement ou de privation totale ou partielle des droits civils, civiques ou de famille. La commission a accepté la révision en matière correctionnelle, même lorsqu'une simple amende est prononcée. M. Philippon voulait demander à la commission si la révision serait possible en matière de délits de chasse ou de pêche. Oui, toute condamnation pour délit prévu par le Code pénal ou par une loi spéciale, comme celle du 3 mai 1841 sur la chasse, ou du 15 avril 1829 sur la pêche, est révisable. La révision n'existera pas, d'après la commission, en matière contraventionnelle, ainsi que l'indique l'article 1^{er} du Code pénal..... En résumé, quelle que soit la juridiction qui statue, l'article, qui s'applique au Code pénal militaire et au Code pénal de la marine, ne vise que les crimes et les délits, non les contraventions, qui ne blessent jamais l'honneur et ne créent pas de casier judiciaire (1). »

Ces explications données, étudions le cas prévu par le § 3.

Un ou plusieurs témoins ayant déposé dans une affaire sont, postérieurement à la condamnation de l'accusé principal, poursuivis et condamnés pour faux

(1) *Journal officiel*, 6 janvier 1892, p. 2952.

témoignage porté contre l'accusé ou le prévenu. Il y a une présomption que ce dernier n'était pas coupable. Toutefois, selon la remarque de l'orateur du Gouvernement, l'erreur de la condamnation ne se montre pas avec une évidence absolue, « car il est strictement possible que le faux témoignage n'ait pas seul dicté la déclaration du jury devant les Cours criminelles ou formé l'opinion des juges dans les matières qui leur sont spécialement réservées. »

C'est cette présomption d'innocence qui donne ouverture à la révision du jugement ou de l'arrêt qui a prononcé la condamnation.

Pour que cette révision soit admissible, il faut, tout d'abord, que le témoin ait été condamné pour faux témoignage (1), et ensuite que ce faux témoignage ait été porté contre l'accusé ou le prévenu.

Sous l'empire du Code de 1810, l'article 445 portait ces simples mots : témoin ayant « déposé à charge contre l'accusé » ! Aussi une difficulté s'était élevée à ce sujet. On s'était demandé si, dans cette expression, qui paraissait très restrictive, on devait comprendre les témoins à décharge ayant (circonstance difficile à imaginer) déposé contre l'accusé ? On se décidait généralement pour l'affirmative. En effet, dit M. Carnot, « bien que, dans l'acception ordinaire du mot, on ne com-

(1) Si le faux témoin a été absous ou acquitté, il ne peut y avoir lieu à révision.

prenne par témoins à charge que ceux qui sont cités et entendus à la requête du ministère public et de la partie civile, il ne faut pas prendre l'expression dans un sens aussi restreint. S'il arrivait qu'un témoin cité à la requête de l'accusé lui-même fit une déposition contre lui et fût condamné pour faux témoignage, l'article 445 deviendrait applicable et la voie de la révision serait ouverte. »

Du reste, le nouveau texte de l'article 443 lève tous les doutes et comprend dans sa rédaction tous les témoins, quels qu'ils soient, dès qu'ils ont déposé contre l'accusé ou le prévenu.

Pour que la voie de la révision soit ouverte, il faut, de plus, que la condamnation du faux témoin soit devenue définitive. En effet, tant que toutes les voies de recours n'ont pas été épuisées, ou tout au moins tant que les délais dans lesquels elles peuvent être exercées ne sont pas expirés, il n'est pas absolument certain qu'il y ait eu faux témoignage.

Il résulte de cette condition une conséquence très grave. Si le témoin prévenu de faux témoignage, alors même qu'il serait en état de mandat d'arrêt ou d'accusation, décède avant d'avoir été jugé et condamné, le bénéfice de la révision s'évanouit, l'action publique s'éteignant par sa mort. « C'est un malheur, sans doute, pour le condamné, que ce décès prématuré du témoin prévenu de faux témoignage, puisqu'il le prive du

bénéfice de la révision. Mais la meilleure institution a son côté faible (1). »

M. Le Graverend va même plus loin. Pour lui, la mise en accusation prononcée contre le témoin à charge ne peut suffire pour permettre au condamné de demander la révision de l'arrêt qui le concerne. Il en est de même de la condamnation intervenue contre ce témoin, si celui-ci est encore dans les délais pour se pourvoir en cassation, ou même s'il meurt depuis ce recours et avant la décision de la Cour de cassation. Dans tous ces cas, en effet, la condamnation n'est pas définitive, et il n'existe pas de preuve légale du crime (2).

Mais il peut arriver que, dans l'ignorance du décès du faux témoin, la Cour de cassation ait statué sur le pourvoi par lui formé, et confirmé la condamnation par un arrêt de rejet. Il est certain que, dans ce cas, l'arrêt de la Cour suprême pourra servir de base à une demande en révision, bien que cette confirmation de la condamnation du faux témoin, postérieure au décès de celui-ci, ne puisse avoir aucune influence sur l'état dans lequel il est décédé, ni sur le règlement de sa succession. En effet, la mort du témoin n'a aboli que la peine qu'il a encourue, par l'impossibilité de la lui

(1) Carnot, loc. cit. t. III, p. 251.

(2) Le Graverend, t. II, p. 738.

faire subir, mais non les conséquences qui résultent de cette condamnation.

La question que nous venons de traiter n'a, du reste, aujourd'hui, qu'un intérêt rétrospectif, depuis la loi du 8 juin 1895.

Sans doute, la révision ne pourra être obtenue dans les hypothèses que nous venons de citer, si la demande qui en est faite est basée sur un faux témoignage porté en justice et non suivi de condamnation. Mais la victime de l'erreur judiciaire ne sera pas pour cela désarmée. La loi du 8 juin 1895 lui a accordé un autre moyen de faire valoir ses droits : il réside dans le quatrième cas de révision qu'elle a créé. Il n'est pas permis d'en douter, après les déclarations qui ont été faites au Sénat, par le rapporteur de la loi, dans la discussion qui s'est élevée à ce sujet.

M. Godin avait déposé un amendement tendant à ce que la révision pût être demandée dans les cas prévus par les §§ 2 et 3 de l'article 443, lorsque la poursuite commencée a été interrompue par suite de décès, prescription, irresponsabilité pénale ou excusabilité de la personne signalée comme auteur du crime ou du délit de faux témoignage. Le rapporteur s'opposa à l'adoption de cet amendement, qu'il considérait comme inutile. Voici, du reste, en quels termes il s'est exprimé : « Il ne faut pas toutefois se méprendre sur le caractère de cette suppression. Elle ne voudra nullement dire que nous renonçons à accorder à l'in-

dividu auquel on reconnaît le droit de réclamer la révision la faculté de le faire quand le véritable coupable ou le faux témoin dont la condamnation eût fait éclater son innocence ne peut plus être poursuivi par suite du fait accidentel de sa mort, de son irresponsabilité ou de la prescription. Nous entendons, au contraire, lui maintenir ce droit. Mais il a été remarqué avec raison qu'une disposition spéciale n'était pas nécessaire pour cela, et que les termes généraux du 4^o de l'article 443 suffisaient à le lui assurer.

» Ce paragraphe porte, en effet, que la révision pourra être demandée : lorsqu'un fait vient à se produire ou à se révéler d'où paraît résulter l'innocence du condamné. Par conséquent, le cas particulier que nous avons entendu viser se trouve nécessairement compris dans la généralité de ces expressions. »

A la suite de ces explications, M. Godin retira son amendement.

Dès qu'il y a eu poursuite et condamnation ultérieure et définitive contre le faux témoin, la condition de la loi est donc remplie ; et il n'y a pas lieu de se préoccuper de la question de savoir à la requête de qui ces témoins ont été condamnés.

Mais, pour que la révision puisse être demandée, une troisième condition était autrefois nécessaire. Il fallait que la déposition du témoin condamné depuis pour faux témoignage ait été la cause *déterminante* de

la condamnation¹. Si, en effet, la conviction du jury avait été formée par des éléments étrangers à la déposition suspecte, il est bien évident que cette déposition, fût-elle fausse, n'avait pu influencer sur la décision du jury, dont l'opinion était déjà faite.

C'est à la Cour de cassation, juge du fait en cette matière, qu'il appartenait d'examiner, d'apprécier sommairement, et de décider si le faux témoignage qu'on invoquait pour baser une demande en révision avait été la cause, sinon unique, du moins déterminante de la condamnation dont on poursuivait la révision.

C'est parce qu'il n'en était pas ainsi que la Cour de cassation avait, dans une espèce, jugé que, si la demande en révision formée par un condamné correctionnel était recevable lorsque, postérieurement à sa condamnation, l'un des témoins entendus avait été poursuivi et condamné pour faux témoignage, il n'y avait pas lieu à révision lorsque, à côté de la déclaration du témoin convaincu de faux témoignage, il existait d'autres éléments de preuve de culpabilité, tels qu'un procès-verbal et des dépositions de témoins (1).

Ces solutions ont cessé d'être exactes à l'heure actuelle, et la Cour de cassation, dans sa jurisprudence la plus récente, s'est ralliée à un système diamétrale-

(1) Cass. 21 août 1844. D. 85. 1. 332. V. aussi Cr. cass. 27 nov. 1868. D. P. 69. 1. 386 ; — 1^{er} juillet 1882. D. P. 83. 1. 140.

ment opposé. Pour le comprendre, il nous paraît utile de suivre l'évolution complète de la jurisprudence à ce sujet depuis un demi-siècle.

La Cour de cassation avait d'abord considéré la révision comme obligatoire, sans qu'il y eût à envisager l'importance que possédait le faux témoignage dans l'ensemble des charges contre l'accusé (1). L'arrêt du 19 novembre 1857 est surtout à observer : il prononce la révision après l'affirmation dans le réquisitoire du procureur général que le témoignage de..... ne paraissait pas avoir exercé d'influence particulière sur la décision du jury qui a déterminé la condamnation de l'accusé (2).

Mais, depuis, la Cour de cassation, rejetant cette manière de voir, a exigé comme condition de la révision que de la condamnation du faux témoin ressorte la preuve ou tout au moins une présomption d'innocence en faveur du condamné. Elle est entrée dans cette voie par un arrêt du 27 novembre 1868 et a maintenu cette solution dans des arrêts postérieurs du 1^{er} juillet 1882 et du 14 janvier 1883 (3).

Il en résultait logiquement que, si le faux témoignage n'apportait pas la preuve ou une présomption de l'inexactitude de la chose jugée, la révision devait

(1) V. Cass. 2 juin 1855. S. 55. 1. 460 ; — 19 nov. 1857. S. 58. 1. 83.

(2) V. F. Hélie. Tr. de l'instr. crim. t. VIII, n. 4045.

(3) S. 69. 1. 45. — 83. 1. 429. — Bull. crim. n. 17.

être refusée. C'est en effet à cette conclusion très catégorique qu'en était arrivée la Cour de cassation (1).

Tel était l'état de la jurisprudence jusqu'à ces dernières années. Elle est abandonnée à son tour par deux arrêts récents, qui reviennent ainsi à l'interprétation première de l'article 443 3°.

Le premier de ces arrêts, en date du 23 avril 1896, est particulièrement précis. Il prononce la révision, tout en déclarant que la condamnation du témoin « n'implique pas nécessairement l'innocence de l'accusé, puisqu'elle laisse subsister les autres charges qui pèsent contre celui-ci ; » et il ajoute, ce qui est un démenti formel donné à la jurisprudence précédente, sauf l'arrêt du 27 novembre 1868 précité, qu'« il n'échet pour la Cour de cassation, alors qu'il y a possibilité de procéder à de nouveaux débats oraux devant le jury, de constater elle-même l'innocence ou la culpabilité de Cauvin. » L'arrêt du 11 décembre 1897 confirme cette interprétation, puisqu'après avoir simplement visé, sans l'apprécier, le fait de la condamnation du faux témoin, il porte que « la demande en révision doit *dès lors* être accueillie (2). »

Enfin, pour que le faux témoignage puisse être incriminé après le jugement de l'affaire où il a été porté, il faut que la connaissance de ce faux témoignage n'ait

(1) Cass. 28 août 1884 (Bull. crim. n. 278).

(2) S. 1900. 1. 60.

pu être obtenue que depuis le jugement de condamnation.

Mais ici une question se pose : De qui ce faux témoignage doit-il être inconnu au moment des débats ? — de l'accusé ? — ou des magistrats ?

Il doit être inconnu des magistrats : cela ne peut faire aucun doute.

Doit-il l'être aussi de l'accusé ?

On a soutenu l'affirmative en se basant sur le raisonnement suivant : Si le condamné avait eu connaissance de la fausseté de la déposition pendant les débats dont il était l'objet, il aurait dû discuter et combattre cette déposition séance tenante, et requérir, comme l'art. 330 lui en donne le droit, l'arrestation du témoin ; son défaut de réclamation à cet instant permet d'élever une fin de non-recevoir contre son action ultérieure.

Ce raisonnement pourrait se défendre à la rigueur, si nous nous trouvions en matière ordinaire. Mais il ne faut pas oublier que nous sommes en matière de révision. Or, la révision est une institution d'ordre public au sujet de laquelle il n'est pas loisible aux parties de transiger à leur gré. Il peut exister telles circonstances qui ont empêché l'accusé de dénoncer à l'audience le faux témoignage, par exemple le désir de laisser échapper le vrai coupable à la poursuite qui le menace. Aussi peu louables que soient ces combinaisons, les droits de la société sont supérieurs à ceux de l'accusé ;

et le ministère public doit poursuivre la révision, même en faveur des individus qui en seraient les plus indignes.

Mais il peut se faire aussi que l'accusé n'ait pas dénoncé le faux témoignage à l'audience parce qu'il n'avait pas en mains à ce moment des preuves suffisantes. Dans ces conditions, cependant, l'art. 330 C. instr. crim. permet à cet individu, alors qu'il n'est qu'*accusé*, de requérir du président l'arrestation d'un témoin dont la déposition contre lui paraît entachée de faux témoignage ; et lorsqu'il est *condamné*, on ne lui permettrait pas d'agir et de prouver, en faisant condamner le témoin, que c'est par suite d'un faux témoignage qu'il a été condamné !! Cela est inadmissible.

L'ordre public est intéressé à la réparation des erreurs judiciaires. Le condamné peut poursuivre la révision de son procès malgré son silence au moment des débats ; et s'il n'agit pas, le ministère public a le droit et le devoir d'agir à sa place et de saisir les tribunaux.

§ 4. — *Effets de la révision.*

Nous étudierons d'abord les effets de la demande en révision, et ensuite les effets de la recevabilité de cette demande.

Un premier effet s'attache d'abord à la demande.

Sous la loi de 1867, l'article 444 portait dans son paragraphe final que, dans tous les cas, l'exécution des arrêts et jugements serait de plein droit suspendue à partir de la demande en révision. Cette disposition était fort juste et ne pouvait présenter d'inconvénients, avec une législation qui subordonnait la demande à l'existence d'un fait matériel emportant la certitude de l'innocence. Elle aurait pu offrir un véritable danger, avec la latitude accordée désormais à l'exercice du droit. Il y aurait eu là un moyen facile donné à la mauvaise foi de faire ouvrir de force les portes de la prison.

Aussi le législateur de 1895 a sagement fait la distinction suivante dictée par la nature même des choses.

Si l'arrêt ou le jugement de condamnation n'a pas été exécuté, l'exécution sera suspendue de plein droit à partir de la transmission de la demande par le ministre de la justice à la Cour de cassation.

Si le condamné est en état de détention, l'exécution pourra être suspendue, sur l'ordre du ministre de la justice, jusqu'à ce que la Cour de cassation ait prononcé, et ensuite, s'il y a lieu, par l'arrêt de cette Cour statuant sur la recevabilité. (Art. 444 C. instr. crim.)

Tel est l'effet de la demande.

Voyons maintenant l'effet de la recevabilité de cette demande.

La révision ne peut porter, nous l'avons vu, que sur les chefs de condamnation qui sont reconnus viciés par la cause même de la demande en révision. Le reste doit subsister. Mais, dans cette mesure, et lorsqu'il n'est pas statué par la Cour de cassation elle-même sur le fond, les condamnations sont cassées et les choses remises en leur état primitif. C'est ainsi que la cassation, sur recours en révision, de deux condamnations prononcées contre deux individus à raison d'un même crime, fait revivre contre tous les deux, d'une manière indivisible, l'accusation entière avec toutes les circonstances aggravantes relevées par les arrêts de renvoi, y compris même celle de la perpétration d'un second crime pour assurer l'impunité du crime principal, et cela encore bien que ces circonstances aient été écartées par le jury au profit de l'un des accusés (1).

Ainsi encore il a été jugé que, dans le cas de révision d'une condamnation criminelle par suite de la condamnation pour faux témoignage prononcée ultérieurement contre l'un des témoins à charge, si la déclaration du jury porte sur plusieurs chefs d'accusation distincts, et que le faux témoignage n'ait eu lieu qu'à l'égard d'un seul, la cassation doit être restreinte à ce dernier chef, et la Cour de renvoi doit, quant aux autres chefs, se borner à faire, s'il y a lieu, application

(1) Cass. 2 juin 1855, S. 55. 1. 46, D. P. 55. 1. 301.

de la peine d'après les faits reconnus fondés par le premier jury (1).

La révision, quand elle est admise, fait tomber l'arrêt ou le jugement de condamnation.

Enfin, un dernier effet de la révision consiste, depuis la loi de 1895, dans la possibilité, pour la victime d'une erreur judiciaire, d'obtenir une réparation.

Il nous reste à dire un mot d'une incapacité qui frappe le témoin condamné pour faux témoignage.

Aux termes de l'article 443 3°, « lorsqu'un des témoins entendus aura été, postérieurement à la condamnation, poursuivi et condamné pour faux témoignage contre l'accusé ou le prévenu, le témoin ainsi condamné ne pourra être entendu dans les nouveaux débats. »

L'article 443 est une exception, une dérogation à la règle générale de l'art. 269 C. instr. crim., d'après lequel le président de la Cour d'assises jouit d'un pouvoir discrétionnaire pour faire entendre tous les témoins qu'il lui plaira. Puisqu'il s'agit d'une exception, elle doit être restreinte au seul cas qu'elle prévoit. Expliquons-nous : L'arrêt de condamnation prononcé contre l'accusé dans la cause duquel il a été déposé devra être révisé par une Cour d'assises ; et c'est alors que l'article 443 défend l'audition des faux témoins dans les nouveaux débats.

1) Cass. 13 nov. 1857. S. 58. 1. 83. D. P. 58. 1. 42.

Cette disposition est donc spéciale à la matière pour laquelle elle a été édictée. En conséquence, il faut décider que les témoins poursuivis en vertu de l'art. 330 pourraient, même après qu'une condamnation a été prononcée contre eux, et nonobstant cette condamnation, être entendus dans les nouveaux débats ouverts en vertu du renvoi ordonné, sauf l'application des art. 28 et 34 C. pén.

Et il en serait de même dans le cas où un arrêt de Cour d'assises ayant été cassé, l'affaire aurait été renvoyée devant une autre Cour. Il a été jugé en pareil cas que l'art. 443 C. instr. crim. ne défend l'audition des témoins condamnés pour faux témoignage que dans les nouveaux débats qui, aux termes de l'article 445, auquel il se réfère spécialement et exclusivement, suivent l'arrêt en vertu duquel il est procédé à la révision du procès, et non dans les débats qui suivent un renvoi par suite de cassation (1).

D'ailleurs, cet article 443 n'est point applicable aux témoins condamnés pour faux témoignage *à décharge*, alors surtout que ce faux témoignage a été porté dans les débats annulés pour d'autres causes.

(1) Crim. rej. 17 février 1843.

§ 5. — *Appendice.*

Nous en avons fini avec cette importante matière : il ne nous reste plus qu'à parler d'un arrêt récent de la Cour de cassation, qui marque une tendance toute nouvelle et assez hardie en matière de révision.

Jusqu'à ce jour, pour que la demande en révision d'un arrêt ou d'un jugement criminel fût admissible, il fallait que le faux témoignage qui avait motivé la condamnation fût, postérieurement à la clôture des débats, « rétracté » par son auteur, ou découvert par la justice. Il fallait en outre que l'auteur eût été condamné.

Aujourd'hui, il semble résulter de l'arrêt en question, ou plutôt des conclusions de l'avocat général, qu'une simple « rétractation » ne suffit plus : il faut une « reconnaissance ». La distinction paraît assez subtile : elle est cependant très appréciable.

Essayons de la dégager.

Pour cela, il est indispensable d'exposer les faits de la cause.

La femme Belleguy, de Saint-Laurent (Côtes-du-Nord), avait été condamnée, le 7 novembre 1869, à quatre mois de prison pour vol de 50 kilos de lin. Une voisine, la veuve Lucas, et sa fille l'avaient formellement accusée. C'est sur ces deux témoignages, et malgré les dénégations énergiques de la femme Belleguy, que le Tribunal de Saint-Brieuc rendit son jugement.

Mais, vingt-trois ans plus tard, un incendie éclata dans le village de Saint-Laurent, chez la veuve Lucas. En 1894, nouvel incendie, et une fois encore chez la veuve Lucas, copropriétaire de la maison détruite. Alors, le parquet s'émut, ouvrit une instruction et, finalement, classa l'affaire. La veuve Lucas mourut sur ces entrefaites.

Or, quelques jours après, le parquet reçut une lettre anonyme lui dénonçant comme auteurs de l'incendie de 1894 la veuve Lucas, sa fille, et la copropriétaire de la maison brûlée. Ces deux dernières furent arrêtées. La fille Lucas avoua, mais accusa formellement sa coprévenue de complicité. Celle-ci jura qu'elle n'était pas coupable.

— Tu mens, dit-elle à la fille Lucas. Tu m'accuses comme tu as accusé, en 1869, la malheureuse femme Belleguy, que tu sais innocente.

Au cours de cette confrontation émouvante qui eut lieu à Saint-Brieuc, dans le cabinet du juge d'instruction, le 6 mars 1894, la fille Lucas se décida à reconnaître qu'en effet elle avait fait un faux témoignage vingt-cinq ans auparavant.

Le parquet prévint aussitôt le garde des sceaux, qui saisit la commission de révision, et, sur avis favorable de celle-ci, renvoya l'affaire devant la Chambre criminelle. Celle-ci ordonna un supplément d'enquête. Le procureur général de Rennes en fut chargé et entendit quatorze

témoins, qui avaient recueilli les aveux de la fille Lucas, au sujet du faux témoignage dont avait été victime la femme Belleguy.

C'est dans ces conditions que l'affaire s'est présentée devant la Cour de cassation.

Après rapport favorable du conseiller rapporteur, M. Cotelle, l'avocat général, M. Feuilloley, a également conclu à l'admission :

« La « reconnaissance » de la part de la fille Lucas « qu'elle a fait un faux témoignage » est formelle, a-t-il dit notamment, et faite à diverses époques, devant différents témoins. C'est à dessein, Messieurs, que je n'ai pas employé le mot « rétractation ». Je vais vous dire pourquoi. La loi sur la révision est une bonne chose, et vous savez que des bonnes choses on ne tarde pas à abuser. Tenez ! la loi sur l'assistance judiciaire rentre dans ce cas. On en fait à Paris un abus inouï. Il s'est fondé des agences pour « assistés judiciaires », pour les encourager, les guider, et ces malheureux, s'ils ont quelque chance de succès, sont obligés de signer avec ces agents spéciaux des contrats odieux, des traités honteux, indignes de la justice.

» Eh ! bien, nous avons déjà et nous aurons dans la même proportion des agences de révision fondées sur une « rétractation ». On sollicitera d'un individu condamné aux travaux forcés à temps, par exemple, qui ne risque plus rien, et qui a dénoncé son complice,

également frappé par le jury et la Cour, une rétractation destinée à innocenter celui qu'au cours de ses aveux, à l'instruction, il s'était décidé à nommer.

» Vous devinez le trafic, vous voyez à quelle industrie vont se livrer ces agents qui pullulent à Paris. Les rétractations ou prétendues telles vont s'accumuler et les demandes en révision fondées sur ce motif. Voilà le danger, et voilà pourquoi le mot « rétractation » consigné dans un de vos arrêts pourrait être dangereux. »

Faisant droit à ces conclusions, et dans l'impossibilité où elle se trouvait d'engager de nouveaux débats par suite de la prescription de l'action publique, la Cour a cassé sans renvoi.

Voici donc bien catégoriquement posée la distinction entre la « rétractation » et la « reconnaissance ».

Il semble résulter des explications de M. l'avocat général Feuilloley qu'il y a entre les deux expressions la différence suivante :

La « rétractation » serait l'acte d'un individu qui viendrait se présenter spontanément à la justice et déclarer fausses les déclarations par lui faites, en qualité de témoin, dans un procès qui s'est terminé par la condamnation de l'accusé.

La « reconnaissance », au contraire, serait l'acte d'un individu qui fait à des tiers l'aveu de son faux témoignage, et qui, appelé à s'en expliquer, et pressé de questions, le maintient devant le magistrat.

Fort de cette distinction, M. Feuilleley exclut la rétractation comme cause de révision, parce qu'il la considère comme frauduleuse. La Cour, il est vrai, ne s'en explique pas dans son arrêt; mais elle fait droit aux conclusions de l'avocat général, et semble, par là, se les approprier. On peut donc dire qu'il y a là une tendance très marquée vers une jurisprudence nouvelle.

Que faut-il en penser?

Malgré la haute autorité qui s'attache aux paroles de l'avocat général, la tentative nous paraît bien hardie, et, disons le mot, très dangereuse.

Restreindre à la seule hypothèse de reconnaissance d'un faux témoignage le troisième cas d'ouverture de la révision, c'est anéantir dans leur source une foule de procès et empêcher la réparation de nombreuses erreurs judiciaires. Nous ne croyons pas que tel soit le but poursuivi par le législateur. Tout en restreignant dans de sages limites les cas de révision, il a voulu que, dans le cadre fixé par lui, le juge ait une grande liberté d'appréciation. C'est là un fait incontestable, et nous en trouvons la haute manifestation dans la nouvelle loi du 8 juin 1895.

Pourquoi n'en serait-il pas ainsi dans le cas particulier qui nous occupe?

Le faux témoignage est une des plaies de notre époque. Mais il est parfois caché par un voile si impénétrable qu'il est le plus souvent impossible de le découvrir; et la justice dispose de bien peu de moyens

d'investigation. Comment peut-on songer, dans ces conditions, à diminuer le nombre de ces moyens ?

M. Feuilloley est visiblement préoccupé par un danger qui nous paraît chimérique : il redoute la création, ou, pour mieux dire, l'extension des agences de révision fondée sur la rétractation. Mais il faut avouer que l'exemple qu'il nous cite à l'appui de son argumentation est assez mal choisi. En effet, quelle confiance pourra bien inspirer à la justice un condamné qui viendra spontanément, alors qu'il se trouvera à l'abri des poursuites, s'accuser de faux témoignage ? — Sa déclaration aura pour effet de le rendre suspect ; et les tribunaux auront à apprécier s'il y a eu réellement faux témoignage ; ils seront juges de la sincérité du faux témoin qui se rétracte. Il y a ici une question de fait qui est soumise à leur appréciation.

N'est-ce pas là une garantie suffisante ?

Et pour le seul motif d'empêcher un coupable d'échapper à la justice, faudra-t-il se résoudre à exclure une rétractation sincère, inspirée par le remords et un véritable désir de réparation ?

Nous ne le pensons pas.

Il en est de la révision comme de l'assistance judiciaire : de nombreux abus s'y sont glissés, qui, dans certains cas, ont fait dévier l'œuvre du but que lui avait assigné le législateur, et qui ont pour résultat d'égarer la justice. Mais l'institution est bonne en elle-même et

rend d'immenses services. Qui donc songe à la supprimer ?

La révision participe du vice commun à toutes les institutions humaines : aucune n'a le privilège de l'infailibilité ; car rien n'est parfait de ce qui sort de la main des hommes.

La distinction que nous apporte M. Feuilleux nous place en présence de deux alternatives : d'une part, empêcher la réparation d'une foule d'erreurs judiciaires, et d'autre part, laisser quelques criminels échapper à la justice. Entre les deux nous n'hésitons pas, et nous préférons dire avec Trajan « qu'il vaut mieux absoudre dix coupables que condamner un innocent. »

Vu :

Le Président de la thèse,

LE POITTEVIN.

Vu :

Le Doyen de la Faculté,

GLASSON.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD.

BIBLIOGRAPHIE

- MUYART DE VOUGLANS. — *Lois Criminelles.*
- JOUSSE. — *Traité de la justice criminelle en France.*
- MERLIN. — *Répertoire universel et raisonné de jurisprudence.*
- CARNOT. — *De l'instruction criminelle.*
- MORIN. — *Répertoire universel et raisonné de droit criminel.*
- LEGRAVEREND. — *Traité de législation criminelle en France.*
- ROLLAND DE VILLARGUES. — *Les Codes Criminels.*
- LE SELLYER. — *Études historiques, théoriques et pratiques sur le droit criminel.*
- BOURGUIGNON. — *Jurisprudence des Codes Criminels.*
- DUVERGER. — *Juge d'instruction.*
- GARRAUD. — *Traité théorique et pratique de droit pénal français.*
- CHAUVEAU, F. HÉLIE et VILLEY. — *Théorie du Code pénal.*
- BLANCHE et DUTRUC. — *Études pratiques sur le Code pénal.*
- LE POITTEVIN. — *Dictionnaire-formulaire des parquets et de la police judiciaire.*

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
INTRODUCTION HISTORIQUE.....	1-24

CHAPITRE PREMIER.

Éléments constitutifs du faux témoignage.

SECTION I. — Du faux témoignage en général.

§ 1. — <i>Première condition</i> : Témoignage en justice.....	27-36
§ 2. — <i>Deuxième condition</i> : Fausseté de la déposition.	37-45
§ 3. — <i>Troisième condition</i> : Préjudice. — Question de la tentative.....	45-59
§ 4. — <i>Quatrième condition</i> : Intention coupable.	60-62

SECTION II. — Du faux témoignage en matière civile : son caractère spécial.	63-71
--	-------

CHAPITRE II.

Répression du faux témoignage.

SECTION I. — Poursuite.

§ 1. — Procédure.....	73-90
§ 2. — Compétence.....	91-99

SECTION II. — Peine.

§ 1. — Faux témoignage en matière criminelle.	100-105
---	---------

	Pages.
§ 2. — Faux témoignage en matière correctionnelle et de police.....	105-109
§ 3. — Faux témoignage en matière civile.....	109-110
§ 4. — Circonstances aggravantes.....	110-113

CHAPITRE III.

De la subornation de témoins.

SECTION I. — Éléments constitutifs.....	116-136
SECTION II. — Peine.	
§ 1. — Historique.....	136-140
§ 2. — Peine de la subornation de témoins sans dons ni promesses.....	140-141
§ 3. — Peine de la subornation de témoins avec dons et promesses.....	141-142

CHAPITRE IV.

De la révision dans ses rapports avec le faux témoignage.

§ 1. — Notions générales.....	143-145
§ 2. — Historique.....	145-155
§ 3. — Conditions d'ouverture de la révision..	155-167
§ 4. — Effets de la révision.....	167-171
§ 5. — Appendice.....	172-178

ERRATUM

Au lieu de : Le Graverend, lire : *Legraverend*.

